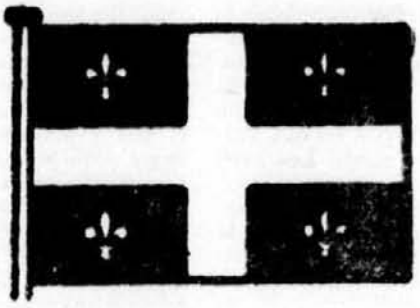

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 JUILLET 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 20, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 1515 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 1515 — 1-52-o

Lettres patentes

L'Association de Loisirs Bleury (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Michel Monat, magasinier, 46, 12e avenue, Lucien Gauvin, assistant-comptable, 142, 12e avenue, Jean Dubuc, modeleur, 93, 15e avenue, et André Quintin, outilleur, 37, de Beaujour, tous quatre d'Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir et organiser les loisirs dans la paroisse du Sacré-Coeur d'Iberville, sous le nom de « L'Association de Loisirs Bleury (1963) Inc. ».

Letters Patent

L'Association de Loisirs Bleury (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Michel Monat, warehouseman, 46, 12th Ave., Lucien Gauvin, assistant-accountant, 142, 12th Ave., Jean Dubuc, moulder, 93, 15th Ave., and André Quintin, equipper, 37 de Beaujour, all four of Iberville, for the following purposes:

To promote and organize recreations in the parish of Sacré-Coeur d'Iberville, under the name of "L'Association de Loisirs Bleury (1963) Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2112-63 — 1172/17

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2112-63 — 1172/17

Pierre Bertrand Ltée
Pierre Bertrand Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Francine Thibault, secrétaire, fille majeure, 2404, Théodore, Montréal, et Marcel Paquette, avocat, 1320, Chantecler, St-Bruno, pour les objets suivants:

Commerce de systèmes d'évacuation ou de ventilation, sous le nom de « Pierre Bertrand Ltée — Pierre Bertrand Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2104-63 — 1173/79

Pierre Bertrand Ltée
Pierre Bertrand Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Francine Thibault, secretary, fille majeure, 2404 Théodore, Montreal, and Marcel Paquette, advocate, 1320 Chantecler, St-Bruno, for the following purposes:

To deal in evacuation or ventilation systems, under the name of "Pierre Bertrand Ltée — Pierre Bertrand Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2104-63 — 1173/79

Béton Minville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Louis-Georges Minville, chimiste, Dorius Fontaine, garagiste, tous deux de Racine, comté de Shefford, Bernard Robillard, entreposeur, 7211, St-Dominique, Albert Gauthier, ingénieur professionnel, 4660, boul. Pie IX, et Georges Arcouette, notaire, 7466, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de matériaux de construction, sous le nom de « Béton Minville Inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 700,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 60,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2158-63 — 1173/80

Béton Minville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Georges Minville, chemist, Dorius Fontaine, garageman, both of Racine, county of Shefford, Bernard Robillard, warehouseman, 7211 St-Dominique, Albert Gauthier, professional engineer, 4660 Pie IX Blvd., and Georges Arcouette, notary, 7466 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of construction materials, under the name of "Béton Minville Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 700,000 common shares of $1 each and 60,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2158-63 — 1173/80

Théo Binette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Théobald Binette, entrepreneur général, Réjeanne Desrochers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Théobald Binette, et dûment autorisée par lui aux fins des

Théo Binette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Théobald Binette, general contractor, Réjeanne Desrochers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Théobald Binette, and duly authorized by him for the purpose of these

présentes, tous deux d'Arthabaska, et Ange-Albert Binette, cultivateur, St-Norbert, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Théo Binette Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2198-63 — 1173/43

presents, both of Arthabaska, and Ange-Albert Binette, farmer, St-Norbert, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Théo Binette Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 150 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2198-63 — 1173/43

Cascade Charcoal Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Robert Bourassa, marchand, 1023, avenue des Érables, Marcel Bouvette, agent, 452, 7e rue, tous deux de Shawinigan, et Rosaire Lajoie, avocat, 605, 119e rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Cascade Charcoal Company », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2113-63 — 1173/113

Cascade Charcoal Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Bourassa, merchant, 1023 des Érables Avenue, Marcel Bouvette, agent, 452, 7th Street, both of Shawinigan, and Rosaire Lajoie, advocate, 605, 119th Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To deal in coal, coke, peat, oil, wood, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Cascade Charcoal Company", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2113-63 — 1173/113

Château du Parc Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1963, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, 5665, rue Dunmore, Charles Holdstock, avocat, 338, rue Demontigny, est, et Roberte Smith, secrétaire, fille majeure, 761-A, boul. St-Joseph, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Château du Parc Compagnie Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 162, boulevard Taschereau, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2217-63 — 1174/114

Château du Parc Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Lafontaine, advocate, 5665 Dunmore Street, Charles Holdstock, advocate, 338 Demontigny Street East, and Roberte Smith, secretary, fille majeure, 761-A St-Joseph Blvd., East, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Château du Parc Compagnie Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 162 Taschereau Blvd., Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2217-63 — 1174/114

Cimetière Baptiste de St-Georges

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetière, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 314, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 mai 1963, constituant en corporation sans

Cimetière Baptiste de St-Georges

Notice is hereby given that under Cemetery Companies Act, Revised Statutes of Quebec chapter 314, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporated as a corporation without share

capital-actoins: Conrad Vachon, journalier, Jean-Rock Roy, menuisier, et Aurélien Rodrigue, plâtrier, tous trois de St-Georges-Ouest, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et administrer un cimetière, sous le nom de « Cimetière Baptiste de St-Georges ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 562-63 — 1173/50

capital: Conrad Vachon, laborer, Jean-Roch Roy, joiner, and Aurélien Rodrigue, plasterer, all three of St-Georges-West, county of Beauce, for the following purposes:

To establish, maintain and administrate a cemetary, under the name of "Cimetière Baptiste de St-Georges".

To amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 562-63 — 1173/50

La Compagnie P.N.R. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Noël Fortin, 21, avenue Corbeil, Laval-des-Rapides, Pierre Fortin, 4162, rue Parthenais, Montréal, et Raymond Fortin, 3210, rue Laurier, app. 4, Montréal, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Compagnie P.N.R. Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2102-63 — 1172/83

La Compagnie P.N.R. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Noël Fortin, 21 Corbeil Ave., Laval-des-Rapides, Pierre Fortin, 4162 Parthenais St., Montreal, and Raymond Fortin, 3210 Laurier St., apt. 4, Montreal, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Compagnie P.N.R. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2102-63 — 1172/83

Delisle Ltée
Delisle Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8 mai 1963, autorisant la fusion de « Delisle Auto La Sarre Limitée — Delisle Auto La Sarre Limited, », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 février 1950, « Delisle Auto Val d'Or Limitée — Delisle Auto Val d'Or Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 février 1950, « Delisle Auto Rouyn Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 décembre 1935, « Delisle Auto Lorrainville Limitée — Delisle Auto Lorrainville Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 mars 1959, « Delisle Électronique Drummondville Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 octobre 1958, « Delisle Auto Drummondville Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 août 1952, « Delisle Auto Québec Limitée — Delisle Auto

Delisle Ltée
Delisle Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Delisle Auto La Sarre Limitée — Delisle Auto La Sarre Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 27, 1950, "Delisle Auto Val d'Or Limitée — Delisle Auto Val d'Or Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 27, 1950, "Delisle Auto Rouyn Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 23, 1935, "Delisle Auto Lorrainville Limitée — Delisle Auto Lorrainville Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 2, 1959, "Delisle Électronique Drummondville Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 17, 1958, "Delisle Auto Drummondville Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 27, 1952, "Delisle Auto Québec Limitée — Delisle Auto Quebec Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 1, 1959, "Delisle Auto Trois-Rivières Limitée — Delisle Auto Three-Rivers Limited", incorporated

Quebec Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er avril 1959, « Delisle Auto Trois-Rivières Limitée — Delisle Auto Three-Rivers Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 janvier 1931, et « Delisle Auto Shawinigan Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 novembre 1947, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Delisle Ltée — Delisle Ltd », avec un capital total de $114,270, divisé en 114,270 actions ordinaires de $1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Delisle Ltée — Delisle Ltd ».

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1413-63 — 1173/2

under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 16, 1931, and "Delisle Auto Shawinigan Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November 26, 1947, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Delisle Ltée — Delisle Ltd.", with a total capital stock of $114,270, divided into 114,270 common shares of $1 each.

The name of the new company is "Delisle Ltée — Delisle Ltd".

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1413-63 — 1173/2

Les Distributions Alimentaires L'Équipe Ltée L'Équipe Food Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Guy Deaudelin, 34, rue Tourangeau, Marcel Deaudelin, 181, 7e avenue, tous deux de Laval-des-Rapides, et Robert Deaudelin, 10885, rue St-Urbain, Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers bouchers, sous le nom de « Les Distributions Alimentaires L'Équipe Ltée — L'Équipe Food Distributors Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1881-63 — 1173/15

Les Distributions Alimentaires L'Équipe Ltée L'Équipe Food Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Deaudelin, 34 Tourangeau St., Marcel Deaudelin, 181, 7th Avenue, both of Laval-des-Rapides, and Robert Deaudelin, 10885 St-Urbain St., Montreal, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Les Distributions Alimentaires L'Équipe Ltée — L'Équipe Food Distributors Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,500 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1881-63 — 1173/15

Émond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Verschelden, 12087, rue Pasteur, Roland Bourret, 220, boulevard Gouin, ouest, tous deux de Montréal, et Louis Lamontagne, 954, rue Duvernay, Saint-Hubert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Émond Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Émond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Verschelden, 12087 Pasteur St., Roland Bourret, 220 Gouin Boulevard, West, both of Montreal, and Louis Lamontagne, 954, Duvernay St., Saint-Hubert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Émond Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2231-63 — 1173/117

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2231-63 — 1173/117

Entreprises Guy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Claude Lévesque, entrepreneur, Normande April Lévesque, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Lévesque, et Viateur Lévesque, garagiste, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises Guy Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2177-63 — 1173/89

Entreprises Guy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lévesque, contractor, Normande April Lévesque, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Lévesque, and Viateur Lévesque, garage-keeper, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises Guy Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2177-63 — 1173/89

Exclusive Pleating Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Emeric Elefant, marchand, 25, avenue Bouchard, Dorval, Louis Glazer, avocat et conseil en loi de la reine, 132 ouest, rue St-Jacques, et Helen C. Muir, secrétaire, veuve, 1459, rue McGill College, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plissage, broderie, dentelle, toiles, robes, costumes, mantaux et produits en textile, sous le nom de « Exclusive Pleating Co., Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2191-63 — 1173/16

Exclusive Pleating Co., Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emeric Elefant, merchant, 25 Bouchard Ave., Dorval, Louis Glazer, advocate and Queen's Counsel, 132 St. James St. West, and Helen C. Muir, secretary, widow, 1459 McGill College St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in pleating, embroidery, laces, linens, dresses, suits, coats and textile products, under the name of "Exclusive Pleating Co., Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2191-63 — 1173/16

Fleuriste Ahuntsic Inc.
Ahuntsic Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Lise Baillargeon, 10275, St-Denis, Réjeanne Gauthier, 8052, Raoul, toutes deux secrétaires, de Montréal, et Julien Plouffe, avocat, 11605, Lépine, Pierrefonds, pour les objtes suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Ahuntsic Inc. — Ahuntsic Florist Inc. »,

Fleuriste Ahuntsic Inc.
Ahuntsic Florist Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Baillargeon, 10275 St-Denis, Réjeanne Gauthier, 8052, Raoul, both secretaries, of Montreal, and Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and grain cultivators, under the name of "Fleuriste Ahuntsic Inc. — Ahuntsic Florist Inc.",

avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 75,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10182, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1980-63 — 1173/91

with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 75,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 10182 Lajeunesse St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1980-63 — 1173/91

Footgolf Playground Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Michel Robert, avocat, 2945, Maplewood, app. 10, Montréal, Bernard Tellier, avocat, 146, Wicksteed, Mont-Royal, et Alphonse Barbeau, avocat, 847, Dunlop, Outremont, pour les objets suivants:

Aménager et entretenir des terrains de golf à pied (footgolf), sous le nom de « Footgolf Playground Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2004-63 — 1172/88

Footgolf Playground Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Robert, advocate, 2945 Maplewood, Apt. 10, Montreal, Bernard Tellier, advocate, 146 Wicksteed, Mount-Royal, and Alphonse Barbeau, advocate, 847 Dunlop, Outremount, for the following purposes:

To equip and maintin footgolf courses, under the name of "Footgolf Playground Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2004-63 — 1172/88

A. Gagné Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: André Gagné, entrepreneur, Aline G. Gagné, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Gagné, tous deux de 329, 5e avenue, Asbestos, et Raymond Latulippe, comptable, 400, Alexandre, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A. Gagné Construction Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2024-63 — 1173/92

A. Gagné Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Gagné, contractor, Aline G. Gagné, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Gagné, both of 329, 5th Avenue, Asbestos, and Raymond Latulippe, accountant, 400 Alexander, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "A. Gagné Construction Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2024-63 — 1173/92

P. E. Giguère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Giguère, commerçant, Rolland Giguère, commerçant, tous deux de South Durham, et Guy Mercure, teneur de livres, 167, Gouin, Richmond, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « P. E. Giguère Inc. », avec un capital total

P. E. Giguère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Giguère, tradesman, Rolland Giguère, tradesman, both of South Durham, and Guy Mercure, bookkeeper, 167 Gouin, Richmond, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber, under the name of "P. E. Giguère

de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à South Durham, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1535-63 — 1172/90

Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at South Durham, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1535-63 — 1172/90

Globex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Édouard Martel, 44, Willowdale, Jacques Dussault, 640, McEachran, tous deux d'Outremont, et Laurent-R. Archambault, 782, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser et développer des expositions et des foires, sous le nom de « Globex Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1600, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 877-63 — 1173/118

Globex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Martel, 44 Willowdale, Jacques Dussault, 640 McEachran, both of Outremount, and Laurent-R. Archambault, 782 Marie-Victorin Blvd., Boucherville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business promoting, organizing and developping exhibitions and fairs, under the name of "Globex Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1600 Berri St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 877-63 — 1173/118

Hétu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Francine Roy, secrétaire, 3781, rue Lacombe, André Pelletier, avocat, 6415, boul. Pie IX, tous deux de Montréal, et Bernard Paquin, avocat, 1, rue Crépin, Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de diamants, perles et autres pierres précieuses, sous le nom de « Hétu Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1985-63 — 1173/94

Hétu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Francine Roy, secretary, 3781 Lacombe St., André Pelletier, advocate, 6415 Pie IX Blvd., both of Montreal, and Bernard Paquin, advocate, 1 Crépin St., Châteauguay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in diamonds, pearls and other precious stones, under the name of "Hétu Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1985-63 — 1173/94

Les Immeubles Laurier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1963, constituant en corporation: Charles E. Marquis, 1030, Père-Marquette, Guy Marchand, 2152, 4e avenue, tous deux industriels, André Monast, avocat, 1270, Place de Mérici, tous trois de Québec, et Gilles Vandry, ingénieur, 2542, de la Falaise, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Im-

Les Immeubles Laurier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles E. Marquis, 1030 Père-Marquette, Guy Marchand, 2152, 4th Ave., both industrialists, André Monast, advocate, 1270 Place de Mérici, all three of Quebec, and Gilles Vandry, engineer, 2542 de la Falaise, Sillery, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Im-

meubles Laurier Inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1000, avenue Goupil, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2235-63 — 1173/119

meubles Laurier Inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 6,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1000 Goupil Aye., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2235-63 — 1173/119

Impex (Québec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Yvette Larocque Dumont, secrétaire, épouse commune en biens de Maurice Dumont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 47 rue Langlois, Charles Simard, agent d'immeubles, 283, boulevard Montcalm, et Julienne Lefebvre Simard, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Charles Simard, 283, boulevard Montcalm, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'amusement, du chauffage, de la quincaillerie, de l'immeubles, des placements et du transport, sous le nom de « Impex (Québec) Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7150, rue Pontoise, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la paroisse, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1731-63 — 1173/18

Impex (Québec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvette Larocque Dumont, secretary, wife common as to property of Maurice Dumont, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 47 Langlois St., Charles Simard, real estate agent, 283 Montcalm Boulevard, and Julienne Lefebvre Simard, secretary, wife separate as to property of the said Charles Simard, 283 Montcalm Boulevard, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business in the fields of entertaining, heating, hardware, real estate, investments and transport, under the name of "Impex (Québec) Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 7150 Pontoise Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1731-63 — 1173/18

Institut Fontainebleau Inc.
Fontainebleau Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Robert A. Lapierre, exécutif, 6330, rue Viau, Ginette Turcotte, secrétaire, fille majeure, 1877, Des Érables, tous deux de Montréal, et René Talbot, avocat, 261, rue Roy, Lemoyne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un institut de beauté et de santé physique, sous le nom de « Institut Fontainebleau Inc.— Fontainebleau Institute Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3440, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1743-63 — 1173/121

Institut Fontainebleau Inc.
Fontainebleau Institute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert A. Lapierre, executive, 6330 Viau Street, Ginette Turcotte, secretary, fille majeure, 1877 Des Érables, both of Montreal, and René Talbot, advocate, 261 Roy Street, Lemoyne, for the following purposes:

To carry on business as an institute of beauty and physical health, under the name of "Institut Fontainebleau Inc.— Fontainebleau Institute Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 3440 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1743-63 — 1173/121

Island Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Island Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Harold Gossack, 3736, avenue Kent, Pinja E. Blitt, 4505, avenue Plamondon, tous deux de Montréal, et Rosa B. Gualtieri, fille majeure, 80, avenue Hudson, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Island Holdings Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2195-63 — 1173/20

bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Gossack, 3736 Kent Ave., Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Ave., both of Montreal, and Rosa B. Gualtieri, spinster of the full age of majority, 80 Hudson Ave., Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Island Holdings Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 250 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2195-63 — 1173/20

Jardin de Tracy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16 mai 1963, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Montréal, Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Herman Moscovitch, comptable, 420, rue Petit, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Jardin de Tracy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 290 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2200-63 — 1173/21

Jardin de Tracy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Montreal, Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte-St-Luc, both advocates, and Herman Moscovitch, accountant, 420 Petit St., St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Jardin de Tracy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each, 100 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 290 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2200-63 — 1173/21

F. Jobin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Fernand Jobin, industriel, Jeanne Audet Jobin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Jobin, tous deux de 1535, St-Cyrille, ouest, et Jean Jobin, contremaître, 760, Chouinard, app. 3, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « F. Jobin & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1535, rue St-Cyrille, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2135-63 — 1172/127

F. Jobin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Jobin, industrialist, Jeanne Audet Jobin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Jobin, both of 1535 St-Cyrille, West, and Jean Jobin, foreman, 760 Chouinard, Apt. 3, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "F. Jobin & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1535 St-Cyrille St., West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2135-63 — 1172/127

Key Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1963, constituant en corporation: Julius Briskin, c.r., 134, chemin Finchley, Montréal, Arthur Yanofsky, 820, rue Abbot, St-Laurent, tous deux avocats, Claire Culhane, 2199, avenue Harvard, Grace Blackett, 2035, Grand blvd., et Roslyn Zelman, 6300, avenue Lennox, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance et de placements, sous le nom de « Key Mortgage Corporation Ltd. », avec un capital total de $370,000, divisé en 370,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 756-63 — 1162/8

Key Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, Q.C., 134 Finchley Road, Montreal, Arthur Yanofsky, 820 Abbot St., St-Laurent, both advocates, Claire Culhane, 2199 Harvard Ave., Grace Blackett, 2035 Grand Blvd., and Roslyn Zelman, 6300 Lennox Ave., the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance and investment company, under the name of "Key Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of $370,000, divided into 370,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 756-63 — 1162/8

Kitchen Designers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Gagné, 1375, chemin Lucerne, Mont-Royal, Fernand Guertin, 390, Wiseman, Outremont, et Adrian Popovici, 3510, Mountain, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce du fer, de l'acier, du bois, des métaux, des matières métallurgiques, minéraux, produits chimiques, sel, huile, verre, porcelaine, tuiles, briques, ciment, produits vitrifiés ou d'argile ainsi que de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Kitchen Designers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2215-63 — 1173/61

Kitchen Designers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Gagné, 1375 Lucerne Rd., Mount Royal, Fernand Guertin, 390 Wiseman, Outremont, and Adrian Popovici, 3510 Mountain, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in iron, steel, wood, metals, metallurgical materials, minerals, chemicals, salt, oil, glass, china, tile, brick, cement, vitrified or clay products together with all their products and by-products, under the name of "Kitchen Designers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2215-63 — 1173/61

Laiterie Lamothe & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marcel Lamothe, industriel, 4e rang, Drummondville, Marcel Nichols, avocat, 2, avenue des Lilas, Drummondville-Ouest, et Gaétane Gaudet, secrétaire, fille majeure, 701, rue St-Pierre, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de ses sous-produits, sous le nom de « Laiterie Lamothe & Frère Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Laiterie Lamothe & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Lamothe, industrialist, 4th range, Drummondville, Marcel Nichols, advocate, 2, des Lilas Avenue, Drummondville-West, and Gaétane Gaudet, secretary, fille majeure, 701 St-Pierre St., Drummondville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in milk and its by-products, under the name of "Laiterie Lamothe & Frère Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and into 80,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 4e rang, Grantham-Ouest, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2125-63 — 1172/128

The head office of the company will be at the 4th range, Grantham-West, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2125-63 — 1172/128

Laprairie Linoleum Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marcel Oligny, 100, Ste-Marie, Laprairie, René Marchand, 245, Grand Bernier, tous deux commerçant, et Maceleine Chabot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Marchand, 245, Grand Bernier, ces deux derniers de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, linoleum, congoleum, tuile de caoutchouc, naturel ou synthétique, prélart et toute marchandise qui sert à couvrir les planchers, sous le nom de « Laprairie Linoleum Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010, boulevard Elizabeth, Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1990-63 — 1173/22

Laprairie Linoleum Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Oligny, 100 Ste-Marie, Laprairie, René Marchand, 245 Grand Bernier, both merchants, and Madeleine Chabot, housewife, wife contractually separate as to property of the said René Marchand, 245 Grand Bernier, the latter two of St-John, for the following purposes:

To deal in carpets, linoleum, congoleum, rubber tile, natural or synthetic, oil cloth and all merchandise which serves to cover floors, under the name of "Laprairie Linoleum Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 Elizabeth Blvd., Laprairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1990-63 — 1173/22

Legault & Masse Limitée
Legault & Masse Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: J.-Benoit Masse, marchand, 1273, Bois Franc, St-Laurent, Marcel Masse, marchand, 7672, avenue du Mail, Anjou, et Paul Dubord, comptable agréé, 1965, Bélanger, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Legault & Masse Limitée — Legault & Masse Limited », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8455, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1953-63 — 1172/129

Legault & Masse Limitée
Legault & Masse Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Benoit Masse, merchant, 1273 Bois Franc, St-Laurent, Marcel Masse, merchant, 7672 Mail Ave., Amjou and Paul Dubord, chartered accountant, 1965 Bélanger, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Legault & Masse Limitée — Legault & Masse Limited", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,500 common shares of $100 each, 500 preferred class "A" shares of $100 each, and 500 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8455 St-Dominique St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1953-63 — 1172/129

Liftall Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: J.-Jacques Beauchemin, 355, Bloomfield, Outremont, André Valiquette, 3340, Beauséjour, St-Laurent, tous deux avocats, et Mme Thérèse

Liftall Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, 355 Bloomfield, Outremont, André Valiquette, 3340 Beauséjour, St-Laurent, both lawyers, and Mrs. Thérèse Beaulieu Ouellette,

Beaulieu Ouellette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, rue Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de véhicules-automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Liftall Limited », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 144, avenue Monterrey, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2019-63 — 1172/94

secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne St., Apt. 2, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of all kinds and to act as garage-keepers, under the name of "Liftall Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 144 Monterrey Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2019-63 — 1172/94

Loisirs Notre-Dame de Bonsecours de Ville de Brossard

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: René Mecteau, dessinateur, 1010, Robert Conrad Deslauriers, surintendant, 1295, Richelieu, et Léo Moquin, jardinier maraîcher, 2430, boul. des Prairies, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs dans la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, sous le nom de « Loisirs Notre-Dame de Bonsecours de Ville de Brossard ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1517-63 — 1172/130

Loisirs Notre-Dame de Bonsecours de Ville de Brossard

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: René Mecteau, draughtsman, 1010 Robert, Conrad Deslauriers, superintendent, 1295 Richelieu, and Léo Moquin, market gardener, 2430 des Prairies, all three of Brossard, for the following purposes:

To organize recreations in the parish of Notre-Dame de Bonsecours, under the name of "Loisirs Notre-Dame de Bonsecours de Ville de Brossard".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963..

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1517-63 — 1172/130

Louber Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Max S. Kaufman, C.R., 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, et Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Louber Development Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2160-63 — 1172/95

Louber Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, Q.C., 574 Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair Avenue, and Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Louber Development Ltd.", with a total capital scotk of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2160-63 — 1172/95

Gilbert Mandeville & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Gilbert Mandeville & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Gilbert Mandeville, directeur de funérailles, Marie-Anna Mandeville, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilbert Mandeville, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 902, chemin St-Roch, Gérard Mandeville, commis, 902a, chemin St-Roch, Jean-Paul Mandeville, commis, 901, rue Laval, tous quatre de Tracy, et Gilles Mandeville, commis, 80, rue Charlotte, Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Gilbert Mandeville & Fils Ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,750 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 902, chemin St-Roch, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2159-63 — 1172/131

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Mandeville, undertakers, Marie-Anna Mandeville, housewife, wife common as to property of the said Gilbert Mandeville, and duly authorized by him for these presents, both of 902 St-Roch Road, Gérard Mandeville, clerk, 902a, St-Roch Road, Jean-Paul Mandeville, clerk, 901 Laval Street, all four of Tracy, and Gilles Mandeville, clerk, 80 Charlotte Street, Sorel, for the following purposes:

To carry on a business as undertakers, under the name of "Gilbert Mandeville & Fils Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $10 each and into 6,750 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 902 St-Roch Road, Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2159-63 — 1172/131

Le Manoir des Vieilles Forges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jacques Picotte, hôtelier, Jules Picotte, rentier, et Mme Marthe Girard Picotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jules Picotte, tous trois du boulevard des Forges, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Manoir des Vieilles Forges Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2122-63 — 1172/96

Le Manoir des Vieilles Forges Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Picotte, hotelier, Jules Picotte, annuitant, and Mrs. Marthe Girard Picotte, housewife, wife separate as to property of the said Jules Picotte, all three of the des Forges Blvd., Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business operating hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Manoir des Vieilles Forges Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at des Forges Boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2122-63 — 1172/96

Mike Mastro Barber Shop, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e mai 1963, constituant en corporation: Michelangelo Mastromonaco, barbier, Maria Fortunata D'Alessandro Mastromonaco, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michelangelo Mastromonaco, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4357, avenue Melrose, et Giovanni Mastromonaco, coiffeur, 6320, avenue Victoria, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de barbiers, coiffeurs et spécialistes en beauté, sous le nom de « Mike Mastro Barber Shop, Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2182-63 — 1173/24

Mike Mastro Barber Shop, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michelangelo Mastromonaco, barber, Maria Fortunata D'Alessandro Mastromonaco, housewife, wife separate as to property of the said Michelangelo Mastromonaco, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4357 Melrose Ave., and Giovanni Mastromonaco, hairdresser, 6320 Victoria Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of barbers, hairdressers and beauticians, under the name of "Mike Mastro Barber Shop, Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2182-63 — 1173/24

Metropolitan Auto Parts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Laurent Bélanger, notaire, 479, rue Rehel, Chandler, Éthel Arbour St-Hilaire, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens d'André St-Hilaire, Chandler, Guy Boutin, comptable, Grande-Rivière, et Léo Dubé, comptable, Ste-Thérèse-de-Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Metropolitan Auto Parts Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3191, 38e rue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2099-63 — 1173/23

Metropolitan Auto Parts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Bélanger, notary, 479 Rehel St., Chandler, Éthel Arbour St-Hilaire, secretary, wife contractually separate as to property of André St-Hilaire, Chandler, Guy Boutin, accountant, Grande-Rivière, and Léo Dubé, accountant, Ste-Thérèse-de-Gaspé, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Metropolitan Auto Parts Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3191, 38th St., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2099-63 — 1173/23

Meubles Gigi Ltée
Gigi Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compganies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Pierre Gravel, commerçant, 2142, Cartier, Jacques-Cartier, Yvette Carrière, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre Gravel, 2142, Cartier, Jacques-Cartier, et Marcelle Livernoche, commerçante, fille majeure, 1610, Henri-Bourasse, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Gigi Ltée — Gigi Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3, rue Leblanc, L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2098-63 — 1172/97

Meubles Gigi Ltée
Gigi Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Gravel, merchant, 2142 Cartier, Jacques-Cartier, Yvette Carrière, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre Gravel, 2142 Cartier, Jacques-Cartier, and Marcelle Livernoche, merchant, fille majeure, 1610 Henri-Bourassa, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Gigi Ltée — Gigi Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3 Leblanc St., L'Épiphanie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2098-63 — 1172/97

Mode Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, avocat, 5510, avenue Robinson, Côte-St-Luc, Joan E. Stephens, secrétaire, 500, quarantième avenue, Lachine, et Charlotte C. Roux, réceptionniste, 2285, St-Matthew, Montréal, ces ceux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de textiles et de produits en textile, sous le nom de « Mode Fabrics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Mode Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin J. Greenberg, advocate, 5510, Robinson Ave., Côte-St-Luc, Joan E. Stephens. secretary, 500 Fortieth Ave., Lachine, and Charlotte C. Roux, receptionist, 2285 St. Matthew, Montreal, the latters two spinsters of the legal age of majority, for the following purposes:

To deal in textiles and textile products, under the name of "Mode Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 2180-63 — 1173/25

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 2180-63 — 1173/25

Montreal Platefab Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: René Lehoux, ingénieur en soudure, 5369, Bellechasse, Paul Langlais, industriel, 4335, Bellechasse, et Henri Gfeller, estimateur, 5803, rue Cartier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Montreal Platefab Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5160, rue Paul-Pau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1728-63 — 1172/62

Montreal Platefab Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Lehoux, welding engineer, 5369 Bellechasse, Paul Langlais, industrialist, 4335 Bellechasse, and Henri Gfeller, estimator, 5803 Cartier St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all types of metals, their products and by-products, under the name of "Montreal Platefab Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5160 Paul-Pau St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1728-63 — 1172/62

Bruno Morel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, Françoise Bourbeau, secrétaire, fille majeure, Champlain, et Alfred Vigeant, avocat, 1871, rue de la Jonquière, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Bruno Morel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2632, rue St-Olivier, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2123-63 — 1172/133

Bruno Morel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hélène Baribeau, secretary, fille majeure, 110 Beauchemin St., Cap-de-la-Madeleine, Françoise Bourbeau, secretary, fille majeure, Champlain, and Alfred Vigeant, advocate, 1871, de la Jonquière St., Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as grocers, under the name of "Bruno Morel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2632 St-Olivier St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2123-63 — 1172/133

Murphy Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul L. Lamoureux, dessinateur, 177, 10e avenue, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Murphy Cartage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Murphy Cartage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul L. Lamoureux, draughtsman, 177, 10th Ave., Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Ave., and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12 Ave., all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company under the name of "Murphy Cartage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 322, 7e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2033-63 — 1173/124

The head office of the company will be at 322, 7th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2033-63 — 1173/124

Musicorama Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Guy Devaltere, commerçant, 109, 12e avenue, Iberville, Réal Lorrain, gérant, 192, Richelieu, Guy Gervais, avocat, 712, Mott, ces deux derniers de St-Jean, pour les objets suivants:

Commerce et réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Musicorama Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2186-63 — 1173/26

Musicorama Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Devaltere, tradesman, 109, 12th Ave., Iberville, Réal Lorrain, manager, 192 Richelieu, Guy Gervais, advocate, 712 Mott, the latter two of St-Johns, for the following purposes:

To carry on a business and to deal in the repairs of radio, television, electrical apparatus, musical instruments, their spare parts and accessories, and in other similar merchandise, under the name of "Musicorama Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2186-63 — 1173/26

Noval Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul E. Bernier, C.R., avocat, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Denise Lewis, secrétaire, 1391, Charlotte, et Guy Dorion, avocat, 1345, Lemoine, ces deux derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Noval Construction Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 441, rue St-Michel, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2080-63 — 1173/103

Noval Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Bernier, Q.C., advocate, 515 de la Visitation, Ste-Foy, Denise Lewis, secretary, 1391 Charlotte, and Guy Dorion, advocate, 1345 Lemoine, the latter two of Sillery, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Noval Construction Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 441 St-Michel St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2080-63 — 1173/103

Pacific Motors Specialty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Réal Perreault, vendeur, 8082, Bordeaux, Mlle Jeannine Dubé, secrétaire, fille majeure, 3480, A. Aylwin, et Raymond Ripot, vendeur, 167, Laurier est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Pacific Motors Spe-

Pacific Motors Specialty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Perreault, salesman, 8082 Bordeaux, Miss Jeannine Dubé, secretary, fille majeure, 3480 A. Aylwin, and Raymond Ripot, salesman, 167 Laurier East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motor-vehicles, their accessories and parts and to act as garage-keepers, under the name of "Pacific Motors

cialty Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2124-63 — 1172/99

Pavage Montclair Inc.
Montclair Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Laurent St-Pierre, commerçant, 95, boul. du Progrès, Henri Benoit, journalier, 12, rue Aimé, tous deux de Pointe-Gatineau, et Georges Charron, voyageur de commerce, 315, boul. St-Joseph, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes et exploiter le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de « Pavage Montclair Inc. — Montclair Paving Inc. », avec un capital de $50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1650-63 — 1172/136

Pavage Noël Inc.
Noel Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Gérald Ryan, avocat, 39, 9e rue, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, tous deux de Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Mgr-Latulipe, est, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchands de pierres, sous le nom de « Pavage Noël Inc. — Noel Paving Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2021-63 — 1172/137

Le Pavillon Lacroix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Lacroix, industriel, Gédéon Gilbert, commerçant, Josaphat

Specialty Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2124-63 — 1172/99

Pavage Montclair Inc.
Montclair Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent St-Pierre, merchant, 95 du Progrès Blvd., Henri Benoit, labourer, 12 Aimé Street, both of Pointe-Gatineau, and Georges Charron, commercial traveller, 315 St-Joseph Blvd., Hull, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in all kinds of paving and construction works and operate the wood commerce and industry, under the name of "Pavage Montclair Inc. — Montclair Paving Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1650-63 — 1172/136

Pavage Noël Inc.
Noel Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Ryan, advocate, 39, 9th St., Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th St., both of Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Mgr. Latulippe St., East, Rouyn, for the following purposes:

To do paving and to operate a business as stone merchants, under the name of "Pavage Noël Inc. — Noel Paving Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2021-63 — 1172/137

Le Pavillon Lacroix Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Henri Lacroix, industrialist, Gédéon Gilbert, tradesman, Josephat

Poulin, gérant, Louis Drouin, agent vendeur, et Edmond Grenier, secrétaire, tous cinq de St-Georges, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux personnes âgées, sous le nom de « Le Pavillon Lacroix Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2095-63 — 1173/27

Poulin, manager, Louis Drouin, sales agent, and Edmond Grenier, secretary, all five of St-Georges, for the following purposes:

To form an association to help aged persons, under the name of "Le Pavillon Lacroix Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2095-63 — 1173/27

Les Placements Le Portage, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1963, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R. 406, Champagneur, Outremont, Paul-Eugène Bélanger, 2755, Louis-Dantin, Montréal, tous deux avocats, Paul H. Bélanger, administrateur, 79, Labelle, L'Assomption, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Le Portage, Ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,900 actions participantes classe « A » de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2459-63 — 1174/5

Les Placements Le Portage, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremount, Paul-Eugène Bélanger, advocate, 2755 Louis-Dantin, Montreal, both advocates, and Paul-H. Bélanger, administrator, 79 Labelle, L'Assomption, for the following purposes:

To operate a business as an investment company, under the name of "Les Placements Le Portage, Ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,900 participating shares class "A" of $100 each and into 1,000 preferred shares class "B" of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2459-63 — 1174/5

Placements Memphremagog Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul Mercier, commerçant, 480, rue Bowen, Magog, Pierre-Paul Landreville, commerçant, 146, rue Victoria, Magog, Jean-Marc Brien, directeur, 20, rue Merry, sud, Magog, et Roland Lessard, entrepreneur, 201, rue Brooks, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants et exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placements Memphremagog Inc. », avec un capital total de $1,500, divisé en 150 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 282, rue Merry, sud, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2022-63 — 1172/102

Placements Memphremagog Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Mercier, merchant, 480 Bowen Street, Magog, Pierre-Paul Landreville, merchant, 146 Victoria Street, Magog, Jean-Marc Brien, director, 20 Merry Street, South, Magog, and Roland Lessard, contractor, 201 Brooks Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants and to carry on business as an investment company, under the name of "Placements Memphremagog Inc.", with a total capital stock of $1,500, divided into 150 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 282 Merry Street, South, Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2022-63 — 1172/102

Produits Niko Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Produits Niko Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Roger Désilets, entrepreneur, Mme Marguerite Désilets, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Désilets, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Mme Pauline Pelletier, secrétaire, veuve, tous trois de Nicolet, pour les objest suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Produits Niko Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chcaune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Grégoire, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2210-63 — 1173/106

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Désilets, contractor, Mrs. Marguerite Désilets, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Désilets, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Mrs. Pauline Pelletier, secretary, widow, all three of Nicolet, for the following purposes:

To deal in all sorts of building materials, under the name of "Produits Niko Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Grégoire, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2210-63 — 1173/106

Publicité Rendez-Vous Ltée
Rendez-Vous Advertizing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marcel Trudeau, 251, Victoria, Longueuil, Gérard Beaupré, 155, Hickson, St-Lambert, tous deux avocats, et Denise Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, 4165, Parthemais, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de publicité, sous le nom de « Publicité Rendez-Vous Ltée — Rendez-Vous Advertizing Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sre à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2105-63 — 1173/107

Publicité Rendez-Vous Ltée
Rendez-Vous Advertizing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Trudeau, 251 Victoria, Longueuil, Gérard Beaupré, 155 Hickson, St-Lambert, both advocates, and Denise Cloutier, secretary, fille majeure, 4165 Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an advertizing agency, under the name of "Publicité Rendez-Vous Ltée — Rendez-Vous Advertizing Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2105-63 — 1173/107

G.A. Quenneville Footwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: André-Marc Dauth, 10202, rue Cartier, Montréal, Yves Gauthier, 10215, Gouin, est, Rivière-des-Prairies, tous deux notaires, et Julien Plouffe, avocat, 11605, rue Lépine, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « G.A. Quenneville Footwear Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5707, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2072-63 — 1173/129

G.A. Quenneville Footwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-Marc Dauth, 10202 Cartier St., Montreal, Yves Gauthier, 10215 Gouin East, Rivière-des-Prairies, both notaries, and Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine St., Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business dealing in footwear and leather articles and their accessories, under the name of "G.A. Quenneville Footwear Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5707 Sherbrooke St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2072-63 — 1173/129

Quill-O-Rama Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Quill-O-Rama Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Dubois, James Beck, tous deux journaliers, et Gaston Gagné, commis, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Quill-O-Rama Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2222-63 — 1173/130

bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Dubois, James Beck, both laborers, and Gaston Gagné, clerk, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on a business by supplying the public with amusements and without limiting the general idea of the preceding, to operate bowling alleys, billard rooms and other amusements places under the name of "Quill-O-Rama Ltée", with a, total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $50 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2222-63 — 1173/130

Victor Racine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Victor Racine, constructeur, Denise Racine et Nicole Racine, ces deux dernières secrétaires, tous trois de 291, rue Ste-Cécile, Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Victor Racine Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 291, rue Ste-Cécile, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1937-63 — 1172/103

Victor Racine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victor Racine, builder, Denise Racine and Nicole Racine, the latter two secretaries, all three of 291 Ste-Cécile St., Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Victor Racine Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 291 Ste-Cécile St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1937-63 — 1172/103

Réfrigération Provinciale Inc.
Provincial Refrigeration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jules Dupré, C.R., avocat, 160, avenue Pagnuelo, Outremont, Madeleine Blain, secrétaire, célibataire majeure, 5920, Souart, Montréal, et Jacques Viger, téléphoniste, 4215, de la Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements, d'outillage et de fournitures de magasins, épiceries, boucheries, restaurants, hôtels et généralement de tous établissements de commerce desservant des aliments et marchandises comestibles, sous le nom de « Réfrigération Provinciale Inc. — Provincial Refrigeration Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2118-63 — 1172/106

Réfrigération Provinciale Inc.
Provincial Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Dupré, Q.C., advocate, 160 Pagnuelo Ave., Outremont, Madeleine Blain, secretary, spinster of the full age of majority, 5920 Souart, Montreal, and Jacques Viger, telephone operator, 4215 de la Roche, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, hardware, and furnishings for stores, grocery stores, butcher shops, restaurants, hotels, and generally for all business establishments servings food and edible merchandise, under the name of "Réfrigération Provinciale Inc. — Provincial Refrigeration Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2118-63 — 1172/106

Rodier Amusement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Oscar Rodier, industriel, Mme Émérentienne Lalonde Rodier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Oscar Rodier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 230, Riverside Drive, St-Laurent, et Roland Lainesse, industriel, 6663, Molson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Rodier Amusement Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2211-63 — 1172/138

Rodier Amusement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Rodier, industrialist, Mrs. Émérentienne Lalonde Rodier, housewife, wife separate as to property of the said Oscar Rodier, and duly authorized by him for these presents, both fo 230 Riverside Drive, St-Laurent, and Roland Lainesse, industrialist, 6663 Molson, Montreal, for the following purposes:

To carry on business furnishing the public with amusement, and, without limiting the generality of the preceding, to operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusement, under the name of "Rodier Amusement Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2211-63 — 1172/138

Roux & Bergeron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Maurice Bergeron, 57, boulevard Jutras, est, Anatole Bergeron, 41, rue Campagna, tous deux embouteilleurs, et Lucienne Bergeron Roux, infirmière, veuve non remariée de Jean-Baptiste Roux, 17, rue Victoria, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout genre d'eau gazeuse et autres boissons non alcoolisées, ainsi que de toutes les matières brutes ou autres servant à leur fabrication, sous le nom de « Roux & Bergeron Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2197-63 — 1173/67

Roux & Bergeron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Maurice Bergeron, 57 Jutras Blvd., East, Anatole Bergeron, 41 Campagna St., both bottlers, and Lucienne Bergeron Roux, nurse, unremarried widow of Jean-Baptiste Roux, 17 Victoria St., all three of Victoriaville, for the following purposes:

To operate a business dealing in all kinds of effervrecent drinks and other non-alcoholic drinks, as well as in all raw materials or others used in the manufacture of same, under the name of "Roux & Bergeron Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each hand into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2197-63 — 1173/67

Eugène Roy (Division de la Ferme), Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1963, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Paul-Eugène Bélanger, avocat, 2755, Louis-Dantin, Montréal, et Paul H. Bélanger, administrateur, 79, Labelle, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire le commerce de refroidisseurs de lait, d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules moteurs et autres, sous le nom de « Eugène Roy (Division de la Ferme), Ltée » avec un dapital total de $40,000, divisé en 400, actions orinaires de $10 chacune et en 3,600, actions privilégiées de $10 chacune.

Eugène Roy (Division de la Ferme), Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremount, Paul-Eugène Bélanger, advocate, 2755 Louis-Dantin, Montreal, both advocates, and Paul H. Bélanger, administrator, 79 Labelle, L'Assomption, for the following purposes:

To operate a business dealing in milk coolers, farm implements, farm machinery, motor vehicles and otherwise, under the name of "Eugène Roy (Division de la Ferme), Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 142, avenue du Parc, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2457-63 — 1174/6

The head office of the company will be at 142 du Parc Avenue, L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2457-63 — 1174/6

Sept-Iles Drive Yourself Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1963, constituant en corporation: Réjean Morneau, garagiste, 601, Laure, Sept-Iles, Gaston Desjardins, 836, avenue Painchaud, et Laurent P. Bolduc, 2056, chemin Ste-Foy, ces deux derniers avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location de véhicules automobiles de toutes sortes (drive yourself), sous le nom de « Sept-Iles Drive Yourself Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2223-63 — 1173/132

Sept-Iles Drive Yourself Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjean Morneau, garageman, 601 Laure, Sept-Iles, Gaston Desjardins, 836 Painchaud Ave., and Laurent P. Bolduc, 2056 Ste-Foy Road, the latter two advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the rental of motor vehicles of all kinds (drive yourself), under the name of "Sept-Iles Drive Yourself Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2223-63 — 1173/132

Services de Recherches Psychologiques Inc.
Psychological Research Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Gilles Auclair, psychologue, 4297, rue Braille, Barbara Byrne Auclair, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Auclair, 4297, rue Braille, tous deux de Montréal, Claude Parant, psychologue, et Yvette Lepage Parant, ménagère, épouse commune en biens dudit Claude Parant, ces deux derniers de 35, rue Carignan, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme psychologues industriels, fournir des services professionnels en appliquant les principes et les méthodes de la psychologie scientifique, sous le nom de « Services de Recherches Psychologiques Inc. — Psychological Research Services Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1744-63 — 1172/110

Services de Recherches Psychologiques Inc.
Psychological Research Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Auclair, psychologist, 4297 Braille St., Barbara Byrne Auclair, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Auclair, 4297 Braille St., both of Montreal, Claude Parant, psychologist, and Yvette Lepage Parant, housewife, wife common as to property of the said Claude Parant, the two latter of 35 Carignan St., Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as industrial psychologists, to furnish professional services by applying the principles and methods of scientific psychology, under the name of "Services de Recherches Psychologiques Inc. — Psychological Research Services Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each and 180 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1744-63 — 1172/110

Silko Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Rolland Forget, commerçant, Jacqueline Bourassa Forget, ménagère, épouse commune en

Silko Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Forget, merchant, Jacqueline Bourassa Forget, housewife, wife common as to property of the said Rolland

biens dudit Rolland Forget, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roger Pauzé, commis, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et d'accessoires électriques de tous genres, sous le nom de « Silko Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1846-63 — 1172/112

forget, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Roger Pauzé, clerk, all three of Joliette, for the following purposes:

To deal in electrical appliances and accessories of all kinds, under the name of "Silko Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1846-63 — 1172/112

Société des Infirmières Visiteuses du Diocèse de St-Jean de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Morin, administrateur, 359, rue St-Laurent, St-Jean d'Iberville, Dr Roger Lamarre, médecin, 128, Mortlake, St-Lambert, et Jean Marsan, assureur-vie, 78, Lemoyne, ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Étudier les besoins de la population du diocèse de St-Jean de Québec dans le domaine du nursing à domicile, sous le nom de « Société des Infirmières Visiteuses du Diocèse de St-Jean de Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 190, rue Laurier, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1838-63 — 1173/31

Société des Infirmières Visiteuses du Diocèse de St-Jean de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Morin, administrator, 359 St-Laurent, St-Jean d'Iberville, Dr. Roger Lamarre, physician, 128 Mortlake, St. Lambert, and Jean Marsan, life insurance agent, 78 Lemoyne, West, Longueuil, for the following purposes:

To study the needs of the population of the diocese of St-Jean de Québec in the field of home nursing, under the name of "Société des Infirmières Visiteuses du Diocèse de St-Jean de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 190 Laurier St., St-Johns, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1838-63 — 1173/31

La Société des Voyages Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1963, constituant en corporation: Rollande Plamondon, secrétaire, fille majeure, Jeanne Derome, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Roy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marc Duguay, notaire, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Exploiter des agences de réserves de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « La Société des Voyages Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2074-63 — 1172/113

La Société des Voyages Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rollande Plamondon, secretary, fille majeure, Jeanne Derome, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Roy, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Marc Duguay, notary, all three of Amos, for the following purposes:

To operate agencies for ticket reservations and travel bureaux, under the name of "La Société des Voyages Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2074-63 — 1172/113

La Société Financière Le Portage, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

La Société Financière Le Portage, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1963, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Jean-Claude Blais, dessinateur, et Lucille Blais, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean-Claude Blais, ces deux derniers, de 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de financement, sous le nom de « La Société Financière Le Portage, Ltée », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 9,900 actions participantes classe « A » de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2460-63 — 1174/7

bearing date the 5th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporatnig: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremount, Jean-Claude Blais, draughtsman, and Lucille Blais, secretary, wife separate as to property of the said Jean-Claude Blais, the latter two of 24 Gilles St., St-Thérèse-West, for the following purposes:

To operate a business as a financing company, under the name of "La Société Financière Le Portage, Ltée", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 100 common shares of $100 each, 9,900 participating shares class "A" of $100 each and into 10,000 preferred shares class "B" of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2460-63 — 1174/7

Taverne Alberta Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1963, constituant en corporation: Wilfrid St-Amand, notaire, 135, boulevard Gamelin, Claire Lalande, secrétaire, 144, rue Laval, tous deux de Hull, et Suzanne Richard, secrétaire, Wychwood, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberbes, restaurants et autres entreprises similaires, sous le nom de « Taverne Alberta Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 167, rue Eddy, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1821-63 — 1173/73

Taverne Alberta Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilfrid St-Amand, notary, 135 Gamelin Blvd., Claire Lalande, secretary, 144 Laval St., both of Hull, and Suzanne Richard, secretary, Wychwood, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants and other similar enterprises, under the name of "Taverne Alberta Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 167 Eddy St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1821-63 — 1173/73

La Tourbière Théberge, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1963, constituant en corporation: Noël-Aimé Théberge, Jacques Théberge et Guillaume Théberge, tous trois industriels de St-Fabien, pour les objets suivants:

Commerce de la tourbe et de ses sous-produits et dérivés, sous le nom de « La Tourbière Théberge, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Fabien, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1974-63 — 1173/135

La Tourbière Théberge, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Noël-Aimé Théberge, Jacques Théberge and Guillaume Théberge, all three industrialists of St-Fabien, for the following purposes:

To carry on a business dealing in peat and its by-products and derivatives, under the name of "La Tourbière Théberge, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Fabien, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1974-63 — 1173/135

Transport A. T. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Transport A. T. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1963, constituant en corporation: Armand Tanguay, rentier, Mme Germaine Blouin Tanguay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Tanguay, et André Tanguay, étudint, tous trois de 44, Pierre-Maufay, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Transport A. T. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2036, 4e avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2262-63 — 1173/138

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Tanguay, annuitant, Mrs. Germaine Blouin Tanguay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Tanguay, and André Tanguay, student, all three of 44 Pierre-Maufay, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport A. T. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2036, 4th Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2262-63 — 1173/138

Lettres patentes supplémentaires

Académie de Quilles Carol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juin 1963, à la compagnie « Académie de Quilles Carol Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 11079-60 — 1174/32

Armorique Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 mai 1963, à la compagnie « Armorique Co. Ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au breau du secrétaire de la province, ce 29 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-p 14802-60 — 1174/41

L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton du Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagniesde Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 avril 1963, « L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton Province de/of Quebec Concrete Products Manufacturers Association », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 juin 1953, changeant son nom en celui de « L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton du Québec».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 12559-53 — 1169/53

Supplementary Letters Patent

Académie de Quilles Carol Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Académie de Quilles Carol Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 11079-60 — 1174/32

Armorique Co. Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Armorique Co. Ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 14802-60 — 1174/41

L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton du Québec

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton Province de/of Quebec Concrete Products Manufacturers Association", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated June 5, 1953, changing its name into that of "L'Association des Manufacturiers de Produits de Béton du Québec".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 12559-53 — 1169/53

Belding Butterfly Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 juin 1963, à la compagnie « The Butterfly Hosiery Co. Limited », constituée par lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1919, changeant son nom en celui de « Belding Butterfly Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 1520-19 — 1175/88

Belding Butterfly Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Butterfly Hosiery Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of October, 1919, changing its name to that of "Belding Butterfly Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 1520-19 — 1175/88

Bétons Richelieu Inc.
Richelieu Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Béton Richelieu Inc. — Richelieu Ready-Mix Inc. », 1° augmentant le nombre de ses directeurs de 6 à 7; 2° étendant ses pouvoirs; 3° convertissant et subdivisant les 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 8,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune; 4° augmentant son capital de $40,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,200 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune et de 20,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 10451-61 — 1173/42

Bétons Richelieu Inc.
Richelieu Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Béton Richelieu Inc. — Richelieu Ready-Mix Inc.", 1. increasing the number of its directors from 6 to 7; 2. extending its powers; 3. converting and subdividing the 400 common shares from a par value of $100 each into 8,000 shares class "B" of a par value of $5 each; 4. increasing its capital stock from $40,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 1,200 class "B" shares of a par value of $5 each and into 20,000 class "A" shares of a par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 10451-61 — 1173/42

Bezanson & Davies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juin 1963, à la compagnie « Bezanson & Davies Ltd. », réduisant de $20,000 à $500 le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 62-63 — 1174/83

Bezanson & Davies Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bezanson & Davies Ltd.", reducing from $20,000 to $500, the amount with which the company will commence its operations.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 62-63 — 1174/83

Blue Bonnets Raceway Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juin 1963, à la compagnie « Blue Bonnets Raceway Inc. », 1° réduisant son capital de $5,000,000 à $2,000,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,000,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° subdivisant ses 2,000,000 actions ordinaires de $1 chacune en 10,000,000 actions ordinaires de $0.20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 10255-58 — 1175/66

Blue Bonnets Raceway Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Blue Bonnets Raceway Inc.", 1. reducing its capital stock from $5,000,000 to $2,000,000, the cancelled capital stock being divided into 3,000,000 common shares of $1 each; 2. subdividing its 2,000,000 common shares of $1 each into 10,000,000 common shares of $0.20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 10255-58 — 1175/66

L. A. Brahm & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mai 1963, à la compagnie « L. A. Brahm & Company Ltd. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 12868-62 — 1173/45

L. A. Brahm & Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L. A. Brahm & Company Ltd.", modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 12868-62 — 1173/45

George Brown Cartage Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 avril 1963, à la compagnie « George Brown Cartage Inc », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1823-49 — 1174/33

George Brown Cartage Inc

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "George Brown Cartage Inc", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1823-49 — 1174/33

Les Calcites du Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mai 1963, à la compagnie « Les Sables Vaudreuil Ltée », constituée par lettres patentes en date du 7 juin 1960, changeant son nom en celui de « Les Calcites du Québec Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 12405-60 — 1174/34

Les Calcites du Québec Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Sables Vaudreuil Ltée", incorporated by letters patent on June 7, 1960, changing its name into that of "Les Calcites du Québec Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 12405-60 — 1174/34

Caron Ltée
Caron Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mai 1963, à la compagnie « Caron & Fils Limitée », constituée par lettres patentes en date du 5 novembre 1945, changeant son nom en celui de « Caron Ltée — Caron Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 6447-45 — 1175/68

Caron Ltée
Caron Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Caron & Fils Limitée", incorporated by letters patent dated November 5, 1945, changing its name into that of "Caron Ltée — Caron Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 6447-45 — 1175/68

Central Public Service Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juin 1963, à la compagnie « Central Public Service Investment Corporation », réduisant son capital-actions de $100,000 à $5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 950,000 actions catégorie « A » de $0.10 chacune.

Central Public Service Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Central Public Service Investment Corporation", reducing its capital from $100,000 to $5,000, the capital stock annulled being divided into 950,000 class "A" shares of $0.10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 16174-61 — 1175/8

Club Le Pionnier Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 juin 1963, à la corporation « Le Club des Raquetteurs Le Pionnier Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30 janvier 1950, 1° changeant son nom en celui de « Club Le Pionnier Inc. » 2° abrogeant la clause « C » des objets décrits dans ses lettres patentes de constitution en corporation.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1787-50 — 1174/56

Clarke Place Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1963, à la compagnie « Clarke Place Investments Inc. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 12413-62 — 1174/108

La Corporation Foncière de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 avril 1963, à « La Corporation Foncière de Montréal », 1° subdivisant ses 8,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 85,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $260,000 à $600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 32,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 13261-57 — 1174/2

Antoine Despatis, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « Antoine Despatis, Limitée », convertissant ses 199 actions ordinaires de $100 chacune en 1,985 actions classe « A » de $10 chacune et en 5 actions classe « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 371-33 — 1174/13

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 16174-61 — 1175/8

Club Le Pionnier Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Club des Raquetteurs Le Pionnier Inc.", incorporated by letters patent dated January 30, 1950, 1. changing its name into that of "Club Le Pionnier Inc." 2 rescinding clause "C" of the objects described in its letters patent of incorporatoin.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1787-50 — 1174/56

Clarke Place Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Clarke Place Investments Inc.", modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 12413-62 — 1174/108

La Corporation Foncière de Montréal

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Corporation Foncière de Montréal", 2. subdividing its 8,500 common shares of a par value of $10 each into 85,000 common shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital stock from $260,000 to $600,000, the additional capital stock being divided into 32,500 preferred shares of a par value of $10 each and into 15,000 common shares of a par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 13261-57 — 1174/2

Antoine Despatis, Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Antoine Despatis, Limitée", converting and subdividing its 199 common shares of $100 each into 1,985 class "A" shares of $10 each and into 5 class "B" shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 371-33 — 1174/13

Domestic Converters Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 mai 1963, à la compagnie « Domestic Converters Corporation », augmentant son capital-actions de $40,000 à $240,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions catégorie « C » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 11036-63 — 1173/55

Domestic Converters Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companise Act, supplementary letters patent, bearing date the the 29th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Domestic Converters Corporation", increasing its capital from $40,000 to $240,000, the additional capital stock being divided into 20,000 class "C" shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 11036-63 — 1173/55

Électrolier Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 avril 1963, à la compagnie « Électrolier Corporation », 1° augmentant son capital-actions, le capital-actions additionnel étant divisé en 140,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair; 2° subdivisant et changeant ses 8,000 actions ordinaires de $1 chacune en 176,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair; 3° réduisant son capital-actions, le capital-actions annulé étant divisé en 36,000 actions catégorie « B » sans avleur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 16141-61 — 1174/121

Électrolier Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Électrolier Corporation", 1. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 140,000 class "A" shares without par value; 2. subdividing and changing its 8,000 common shares of $1 each into 176,000 class "B" shares without par value; 3. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 36,000 class "B" shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 16141-61 — 1174/121

Farr Company Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 mai 1963, à la compagnie « Farr Company Manufacturing Ltd. », réduisant son capital-actions de $120,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 3479-45 — 1172/53

Farr Company Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companise Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Farr Company Manufacturing Ltd.", reducing its capital from $120,000 to $20,000, the capital stock annulled being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 3479-45 — 1172/53

Flora Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juin 1963, à la compagnie « Flora Construction Ltée », 1° convertissant ses 300 actions privilégiées de $100 chacune en 300 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $310,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 700 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 15795-60 — 1174/125

Flora Construction Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Flora Construction Ltée" 1. converting its 300 preferred shares of $100 each into 300 preferred class "A" shares of $100 each; 2. increasing its capital stock from $40,000 to $310,000, the additional capital stock being divided into 700 preferred shares class "A" of $100 each and into 2,000 preferred shares class "B" of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 15795-60 — 1174/125

Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 avril 1963, à la compagnie « Food Services Ltd. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 898-63 — 1169-44

Food Services Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Food Services Ltd.", modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 898-63 — 1169/44

Franced Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 avril 1963, à la compagnie « Jean Turcotte Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13 novembre 1959, changeant son nom en celui de « Franced Inc. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 avril 1963.

Le Sous-secréeaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 16173-59 — 1175/89

Franced Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jean Turcotte Inc.", incorporated by letters patent on November 13, 1959, changing its name into that of "Franced Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 16173-59 — 1175/89

Frankel Structural Steel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie.de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 mai 1963, à la compagnie « B. & H. Metal Industries Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de juin 1945, changeant son nom en celui de « Frankel Structural Steel Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 3881-45 — 1175/44

Frankel Structural Steel Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "B. & H. Metal Industries Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of June, 1945, changing its name to that of "Frankel Structural Steel Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 3881-45 — 1175/44

Cyprien Gagnon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mai 1963, à la compagnie « Cyprien Gagnon, Ltée », 1° réduisant son capital de $100,000 à $64,700, le capital-actions annulé étant divisé en 3,530 actions privilégiées de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $64,700 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 13,530 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 18308-52 — 1174/127

Cyprien Gagnon, Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplemenary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cyprien Gagnon, Ltée", 1. reducing its capital stock from $100,000 to $64,700, the cancelled capital stock being divided into 3,530 preferred shares of $10 each; 2. increasing its capital stock from $64,700 to $200,000, the additional capital stock being divided into 13,530 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 18308-52 — 1174/127

Great Britain and Canada Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 juin 1963, à la compagnie « Great Britain and Canada Investment

Great Britain and Canada Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Great Britain and Canada Investment Corporation",

Corporation », augmentant son capital de $1,497,843 à $7,497,843, le capital-actions additionnel étant divisé en 120,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 464-29 — 1175/67

increasing its capital from $1,497,843 to $7,497,843, the additional capital stock being divided into 120,000 preferred shares of $50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 464-29 — 1175/67

The Greenshields Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juin 1963, à la compagnie « The Greenshields Corporation Limited », réduisant son capital-actions le capital-actions annulé étant divisé en 205,000 actions sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 50272-53 — 1175/72

The Greenshields Corporation Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Greenshields Corporation Limited", reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 205,000 shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 50272-53 — 1175/72

K. Habib Limited
K. Habib Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juin 1963, à la compagnie « K. Habib Limited — K. Habib Limitée », augmentant son capital-actions de $50,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 4,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 4156-53 — 1174/19

K. Habib Limited
K. Habib Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "K. Habib Limited — K. Habib Limitée", increasing its capital from $50,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 4,900 class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 4156-53 — 1174/19

Hôtel Motel Seigneurie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1963, à la compagnie « Hôtel Motel Seigneurie Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,600 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 47-63 — 1174/90

Hôtel Motel Seigneurie Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Motel Seigneurie Inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 3,600 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 47-63 — 1174/90

Jaco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mai 1963, à la compagnie « Jaco Limited », 1° réduisant son capital-actions de $40,000 à $8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune, 180 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et 800 actions privilégiées caté-

Jaco Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jaco Limited", 1. reducing its capital from $40,000 to $8,000, the capital stock annulled being divided into 60 common shares of $100 each, 180 class "A" preferred shares of $100 each and 800 class "B" preferred shares of $10 each; 2. increasing

torie « B » de $10 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $8,000 à $220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune, 1,980 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune, et 800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 10451-62 — 1173/3

its capital from $8,000 to $220,000, the additional capital stock being divided into 60 common shares of $100 each, 1,980 class "A" preferred shares of $100 each; and 800 class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 10451-62 — 1173/3

Kenilworth Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Kenilworth Investments Corporation » 1° réduisant son capital-actions de $1,500,000 à $161,050, le capital-actions annulé étant divisé en 2,668 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $500 chacune et 4,950 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $161,050 à $461,050, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $500 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 14878-58 — 1175/45

Kenilworth Investments Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kenilworth Investments Corporation" 1. reducing its capital from $1,500,000 to $161,050, the capital stock annulled being divided into 2,668 class "B" preferred shares of a par value of $500 each and 4,950 class "C" shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital from $161,050 to $461,050, the additional capital stock being divided into 600 class "B" preferred shares of a par value of $500 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 14878-58 — 1175/45

Kenilworth Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mai 1963, à la compagnie « Kenilworth Investments Corporation », subdivisant et convertissant ses 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 4,950 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 14878-58 — 1173/4

Kenilworth Investments Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kenilworth Investments Corporation", subdividing and converting its 50 common shares of a par value of $100 each into 4,950 class "C" shares of a par value of $1 each and 50 common shares of a par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 14878-58 — 1173/4

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mai 1963, à la compagnie « Longueuil Meat Exporting Company Limited », subdivisant ses 300 actions ordinaires de $100 chacune en 1,500 actions ordinaires de $20 chacune; 2° convertissant ses 1,500 actions ordinaires de $20 chacune en 298,500 actions catégorie « A » de $0.10 chacune et 1,500 actions ordinaires de $0.10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 1148-27 — 1173/97

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Longueuil Meat Exporting Company Limited", subdividing its 300 common shares of $100 each into 1,500 common shares of $20 each; 2. converting its 1,500 common shares of $20 each into 298,500 class "A" shares of $0.10 each and into 1,500 common shares of $0.10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 1148-27 — 1173/97

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1963, à la compagnie « Longueuil Meat Exporting Company Limited », 1° réduisant son capital-actions de $30,000 à $12,249.20, le capital-actions annulé étant divisé en 177,508 actions catégorie « A » de $0.10 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $12,249.20 à $1,712,099.20, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,998,500 actions ordinaires de $0.10 chacune et 1,500,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° réduisant son capital-actions de $1,712,099.20 à $1,700,000, le capital-actions annulé étant divisé en 120,992 actions catégorie « A » de $0.10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 1148-27 — 1173/98

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Longueuil Meat Exporting Company Limited", 1. reducing its capital from $30,000 to $12,249.20, the capital stock annulled being divided into 177,508 class "A" shares of $0.10 each; 2. increasing its capital from $12,249.20 to $1,712,099.20, the additional capital stock being divided into 1,998,500 common shares of $0.10 each and into 1,500,000 preferred shares of $1 each; 3. reducing its capital from $1,712,099.20 to $1,700,000, the capital stock annulled being divided into 120,992 class "A" shares of $0.10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 1148-27 — 1173/98

Mon-Mart Discount Department Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Mon-Mart Discount Department Stores Inc. », subdivisant ses 10 actions ordinaires de $100 chacune en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 11472-60 — 1173/5

Mon-Mart Discount Department Stores Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mon-Mart Discount Department Stores Inc.", subdividing its 10 common shares of $100 each into 100 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 11472-60 — 1173/5

Moreau Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Garage Moreau Limitée », constituée par lettres patentes en date du 31 décembre 1953, changeant son nom en celui de « Moreau Automobile Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 50700-53 — 1175/51

Moreau Automobile Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Garage Moreau Limitée", incorporated by letters patent dated December 31, 1953, changing its name into that of "Moreau Automobile Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 50700-53 — 1175/51

Murray Hill Limousine Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 mai 1963, à la compagnie « Murray Hill Limousine Service Limited », 1° augmentant son capital-actions de $44,600 à $444,600, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° réduisant son capital-actions de $444,600 à $400,446, le capital-actions annulé étant divisé en 44,154 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Murray Hill Limousine Service Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Murray Hill Limousine Service Limited", 1. increasing its capital from $44,600 to $444,600, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of a par value of $100 each; 2. reducing its capital from $444,600 to $400,446, the capital stock annulled being divided into 44,154 class "A" shares of a par value of $1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 880-32 — 1172/134

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 880-32 — 1172/134

Myrand Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Myrand Limitée », 1° subdivisant 500 actions de $100 chacune en 5,000 actions de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $50,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 40,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 2625-48 — 1173/101

Myrand Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Myrand Limitée", 1. subdividing 500 shares of $100 each into 5,000 shares of $10 each; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $500,000 the additional capital stock being divided into 5,000 common shares of $10 each and into 40,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 2625-48 — 1173/101

O'Bryan Furs Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mai 1963, à la compagnie « O'Bryan Furs Incorporated », réduisant son capital-actions de $599,000 à $560,390, le capital-actions annulé étant divisé en 38,610 actions catégorie « A » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 5615-47 — 1174/134

O'Bryan Furs Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "O'Bryan Furs Incorporated", reducing its capital from $599,000 to $560,390, the capital stock annulled being divided into 38,610 class "A" shares of $1 each.

Given at the office of the Provnicial Secretary, this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 5615-47 — 1174/134

La Place St-Germain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Talorouski Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13 mai 1960, changeant son nom en celui de « La Place St-Germain Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 11741-60 — 1173/105

La Place St-Germain Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Talorouski Inc.", incorporated by letters patent on May 13, 1960, changing its name into that of "La Place St-Germain Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Prvoince.

3484 11741-60 — 1173/105

Ports of Call (Quebec) Limited
Ports d'Escale (Québec) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1963, à la compagnie « The Candlelight Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1960, changeant son nom en celui de « Ports of Call (Quebec) Limited — Ports d'Escale (Québec) Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 15846-60 — 1175/55

Ports of Call (Quebec) Limited
Ports d'Escale (Québec) Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Candlelight Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1960, changing its name to that of "Ports of Call (Quebec) Limited — Ports d'Escale (Québec) Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 15846-60 — 1175/55

Publicity Services Ltd.
Publicité Services Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1963, à la compagnie « Publicity Services Limited », constituée par lettres patentes en date du 28 janvier 1948, changeant son nom en celui de « Publicity Services Ltd.— Publicité Services Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 1755-48 — 1173/108

Publicity Services Ltd.
Publicité Services Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Publicity Services Ltd.", incorporated by letters patent dated January 28, 1948, changing its name into that of "Publicity Services Ltd. — Publicité Services Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 1755-48 — 1173/108

La Riviera Cabana Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « La Riviera Cabana Club Inc. », 1° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de $10 chacune en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° consolidant et convertissant ses 8,500 actions ordinaires de $1 chacune en 850 actions privilégiées de $10 chacune; 3° subdivisant ses 300 actions privilégiées de $100 chacune en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune; 4° augmentant son capital-actions de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 10273-62 — 1173/29

La Riviera Cabana Club Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Riviera Cabana Club Inc.", 1. subdividing its 1,000 common shares of $10 each into 10,000 common shares of $1 each; 2. consolidating and converting its 8,500 common shares of $1 each into 850 preferred shares of $10 each; 3. subdividing its 300 preferred shares of $100 each into 3,000 preferred shares of $10 each; 4. increasing its capital from $40,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 16,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 10273-62 — 1173/29

Ruthsam Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Ruthsam Investments Corporation », 1° réduisant son capital-actions de $1,100,000 à $101,550, le capital-actions annulé étant divisé en 1,987 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $500 chacune et 4,950 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $101,550 à $231,550, le capital-actions additionnel étant divisé en 260 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $500 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de ls province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 14879-58 — 1174/139

Ruthsam Investments Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May,1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ruthsam Investments Corporation", 1. reducing its capital from $1,100,000 to $101,550, the capital stock annulled being divided into 1,987 class "'B' preferred shares of a par value of $500 each and 4,950 class "C" shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $101,550 to $231,550, the additional capital stock being divided into 260 class "B" preferred shares of the par value of $500 each.

Given at theoffice of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 14879-59 — 1174/139

Ste. Thérèse en Haut Realties Inc.
Immeubles Ste-Thérèse en Haut Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 mai 1963, à la compagnie « Ste. Thérèse en Haut Realties Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Ste. Thérèse en Haut Realties Inc. — Immeubles Ste-Thérèse en Haut Inc. ».

Ste. Thérèse en Haut Realties Inc.
Immeubles Ste-Thérèse en Haut Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent date the 22nd day of May 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ste. Thérèse en Haut Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1961, changing its name to that of "Ste. Thérèse en Haut Realties Inc. — Immeubles Ste-Thérèse en Haut Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 15846-61 — 1174/27

Singer Company of Canada Ltd.
La Compagnie Singer du Canada Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mai 1963, à la compagnie « Singer Company of Canada Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Singer Company of Canada Ltd. — La Compagnie Singer du Canada Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 14939-62 — 1173/69

La Société Immobilière Irving Ltée
Irving Realties Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1963, à la compagnie « Irving Realties Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'août 1950, changeant son nom en celui de « La Société Immobilière Irving Ltée — Irving Realties Company Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 6080-50 — 1173/133

Stansbury, Gill, Payan & Shanks Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « J. E. Stansbury & Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mars 1958, changeant son nom en celui de « Stansbury, Gill, Payan & Shanks Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 10663-58 — 1173/70

Surrey Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 octobre 1962, à la compagnie « Surrey Shops Ltd. », 1° réduisant son capital-actions de $20,000 à $1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 190 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $1,000 à $2,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° étendant ses pouvoirs.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 15846-61 — 1174-27

Singer Company of Canada Ltd.
La Compagnie Singer du Canada Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Singer Company of Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of December, 1962, chamging its name to that of "Singer Company of Canada Ltd. — La Compagnie Singer du Canada Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 14939-62 — 1173/69

La Société Immobilière Irving Ltée
Irving Realties Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Irving Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of August, 1950, changing its name to that of "La Société Immobilière Irving Ltée — Irving Realties Company Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 6080-50 — 1173/133

Stansbury, Gill, Payan & Shanks Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. E. Stansbury & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of March, 1958, changing its name to that of "Stansbury, Gill, Payan & Shanks Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 10663-58 — 1173/70

Surrey Shops Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Surrey Shops Ltd. ", 1. reducing its capital from $20,000 to $1,000, the capital stock annulled being divided into 190 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital from $1,000 to $2,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred sharse of $1 each; 3. extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 13028-57 — 1173/140

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 13028-57 — 1174/140

Jean-Guy Tétreault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 juin 1963, à la compagnie « Les Entreprises Denis Ltée », constituée par lettres patentes en date du 5 novembre 1962, 1° changeant son nom en celui de « Jean-Guy Tétreault Ltée », 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 14401-62 — 1175/80

Jean-Guy Tétreault Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Entreprises Denis Ltée", incorporated by letters patent dated November 5, 1962, 1. changing its name into that of "Jean-Guy Tétreault Ltée", 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 14401-62 — 1175/80

Louis Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 mars 1963, à la compagnie « Louis Tremblay Inc. », subdivisant ses 250 actions ordinaires en 225 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 12817-69 — 1172/116

Louis Tremblay Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Louis Tremblay Inc.", subdividing its 250 common shares into 225 class "A" shares of a par value of $100 each and 2,500 class "B" shares of a par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 12817-60 — 1172/116

Trinité Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mai 1963, à la compagnie « Moisie Lumber Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13 juillet 1962, 1° changeant son nom en celui de « Trinité Construction Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 12974-62 —1174/30

Trinité Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Moisie Lumber Company Ltd.", incorporated by letters patent on July 13, 1962, 1. changing its name into that of "Trinité Construction Inc.", 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretay of the Province,

3484 12974-62 — 1174/30

Universal Adjustment Inc.
Ajustement Universel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1963, à la compagnie « Universal Adjustment Inc. — Ajustement Universal Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30 septembre 1959, changeant son nom en celui de « Universal Adjustment Inc. — Ajustement Universel Inc. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 15517-59 — 1175/84

Universal Adjustment Inc.
Ajustement Universel Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Universal Adjustment Inc. — Ajustement Universal Inc.", incorporated by letters patent dated September 30, 1959, changing its name to "Universal Adjustment Inc. — Ajustement Universel Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 15517-59 — 1175/84

Yannakis Bros. Inc.
Yannakis Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 juin 1963, à la compagnie « Yannakis Bros. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de mars 1961, changeant son nom en celui de « Yannakis Bros. Inc. — Yannakis Frères Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484 10828-61 — 1195/87

Yannakis Bros. Inc.
Yannakis Frères Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, to "Yannakis Bros. Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of March, 1961, changing its name to that of "Yannakis Bros. Inc. — Yannakis Frères Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretry, this 12th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484-o 10828-61 — 1175/77

Action en séparation de biens

Ciubotaru *vs* Rappaport

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 610044. Dame Annie (Hanna) Ciubotaru, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Fred (Frederich) Rappaport, commis, des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Fred (Frederich) Rappaport, commis, des cité et districtde Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10 juillet 1963.

Montréal, 16 juillet 1963.

Les Procureurs de la demanderesse,
3549-o BLANSHAY & BLANSHAY.

Action for separation as to property

Ciubotaru *vs* Rappaport

Canada, Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, No. 610044. Dame Annie (Hanna) Ciubotaru, housewife, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Fred (Frederich) Rappaport, clerk, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Fred (Frederich) Rappaport, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of July 1963.

Montreal, July 16, 1963.

BLANSHAY & BLANSHAY,
3549-o *Attorneys for plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1156
Section « A »

Québec, 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ladite section « B »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1156
Section "A"

Quebec, July 12, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to section "B" (asbestos insulation trade) of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "B" (asbestos insulation trade) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to amend the said section "B";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 8, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ladite section « B » du décret, numéro 613, soit modifiée comme suit:

1° L'échelle de salaires apparaissant à l'article II est remplacée par la suivante:

« II. *Taux de salaires:* Les taux horaires minima sont les suivants:

Métiers:		*À compter du 1er avril 1964*
Mécanicien en isolement	$2.90	$3.00
Apprenti:		
4e année	2.23	2.31
3e année	1.97	2.04
2e année	1.57	1.57
1ère année	1.35	1.35»

2° Le dernier alinéa de l'article V est remplacé par le suivant:

« Il peut y avoir un (1) apprenti par deux (2) mécaniciens pour chaque contrat nécessitant trois (3) hommes ou plus. Pour les contrats où il n'y a que deux (2) hommes, il peut y avoir un (1) apprenti par mécanicien.

À compter du 1er avril 1964, la proportion sera la suivante: un (1) apprenti par trois (3) mécaniciens pour chaque contrat nécessitant quatre (4) hommes ou plus; pour les contrats nécessitant trois (3) hommes, un (1) apprenti par deux (2) mécaniciens; pour les contrats nécessitant deux (2) hommes, un (1) apprenti par mécanicien. »

Aucun apprenti ne doit exécuter le travail si ce n'est accompagné d'un mécanicien.

3° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1965. »

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

THAT the said section "B" of the decree, number 613, be amended as follows:

1. The scale of wages mentioned in article II is replaced by the following:

"II. *Wage rates:* The following minimum hourly wages rates shall be payable:

Trades:		*From April 1 1964*
Insulation Mechanic	$2.90	$3.00
Apprentice:		
4th year	2.23	2.31
3rd year	1.97	2.04
2nd year	1.57	1.57
1st year	1.35	1.35"

2. The last sub-paragraph of article V is replaced by the following:

"There may be one (1) apprentice to two (2) mechanics on each job of three (3) men and/or more; on jobs wher only two (2) men are needed, one (1) mechanic and one (1) improver will be tolerated.

From April 1, 1964, the ratio shall be as follows: three (3) mechanics to one (1) improver on each job of four (4) men and/or over; jobs of three (3) men, two (2) mechanics one (1) improver; jobs of two (2) men, one (1) mechanic and one (1) improver.

No apprentice shall work alone; he must be accompanied by a journeyman."

3. Article VIII is replaced by the following:

"VIII. *Duration:* The present section remains in force until March 31, 1965."

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1156
Section « B »

Québec, 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la construction dans la région de Sorel, ont présenté Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 602 du 9 juin 1954, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 27 avril et 1er juin 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 602, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *w* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *w*) Le terme « gréeur général » désigne toute personne dont le travail (distinct du montage en fer structural) se limite et consiste à:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1156
Section "B"

Quebec, July 12, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the region of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction trades in the region of Sorel, have presented to the Minister of Labour two petitions to be submitted to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council in order to amend the decree number 602 of June 9, 1954, as amended

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec official Gazette*, issues of April 27 and June 1, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 602, be amended as follows:

1. Paragraph "*w*" of article I is replaced by the following:

"*w*) The words "general rigger" mean any person whose work (not including and apart from steel erection) is limited to and consists of:

i. faire l'ouvrage de gréage, y compris le déménagement de machineries, montage d'échafauds en métal;

ii. monter et gréer des grues, des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître;

iii. accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil;

iv. exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds. »

2° L'item « Soudeur » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

	Salaires horaires
« Soudeur: qualifié selon le Code W-47-1947 de la Canadian Standards Association:	
Classe F	$2.40
Classe O	2.80»

3° Les deux derniers alinéas (commençant respectivement par les mots « Note: Les taux de salaires des électriciens » et « Le taux de $4.10 ») de l'article III sont biffés.

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

i. General rigging work, including moving o machinery, erection of metal scaffolds.

ii. Assemble and reeve erection cranes, travellers, all under the general direction of a foreman.

iii. Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iv. Carry out all the miscellaneous tasks which arise on construction jobs, such as tying knots."

2. The item "Welder" appearing in paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

	Hourly rates
"Welder: qualified under Code W-47-1947 of the Canadian Standards Association:	
Class F	$2.40
Class O	2.80"

3. The last two paragraphs (beginning respectively with the words "Note: The rates of wages of electricians" and "The rate of $4.10") of article III are deleted.

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1157

Section « B »

Québec, 12 juillet 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 avril 1963;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

Les paragraphes « *f* » et « *g* » suivants sont ajoutés à l'article III (Salaires minima):

« *Département des Boîtes de Métal:*	*Taux horaires minima Zones*
f) Salariées — Femmes:	*I et II*
1. Mécanicienne de machines, fileuse, colleuse à la main	$ 1.00
2. *Aide général (Échelle de base:)*	
Premiers six (6) mois	0.78
Deuxième six (6) mois	0.80
Par la suite	0.85

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1157

Section "B"

Quebec, July 12, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relative to the manufacturing of paper boxes in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper box Industry of the Province of Quebec have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments, relating to the manufacturing of the paper boxes in the region of Montreal;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 20, 1963;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

The following paragraphs "*f*" and "*g*" are added to article III (Minimum Wages Rates):

"*Metal Box Department:*	*Minimum hourly rates Zones*
f) Female Employees:	*I and II*
1. Operator on machines, feeder, hand gluer	$ 1.00
2. *General Helper (Basic Wage Scale):*	
First six (6) months	0.78
Second six (6) months	0.80
Thereafter	0.85

Le temps de service acquis par chacune des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

3. *Apprentissage — salariées (femmes):*

Premier semestre ..... 20% moins que le minimum.

Deuxième semestre ..... 10% moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 25% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

«g) *Salariés — Hommes:*	*Taux horaires minima*
1. Mécanicien de machine à découper marqueuse-mitrailleuse, guillotine, presse « clicker », presse à rebuts, chauffeur de camion, hommes de métier et autres machines du genre	$ 1.25
2. Mécanicien de machine à couvrir, machine à enchemisage (wrapper), éplucheur, préposé à l'emballage et ficelage, machine à marquer (stamping), machine à percer et autres machines du genre	1.04
3. *Aide général (Echelle de base):*	
a) Employés ayant 18 ans et plus:	
Premier six (6) mois	0.95
Deuxième six (6) mois	1.00
Par la suite	1.04
b) Employés ayant moins de 18 ans:	
Premier six (6) mois	0.78
Deuxième six (6) mois	0.80
Par la suite	0.85

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

4. *Apprentissage — Salariés (hommes):*	*Taux horaires minima*
Premier semestre	20% moins que le minimum.
Deuxième semestre	10% moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 25% du nombre total des salariés au travail pour des opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. La taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

Sauf pour les dispositions précitées, les dispositions régissant les heures et les jours de la semaine de travail, la prime pour surtemps et le

The period of service of an employee at the time of coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

3. *Apprenticeship — Female employees:*

First six (6) months ..... 20% less than minimum rate.

Second six (6) months ..... 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 25% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times."

"g) *Male employees:*	*Minimum hourly rates*
1. Operator on die cut machines, scorer, cutter onknife, clicker press, waste press, truck driver, tradesman and other machines of comparable type	$ 1.25
2. Operator on covering machines, wrapper, stripper, packer and tier, stamping machine and other machines of comparable type	1.04
3. *General helper (Basic Wage Scale):*	
a) Employees 18 years of age or over:	
First six (6) months	0.95
Second six (6) months	1.00
Thereafter	1.04
b) Employees under 18 years of age:	
First six (6) months	0.78
Second six (6) months	0.80
Thereafter	0.85

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

4. *Apprenticeship — Male employees:*	*Minimum hourly rates*
First six (6) months	20% less than minimum rate.
Second six (6) months	10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 25% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Notwithstanding the provisions of the present article, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times."

With the exception of the above, the provisions regulating the hours of work, work week, obertime and night premium, paid holidays,

travail de nuit, les fêtes payées, les vacances payées et autres conditions de travail stipulées au décret, seront les mêmes que celles régissant la fabrication des boîtes de carton. »

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1163

Québec, le 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'annulation de l'arrêté ministériel numéro 152, du 27 février 1952, et l'ouverture au piquetage des territoires y décrits.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté ministériel Numéro 152, du 27 février 1952, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 mars 1952, une étendue de terrain y décrite fut fermée à la prospection et soustraite au jalonnement en claims miniers, par règlement, dans le but de faciliter l'aménagement de forces hydrauliques sur la rivière Shipshaw, comté de Chicoutimi, par la compagnie Price Brothers & Company Limited;

ATTENDU QUE les terrains soustraits au piquetage et situés dans les cantons de Falardeau et de Bégin peuvent maintenant être réouverts au piquetage en claims miniers, sous réserve des dispositions de l'article 33 de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196) quant aux terrains concédés par la Couronne pour l'aménagement de forces hydrauliques;

ATTENDU QUE certains terrains faisant l'objet de l'arrêté ministériel numéro 152, du 27 février 1952, ont été réservés en vue d'une cession à la compagnie susdite par l'arrêté ministériel numéro 681, du 26 varil 1963, aux conditions y déterminées;

VU les dispositions de l'article 227 de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des richesses naturelles:

I. QUE le règlement édicté en vertu de l'arrêté ministériel numéro 152, du 27 février 1952, soit annulé et que les terrains y décrits soient de nouveau ouverts à la prospection et au jalonnement en claims miniers, sous réserve, cependant, des dispositions de l'article 33 de la Loi des mines de Québec, quant aux terrains qui sont compris dans l'étendue de territoire à être cédée à la Price Brothers & Company Limited en vertu de l'arrêté ministériel numéro 681, du 26 avril 1963 et décrite comme suit:

1. Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Shipshaw comprise entre le prolongement dans ladite rivière de la limite nord-est du rang IV-E (quatre est) des plans de l'arpentage primitif du canton de Falardeau et le prolongement à travers la même rivière de la limite sud-ouest des terrains présentement loués à ladite compagnie, au site du barrage-réservoir du lac Onatchiway, par bail en date du vingt-quatre mars 1926 passé devant le notaire Arthur E. Simard, sous le numéro 2319 de ses minutes;

2. Dans le canton de Falardeau, les blocs:
E superficie réelle 141.2 acres;
F superficie réelle 315.1 acres;
G superficie réelle 232.1 acres;
H superficie réelle 91.8 acres;

tel que spécifié dans une spécification du Service des Arpentages en date du 27 janvier 1955, d'après un plan et une description de l'arpenteur-géomètre R.R. Duffy, en date du 28 juin 1954;

paid vacations and other working conditions stipulated by the decree, shall be the same as those regulating the manufacture of paper boxes."

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1163

Quebec, July 12, 1963.
Present, The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the cancellation of the order in Council number 152 of February 27, 1952, and the opening to the staking of the territories therein described.

WHEREAS by virtue of order in council number 152 of February 27, 1952, published in the *Quebec Official Gazette* of March 8, 1952, an extent of land therein described was closed to prospection and withdrawn from the staking of mining claims, by by-law for the purpose of facilitating the setting up of hydraulic power on the Shipshaw River, county of Chicoutimi, by Price Brothers & Company Limited;

WHEREAS the lots of land withdrawn from staking and situated in the townships of Falardeau and Bégin may now be reopened for the staking of mining claims, under reserve of the provisions of section 33 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196) with respect to the lots of land conceded by the Crown for setting up hydraulic power;

WHEREAS certain lots of land which were concerned by order in council number 152, on February 27, 1952, were reserved in view of the transfer of the above mentioned company by order in council number 681, on April 26, 1963, upon conditions therein set forth;

IN VIEW of the provions of section 227 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196).

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Natural Resources:

I. THAT the by-law enacted under order in council number 152 of February 27, 1952, be cancelled and that the lots therein described be reopened to prospection and to the staking of mining claims, under reserve, however, of the provisions of section 33 of the Quebec Mining Act, insofar as lots which are included within the extent of the territory to be ceded to Price Brothers & Company Limited under order in council number 681, on April 26, 1963 and described as follows:

1. The hydraulic power in this section of the Shipshaw River included between the extension in the said river of the northeast limit of range IV-E (four east) on the original survey plans in the township of Falardeau and the extension across the same river of the southwest limit of the lots presently rented to the said company, on the site of the dam reservoir of Lake Onatchiway, by lease dated March twenty-fourth, 1926 passed before notary Arthur E. Simard, under number 2319 of his Minutes;

2. In the township of Falardeau, blocks:
E real area 141.2 acres;
F real area 315.1 acres;
G real area 232.1 acres;
H real area 91.8 acres;

as specified in a specification of the Survey Service dated January 27, 1955, according to a plan and description of surveyer R. R. Duffy, dated June 28, 1954;

3. Dans le canton de Falardeau:

Le Bloc W (lot de grève et en eau profonde) d'une superficie de 1.8 acre, tel que spécifié dans une spécification du Service des Arpentages en date du 27 janvier 1955, d'après un plan et une description de l'arpenteur-géomètre R.R. Duffy, en date du 28 juin 1954;

4. Dans le canton de Falardeau:

Les Blocs:	I	superficie réelle	223.2 acres
	J	superficie réelle	29.8 acres
	K	superficie réelle	40.1 acres
	L	superficie réelle	24.8 acres
	M	superficie réelle	36.0 acres
	N	superficie réelle	43.6 acres
	O	superficie réelle	17.7 acres
	P	superficie réelle	14.5 acres
Le lit du Lac Brochet:			
	Q	superficie réelle	14.2 acres
	R	superficie réelle	15.4 acres
	S	superficie réelle	7.2 acres
	T	superficie réelle	2,526.8 acres
	U	superficie réelle	18.5 acres
	V	superficie réelle	16.7 acres
L'ile No 18 du Lac Brochet:			
		superficie réelle	0.8 acres
L'ile No 19 du Lac Brochet:			
		superficie réelle	0.8 acres
L'ile No 20 du Lac Brochet:			
		superficie réelle	0.2 acres
L'ile No 21 du Lac Brochet:			
		superficie réelle	0.6 acres

tel que spécifié dans une spécification du Service des Arpentages en date du 27 janvier 1955, d'après un plan et une description de l'arpenteur-géomètre R. R. Duffy, en date du 28 juin 1954;

5. Dans le canton d'Aulneau:

Le Bloc B, du canton d'Aulneau, d'une superficie réelle de 7,369.7 acres; tel que spécifié par le Service des Arpentages, d'après un plan et une description de l'arpenteur-géomètre R. R. Duffy, en date du 28 juin 1954;

6. Le Bloc A, rivière Shipshaw, d'une superficie réelle de 175.1 acres, comté de Chicoutimi, tel que spécifié dans une spécification du Service des Arpententages en date du 26 janvier 1955, d'après un plan et une description de l'arpenteur-géomètre R. R. Duffy, en date du 28 juin 1954;

7. Dans le canton de Bégin:

Le lit du Lac Jin Gray, ou Lac des Isles;

La partie nord-est du lot 1, rang VIII, d'une superficie réelle de 58.3 acres;

La partie nord-est du lot 2, rang VIII, d'une superficie réelle de 13.0 acres;

La partie Nord-est du lot 3, rang VIII, d'une superficie réelle de 13.0 acres;

Le coin est du lot 4, rang VIII, d'une superficie réelle de 6.5 acres;

La partie sud-ouest du lot 1, rang IX, d'une superficie réelle de 51.55 acres;

La partie sud-ouest du lot 2, rang IX, d'une superficie réelle de 77.8 acres;

La partie sud-ouest du lot 3, rang IX, d'une superficie réelle de 26.0 acres;

Le coin sud du lot 4, rang IX, d'une superficie réelle de 13.0 acres.

II. Que l'annulation dudit règlement prenne effet à compter de la publication des présentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donat Tanguay,
3552-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

3. In the township of Falardeau:

Block W (beach lot and in deep water of an area of 1.8 acre, as specified in a specification of the Survey Service dated January 27, 1955, according to a plan and description of surveyor R. R. Duffy, dated June 28, 1954;

4. In the township of Falardeau:

Blocks:	I	true area	223.2 acres
	J	true area	29.8 acres
	K	true area	40.1 acres
	L	true area	24.8 acres
	M	true area	36.0 acres
	N	true area	43.6 acres
	O	true area	17.7 acres
	P	true area	14.5 acres
The bed of Lake Brochet:			
	Q	true area	14.2 acres
	R	true area	15.4 acres
	S	true area	7.2 acres
	T	true area	2,526.8 acres
	U	true area	18.5 acres
	V	true area	16.7 acres
Island No. 18 of Lake Brochet:			
		true area	0.8 acres
Island No 19 of Lake Brochet:			
		true area	0.8 acres
Island No. 20 of Lake Brochet:			
		true area	0.2 acres
Island No. 21 of Lake Brochet:			
		true area	0.6 acres

as specified in a specification of the Survey Service dated January 27, 1955, according to a plan and description of surveyor R. R. Duffy, dated June 28, 1954;

5. If the township of Aulneau:

Block B, in the township of Aulneau, of a true area of 7,369.7 acres; as specified by the Survey Service, in accordance with the plan and description of surveyor R. R. Duffy, dated June 28, 1954;

6. Block A, Shipshaw River, with a true area of 175.1 acres, county of Chicoutimi, as specified in a specification of Survey Service dated January 26, 1955, in accordance with a plan and a description of the surveyor R. R. Duffy, dated June 28, 1954;

7. In the township of Bégin:

The bed of Lake Jin Gray, or "Lac des Isles";

The northeast part of lot 1, range VIII, of a true area of 58.3 acres;

The northeast part of lot 2, range VIII, of a true area of 13.0 acres;

The northeast part of lot 3, range VIII, of a true area of 13.0 acres;

The east corner of lot 4, range VIII, of a true area of 6.5 acres;

The southwest part of lot 1, range IX, of a true area of 51.55 acres;

The southwest part of lot 2, range IX, of a true area of 77.8 acres;

The southwest part of lot 3, range IX, of a true area of 26.0 acres;

The south corner of lot 4, range IX, of a true area of 13.0 acres.

II. That the cancellation of the said by-law take effect from and after the publication of these presents in the *Quebec Official Gazette*.

Donat Tanguay,
3552 *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1156
Section « C »

Québec, 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1156
Section "C"

Quebec, July 12, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications à la section « C » (poseurs de marbre) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « C » (poseurs de marbre) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifiée ladite section « C »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section « C » du décret, numéro 613, soit modifiée comme suit:

SECTION « C »

Dispositions spéciales concernant les poseurs de marbre, de tuile et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo (à sec ou humide)

I. *Salaires minima: a)* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires Hourly rates				
		1/9/63	1/1/64	1/4/64	1/5/65
Poseur de marbre — Marble setter	$ 2.84	$ 2.90	$ 2.95	$ 3.00	$ 3.10
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.43	2.49	2.54	2.59	2.69
Poseur de tuile — Tile setter	2.84	2.90	2.95	3.00	3.10
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.84	2.90	2.95	3.00	3.10
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polishing operator: (dry)	2.59	2.65	2.70	2.75	2.85
Polisseur de terrazzo ou marbre humide et glaceur — Terrazzo or marble polishing operator: (water polishing), glazier	2.37	2.43	2.48	2.53	2.63
Apprentis poseur de marbre, tuile et terrazzo — Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:					
1ère année — 1st year	1.80	1.86	1.91	1.96	2.06
2ème année — 2nd year	2.05	2.11	2.16	2.21	2.31
3ème année — 3rd year	2.40	2.46	2.51	2.56	2.66
4ème année — 4th year	2.60	2.66	2.71	2.76	2.86
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec — Terrazzo polishing machine apprentice operator (dry):					
1er trimestre — 1st three months	2.15	2.21	2.26	2.31	2.41
2ème trimestre — 2nd three months	2.35	2.41	2.46	2.51	2.61
Apprentis polisseurs de terrazzo humide — Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):					
1er trimestre — 1st three months	2.15	2.21	2.26	2.31	2.41
Après trois (3) mois — After three (3) months	2.37	2.43	2.48	2.53	2.63

b) La base nécessaire pour la pose de tous les matériaux couverts par la présente section doit être faite par des poseurs qualifiés de marbre, tuile ou terrazzo et payés aux taux minima de salaires de la présente section.

c) Les salariés posant les imitations de tuile céramique dites tuile de plastique, tuile de métal peint ou émaillé, tuile de verre, tuile de ciment, « granwood », etc., pour salles de bain, salles de toilettes privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opération, cuisines, etc., doivent être payés aux taux mentionnés ci-dessus pour les poseurs de tuiles, et en plus doivent posséder un certificat de qualification de poseur de tuile.

CONCERNING amendments to section "C" (marble setter) of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "C" (marble setter) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to amend the said section "C";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 8, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said section "C" of decree number 613, be amended as follows:

SECTION "C"

Special provisions concerning marble, tile and terrazzo layers and terrazzo (dry or water) polishing machine operators

I. *Minimum wage rates: a)* The minimum wage rates shall be as follows:

	Taux horaires Hourly rates				
		1/9/63	1/1/64	1/4/64	1/5/65
Poseur de marbre — Marble setter	$ 2.84	$ 2.90	$ 2.95	$ 3.00	$ 3.10
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.43	2.49	2.54	2.59	2.69
Poseur de tuile — Tile setter	2.84	2.90	2.95	3.00	3.10
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.84	2.90	2.95	3.00	3.10
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polishing operator: (dry)	2.59	2.65	2.70	2.75	2.85
Polisseur de terrazzo ou marbre humide et glaceur — Terrazzo or marble polishing operator: (water polishing), glazier	2.37	2.43	2.48	2.53	2.63
Apprentis poseur de marbre, tuile et terrazzo — Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:					
1ère année — 1st year	1.80	1.86	1.91	1.96	2.06
2ème année — 2nd year	2.05	2.11	2.16	2.21	2.31
3ème année — 3rd year	2.40	2.46	2.51	2.56	2.66
4ème année — 4th year	2.60	2.66	2.71	2.76	2.86
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec — Terrazzo polishing machine apprentice operator (dry):					
1er trimestre — 1st three months	2.15	2.21	2.26	2.31	2.41
2ème trimestre — 2nd three months	2.35	2.41	2.46	2.51	2.61
Apprentis polisseurs de terrazzo humide — Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):					
1er trimestre — 1st three months	2.15	2.21	2.26	2.31	2.41
Après trois (3) mois — After three (3) months	2.37	2.43	2.48	2.53	2.63

b) The base or foundation on which any material covered by the present section is set shall be laid by certificated marble, tile or terrazzo layers and paid the minimum rates of the present section.

c) Employees setting imitation of ceramic tile called plastic tile, painted metal tile or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, "granwood" etc., for bath rooms, public or private toilet rooms, shower rooms, swimming pools, surgeries, kitchens, etc., shall receive the rate established hereabove for tile layers, and shall be certificated as such.

d) Les salariés qui posent des imitations de marbre ou de terrazzo ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations doivent être payés aux taux établis ci-dessus pour les poseurs de marbre et de terrazzo et les polisseurs de marbre ou de terrazzo. Ils doivent en outre posséder un certificat de qualification de poseur ou de polisseur de marbre ou de terrazzo.

e) Une rémunération additionnelle de $0.25 l'heure doit être payée, en plus du taux de salaire régulier, à tout ouvrier qui fournit des outils mécanisés sur le chantier.

II. *Durée du travail: a) Travail exécuté en dehors des heures normales:* Pour un travail occasionnel d'une durée inférieure à cinq (5) jours, il est possible de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi, pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire. Les salariés doivent alors être rémunérés comme suit:

1° Lorsque le travail commence avant midi, les conditions seront comme suit: huit (8) heures à temps simple, les heures supplémentaires jusqu'à 10.00 p.m. à temps et demi, les heures supplémentaires après 10.00 p.m. à temps double.

2° Lorsque le travail commence après midi, les conditions seront comme suit: premières huit (8) heures ou partie d'icelles faites avant 10.00 p.m. à temps simple, heures supplémentaires faites avant 10.00 p.m. à temps et demi et les heures supplémentaires après 10.00 p.m. à temps double.

3° Pour les travaux d'une durée supérieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi seulement, pourvu que l'employeur en avise au préalable, par écrit, le Comité paritaire, en indiquant son nom, le lieu du chantier et la durée approximative du travail.

Les huit (8) premières heures de travail sont payées à temps simple, plus une indemnité de $0.25 l'heure. Après huit (8) heures, le travail supplémentaire est payé à temps double.

4° Tout employeur qui engage un salarié ayant déjà travaillé pour un autre employeur durant le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer sur la base de salaire et demi après 5.00 p.m. et temps double après 10.00 p.m.

b) Les salariés travaillant dans la juridiction territoriale prévue à l'article I du décret général et qui doivent pensionner aux frais de l'employeur à proximité du chantier sont autorisés à travailler cinq (5) heures supplémentaires par semaine aux taux réguliers. Les heures de commencement et de cessation du travail peuvent être changées pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire.

c) Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au Comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la livraison de tel avis incombe à celui qui le donne.

III. *Travail interdit: a) Jours non-ouvrables:* Aucun employeur n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par la présente section, le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, le jour de Noël, le samedi et le dimanche, ces jours n'étant pas considérés comme ouvrables.

Si la Saint-Jean-Baptiste ou la Confédération (Jour du Canada) surviennent un samedi ou un dimanche, le congé sera observé le lundi suivant

d) Employees setting imitation of marble or terrazzo, as well as polishers working on said imitations, shall receive the rates established hereabove for terrazzo or marble layers and terrazzo or marble polishers, and shall be certificated as terrazzo or marble polishers or layers.

e) An additional remuneration of $0.25 per hour shall be paid in excess of the regular wage rate, to all employees who supply power tools on the job.

II. *Duration of work: a) Work performed outside regular working hours:* For operations completed within five (5) days, it is permissible to deviate from the established starting and finishing times on the week days from Monday to Friday, providing the employer notifies the Joint Committee to that effect. Employees shall then be paid as follows:

1. When work starts before noon, working conditions shall be as follows: eight (8) hours at regular rate and all overtime until 10:00 p.m. at the rate of time and a half and all overtime after 10:00 p.m. at the rate of double time.

2. When work starts after 12:00 (noon) conditions shall be as follows: first eight (8) hours or part thereof worked before 10:00 p.m. at straight time, overtime hours worked before 10:00 p.m. at time and one half rate, and overtime hours worked after 10:00 p.m. at double time rate.

3. When more than five (5) days are required for the completion of the work, it is permitted to deviate from the fixed starting and finishing times from Monday to Friday only, providing the employer notifies the Joint Committee, in writing, and mentions the name and the location of the job and the approximate duration of the work.

The first eight (8) hours of work shall be paid at regular time, plus an indemnity of $0.25 per hour. After eight (8) hours of work, overtime shall be paid at double time.

4. Employers hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at the rate of time and one half after 5:00 p.m. and double time after 10:00 p.m.

b) Employees working within the jurisdiction determined in article I of the general decree, and having to board at the employers' expense on or near the site of the contract, shall be authorized to work five (5) hours overtime per week, at regular rates. Change as to starting and finishing times can be made providing the employer notifies the Joint Committee to that effect.

c) Every employer, artisan or other person who wishes to work or cause overtime to be worked shall first notify the Joint Committee to that effect and mention the time and place where the work is to be executed. The onus of proving the delivery of such notice shall lie upon the one giving it.

III. *Prohibited work: a) Non-working days:* No employer shall have the right to work or cause work to which this section applies to be performed on New Year's Day, Good Friday, Saint-John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Saturday and Sunday, such days not being considered as working days.

If St. John the Baptist Day or Confederation Day (Canada Day) fall on a Saturday or on a Sunday, the holiday shall be observed on the

immédiatement la fête, lequel sera alors considéré comme jour non-ouvrable.

Tout travail exécuté un jour non-ouvrable doit être rémunéré au taux de salaire double.

Toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette loi, désire exécuter des travaux un jour non-ouvrable à titre d'artisan ou autre est sujette aux prescriptions du présent paragraphe.

b) Période de vacances: La semaine commençant le deuxième lundi de juillet et la période entre Noël et le Premier Jour de l'An inclusivement seront considérées comme les périodes durant lesquelles les vacances payées doivent être données.

Tout travail exécuté pendant ces périodes doit être rémunéré au taux de salaire double.

Tout employeur qui fait travailler des employés pendant ces périodes doit se conformer aux conditions énumérées au paragraphe « *c* » de l'article II.

IV. *Congés payés:* La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le Vendredi-Saint et le jour d'Actions-de-Grâces sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces congés est calculée sur la base de 2% du salaire gagné par le salarié et doit être ajoutée chaque semaine à tel salaire.

V. *Travail encourant déplacement de la part de l'ouvrier:*

a) Si l'ouvrier voyage matin et soir: 1° *Frais de voyage:* Lorsque les travaux sont exécutés en dehors des points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet d'autobus ordinaire de la Commission de Transport de Montréal, le salarié doit être remboursé du supplément qu'il a à payer. Si le salarié ne peut se rendre sur les travaux au moyen des services de la Commission de Transport de Montréal et qu'il doivent utiliser un autre moyen de transport, les frais de transport alors encourus à l'aller et au retour doivent lui être remboursés par l'employeur. Cependant, si l'employeur assure un transport convenable pour ses ouvriers par ses propres moyens pour aller et revenir, depuis ses établissements jusqu'au chantier, il n'aura aucune indemnité pour frais de déplacement à rembourser au salarié.

2° *Salaire:* Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de Montréal, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de Montréal. L'indemnité ne doit pas être de moins d'une demi-heure de salaire à l'aller et de même au retour.

3° Pour les fins du présent article, les endroits suivants sont considérés comme étant dans les limites de Montréal: la cité de Montréal proprement dite, les cités de Saint-Michel, Verdun, Outremont, Westmount, les villes d'Hampstead et Mont-Royal et la partie de la cité de Saint-Laurent située à l'est du Boulevard des Laurentides et du Boulevard Reed, y compris les usines de la Canadair situées à l'ouest du Boulevard des Laurentides, la partie de la cité de Montréal-Nord, située à l'ouest du Boulevard Pie IX. En outre, la section de la cité de la Côte Saint-Luc formant un îlot entouré par les territoires de la cité de Montréal et de la ville de Hampstead se trouve incluse dans lesdites limites.

b) Autre cas: 1° *Frais de voyages et de pension:* Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans la juridiction territoriale du décret pour exécuter des travaux en dehors de ladite juridiction doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire. Lorsque le salarié quitte Montréal pour se rendre sur le chantier,

Monday immediately following the holiday, such Monday being then considered as a non-working day.

All work executed on a non-working day shall be remunerated at the rate of double time.

Any person who is not an employer under the terms of the Act an who wishes to execute work on a non-working day, in the capacity of artisan or in another capaciy, is subject to the provisions of the present article.

b) Vacation period: The week beginning with the second Monday of July and the period between Chrismas Day and New Year's Day inclusive shall be considered as the periods during which the holidays with pay shall be given.

All time worked during such periods shall be remunerated a tthe rate of double time.

Every employer, causing employees to work during such periods shall abide by the conditions enumerated in paragraph « *c* » of article II.

IV. *Holidays with pay:* St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Good Friday and Thaiksgiving Day shall be observed as holidays with pay. The remuneration for the above-mentioned holidays shall be calculated on the basis of 2% of the wages earned by the employee and shall be added, each week, to the employee's pay.

V. *Work requiring travelling on the part of the employee:*

a) Where employee travels to work every day: 1. *Travelling expenses:* When operations are executed beyond the places that can be reached with an ordinary bus fare of the Montreal Transport Commission, the employee shall be reimbursed the extra fare he has to pay. Should the operations be executed outside the territory served by the Montreal Transport Commission and should he have to use another means of transport, all expenses so incurred, on the way to and from work, shall be reimbursed by the employer. However, should the employer himself provide a convenient means of transport for his employees, from his place of business to the job and back, he will not be required to reimburse any travelling expenses to the employee.

2. *Wages:* For operations outside the limits of Montreal, employees shall be paid stright time for all travelling time from the limits of Montreal. The compensation shall not be less than one half-hour's pay for each trip to and from work.

3. For the purposes of the present article, the following places shall be considered as being within the limits of Montreal: The city of Montreal proper, the cities of Saint-Michel, Verdun, Outremont, Westmount, the towns of Hampstead and Mont-Royal, that part of the city of Saint-Laurent located East of Laurentides Boulevard and Reed Boulevard, including Canadair Plants located West of Laurentides Boulevard, that part of the city of Montreal-North situated West of Pie IX Boulevard. Furthermore, that portion of the city of Côte Saint-Luc, constituting an area surrounded by the territories of the city of Montreal and the town of Hampstead is within the said limits.

b) Other cases: 1. *Travelling and board:* Travelling and board of employees hired in the territorial jurisdiction of the decree to execute work outside of said jurisdiction shall be reimbursed by the employer in addition to the wages. When an employee leaves Montreal to work outside, the employer shall give him an amount equal to the

l'employeur doit lui faire une avance équivalente au coût du transport plus le coût d'une semaine de pension. Cette avance doit être remboursés dès que le salarié est de retour du chantier. Chaque semaine, le salarié est remboursé de ses frais raisonnables de pension sur présentation d'un reçu.

Si le salarié doit voyager de nuit, l'employeur doit lui payer un lit sur le train; sinon il doit lui payer la nuit comme si c'était une journée de travail de huit (8) heures. Ainsi, si un salarié voyage 24 heures et que son employeur n'a pas payé de couchette, il a droit à deux (2) périodes de huit (8) heures de salaires à temps simple pour sa période de voyage.

Cependant, le salarié n'a droit à aucune indemnité pour le temps passé en voyage lorsqu'il s'agit du voyage de congé pris tous les deux (2) mois, tel que prévu ci-après.

2° *Salaire:* Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois si un salarié est obligé de voyager entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures à temps simple.

3° *Voyage de congé:* Si le salarié doit travailler plus de deux (2) mois en dehors de son domicile, son employeur doit lui payer un voyage aller et retour tous les deux (2) mois. Autant que possible ces voyages doivent être faits en fin de semaine et le salarié ne doit les entreprendre qu'après entente préalable avec son employeur.

Si la fin des travaux coïncide avec l'échéance d'une période de deux (2) mois et si deux (2) semaines au maximum sont nécessaires pour compléter définitivement les travaux, il n'est pas alloué de vacances pour cette période de deux (2) mois.

VI. *Apprentissage: a)* La limite d'âge pour l'admission des apprentis est de 18 à 25 ans, exception faite des polisseur de terrazzo à sec et humide où la limite est de 18 à 40 ans inclusivement.

b) La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo, 6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec et 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

c) Aucun employeur ne peut engager et garder un (1) apprenti à moins d'avoir à son emploi trois (3) ouvriers qualifiés du même métier et la proportion de 1 à 3 doit être conservée s'il veut engager d'autres apprentis.

d) Pour la première année d'apprentissage, il est émis une carte d'apprentissage. À la fin de la première année, un apprenti doit subir un examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal. S'il échoue à l'examen, il est tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation. S'il réussit, il reçoit un livret d'apprentissage à chacune des trois (3) années d'apprentissage à courir. Dans ce livret sont consignés les noms des employeurs pour lesquels il travaillera pendant toute la durée de l'apprentissage.

e) Lorsque l'apprenti termine sa quatrième année, il doit subir un dernier examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une période de six (6) mois. L'utilité du livret d'apprentissage sera alors prolongée de la même durée.

f) Tout apprenti poseur de tuile et poseur de terrazzo doit faire un stage préliminaire de quatre (4) mois au Centre d'Apprentissage avant

transportation and boarding expenses for a week. This advance money must be reimbursed as soon as employees come back from the job. Every week, employees will be reimbursed their reasonable boarding expenses upon remittance of a proper voucher for same.

If an employee has to travel by night, the employer shall pay him a berth on the train; otherwise, he shall pay the wages of a day's work of eight (8) hours. Thus, if a workman travels 24 hours and has no berth on the train, he is entitled to the wages of two (2) periods of eight (8) hours at single time, for his travelling day.

However, employees are not entitled to any indemnity for travelling time for the holiday trip made every two (2) months, as stipulated hereinbelow.

2. *Wages:* Travelling time does not constitute working time. However, if an employee travels from 8:00 a.m. to 5:00 p.m., he is entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

3. *Holiday trip:* If work outside the place of residence of employees lasts more than two (2) months, employees shall have their fare paid home once every two (2) months by the employer. As much as possible, these trips will be done during week ends and after agreement with the employer.

When the completion of the work coincides with the end of a two (2) month period, and a maximum of two (2) weeks are necessary to terminate the contract, there shall be no holiday trip granted to the employees for this two (2) month period.

VI. *Apprenticeship: a)* Age limit for apprenticeship eligibility shall be 18 to 25 years, except for terrazzo polishing operators (dry dand water polishing) where the limit shall be 18 to 40 years inclusive.

b) The period of apprenticeship shall be as follows: 4 years for marble, tile and terrazzo setters; 6 months for terrazzo polishing machine operators (dry) and 3 months for terrazzo polishing machine operators (wet).

c) No employer may hire and keep an apprentice unless he has three (3) skilled workers of the same trade and the ratio of 1 to 3 shall be observed if he wishes to hire more apprentices.

d) For the first year of apprenticeship, there shall be issued an apprenticeship card. After the first year, the apprentice shall pass a test at the Montreal Building Trade Training Centre. If he does not succeed, he shall start the same year of apprenticeship again or submit to a new aptitude test. If he succeeds, he will receive an apprenticeship booklet for each of the three (3) reamaining years in which shall be mentioned the names of all employers for whom he shall work during apprenticeship.

e) When an apprentice completes his fourth year, he shall pass a final test at the Training Centre. A journeyman's card shall be given to him only if he succeeds in his examination. If he does not succeed, he shall continue his apprenticeship and, after six (6) months, sit for a further examination. His apprenticeship booklet will then be extended for the same period.

f) Every apprentice shall serve a pre-employment period of four (4) months at the Apprenticeship Centre before obtaining an apprentice book

de pouvoir se procurer un livret d'apprentissage dans ces corps de métiers. Les candidats à l'apprentissage qui désirent suivre le cours d'apprentissage au Centre doivent avoir travaillé au moins six (6) mois sur les chantiers des employeurs, les apprentis poseurs de tuile comme manoeuvre et aide poseurs de tuile et les apprentis poseurs de terrazzo comme manoeuvre et aide poseurs de terrazzo. Tout employeur ne peut engager que des apprentis poseurs de tuile et poseurs de terrazzo formés par le Centre d'Apprentissage.

En ce qui concerne les apprentis poseurs de marbre, tant qu'ils ne pourront pas être formés à l'école d'apprentissage, ils seront formés dans les ateliers de fabrication de marbre des entrepreneurs-marbriers. Seront reconnus comme ayant un atelier de fabrication, les employeurs de la présente juridiction qui sont enregistrés au Comité conjoint des Matériaux de Construction. De tels apprentis devront être engagés par un employeur pour une durée de quatre (4) ans par contrat liant employeur et apprenti pendant toute la durée de l'apprentissage, l'employeur garantissant un minimum de 200 jours de travail par année. Copie de tel contrat doit être soumise aux deux parties contractantes et au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal.

g) Dans un même métier un employeur ayant à son emploi quatre (4) ouvriers qualifiés et aucun apprenti, doit engager un (1) apprenti avant d'augmenter le nombre de ses ouvriers qualifiés. Cette proportion de 1 à 4 devra être conservée quelque soit le nombre d'ouvriers qualifiés à son emploi.

h) Les apprentis polisseurs de terrazzo à sec et polisseurs de terrazzo humide sont formés au Centre d'Apprentissage où ils doivent faire un stage de quarante (40) heures avant d'obtenir un carnet d'apprentissage.

i) Tout candidat à l'obtention d'un certificat de qualification qui échoue à son examen au Centre d'apprentissage, doit suivre le cours du jour avant d'être admis à un nouvel examen.

VII. La présente section demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1966.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employers' Association », d'une part, et l'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc. d'autre part.)

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

in the tile and terrazzo layers trade. All candidates who wish to follow the apprenticeship course at the Centre shall first work at least six (6) months on the employers' jobs, as labourers and tile layers' helpers in the case of apprentice tile layers, and as labourers and terrazzo layers' helgers in the case of apprentice terrazzo layers. Employers shall only hire apprentice tile and terrazzo layers trained at the Apprenticeship Centre.

As regards apprentice-marble layers, as long as they cannot be formed in an apprenticeship school, they shall be formed in the marble fabricating shops of marble contractors. Shall be considered as having marble fabricating shops, employers of the present jurisdiction who are registered with the Building Materials Joint Committee. Such apprentices shall be hired by employers for four (4) years by contract binding upon both employer and apprentice for the entire duration of the apprenticeship, employers guaranteeing a minimum of 200 days of work per year. Copy of such contract shall be submitted the both contracting parties and to the Montreal, Building Trade Training Centre.

g) An employer having four (4) tradesmen in a same trade and no apprentice and wishing to increase the number of his qualified employees shall hire an apprentice before he hires any other qualified tradesmen. This ratio of one (1) to four (4) shall be observed irrespective of the number of skilled workers in his employ.

h) Terrazzo polishing machine apprentice operators, dry and wet terrazzo, shall be trained at the Apprenticeship Centre where a training period of forty (40) hours shall be served before an apprentice booklet can be obtained.

i) Every candidate for a certificate of qualification who fails in his examination at the Apprenticeship Center, shall follow the day course before he can sit for or pass another examination.

VII. The present section remains in force until April 1, 1966.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between the Montreal Tile, Terrazzo, and Marble Employers' Association, on the one part, and "L'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc.", on the other part).

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1157

Section « A »

Québec, 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail aux métiers de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1157

Section "A"

Quebec, July 12, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the building trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 419 of April 18, 1957 and amendments, have peti-

1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1963;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 419, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *c* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *c*) Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui exécute des travaux en bois sur les chantiers de construction ou de réparation (tracé, coupe, assemblage et réparation) y compris les travaux exécutés au moyen de planches murales en composition ou autres. Il comprend aussi le salarié qui pose du bardeau sur les murs, qui exécute tout travail d'isolation sur murs, planchers et plafonds par procédé autre que le procédé mécanique, qui fabrique des formes à béton ainsi que les formes fabriquées sur un chantier ou ailleurs, y compris le brochage et le pattage de bois des formes, qui fait le posage des planchers de bois franc, qui utilise une scie mécanique ou toute autre machine nécessaire à la préparation du bois sur un chantier de construction ou de réparation, qui fait le posage des paravents, châssis, portes, encadrements, de même que le posage de bandes métalliques ou de caoutchouc pour le calfeutrage, qui fait aussi le posage de divisions en acier, d'ameublement tels que tablettes, comptoirs, etc.

L'ouvrier spécialisé dans l'une ou l'autre des opérations ci-haut mentionnées doit être considéré, pour fins de rémunération, comme charpentier-menuisier. La carte d'apprenti ou le certificat de qualification indiquera la spécialité. »

2° Les mots « au rouleau » sont ajoutés après les mots « qui fait au pinceau » apparaissant à la deuxième ligne du paragraphe « *g* » de l'article I.

3° Les paragraphes « *m* » et « *o* » de l'article I sont remplacés par les suivants:

« *m*) Le terme « ferblantier-couvreur » désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en métal en feuille, en gravier, en asphalte, en papier goudronné ou en bardeau d'asphalte.

Il désigne aussi le salarié qui, comme ouvrier de métal en feuille, fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle, en cuivre, en « stainless » (ou monel), en aluminium ou en toutes autres sortes de métal en feuille, tels que corniches, ornementations, ventilateurs, gouttières, daleaux, portes tôlées, etc. . ., ou qui fait encore le tracé, la coupe, le pliage, l'assemblage de toutes sortes de raccords, de conduites (ou gaines) servant à faire (ou confectionner) toutes sortes de systèmes à air chaud, air frais, air climatisé, etc . . ., ou qui fait l'installation, la réparation et les raccordements de toutes sortes de machines servant à faire fonctionner ces systèmes, suivant les plans des ingénieurs en chauffage et ventilation ou suivant les spécifications des manufacturiers de cesdites machines, ainsi que toutes autres sortes de travaux provenant de métal en feuille que cesdits travaux soient faits à l'atelier ou sur les chantiers en construction ou en réparation (jauge 16-.0120- à jauge 30-.0598, pour la tôle ou l'équivalent pour les autres sortes de métaux).

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 8, 1963;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 419, be amended as follows:

1. Paragraph "*c*" of article I is replaced by the following:

"*c*) The term "carpenter-joiner" means any employee doing any woodwork on a construction or repair job (tracing, cutting, assembling and repair), including work done with composition or other wall boards. It includes also the employee who lays shingle on walls, who does insultation work on walls, floors and ceilings by a process other than the mechanical process, who makes concrete forms, and also forms made on the job or elsewhere, including forms tieing and footing, does the laying of hardwood floors, operates a power saw or any woodworking machine on a construction or repair job, who sets screens, windows, doors, frames, including the laying of metal or rubber caulking strips, and who does also the setting of steel partitions, equipment (shelves, counters, etc.).

The specialized worker, in any of the above mentioned operations, shall be considered, for remuneration purposes, as a carpenter-joiner. The apprenticeship card or the certificate of qualification shall mention the speciality."

2. The words "a roller" are added after the words "paint-brush" appearing in the fourth line of paragraph "*g*" of article I.

3. Paragraphs "*m*" and "*o*" of article I are replaced by the following:

"*m*) The words "tinsmith-roofer" mean any employee who does roofing work with tile, slate, sheet metal, gravel, asphalt, tarred paper or asphalt shingle.

It also means the employee who, as a sheet metal worker, makes all kinds of articles with metal tin, cooper, stainless steel (or monel), aluminium or other kinds of sheet metal such as cornices, ornaments, ventilators, gutters, ducts, doors covered with sheet metal, etc., or any employee who does the tracing, cutting, folding, assembling of all kinds of connections, ducts (tube) used in the construction of all kinds of hot air systems, fresh air, air conditioning systems, etc., or who does the installation, repair and connection of all kinds of machines used in the operation of such systems according to heating and ventilating engineers' plans or according to the specifications of the manufacturers of such machines, including all other kinds of operations with sheet metal, whether such operations or work be executed in the shop or on construction or repair jobs (gauge 16-.0120 to gauge 30-.0598 for tin or the equivalent thereof for all other kinds of metal).

Exemptions: 1. La présente définition ne s'applique pas aux ouvriers de métal en feuille qui travaillent dans les usines ou ateliers faisant de la fabrication en série.

2. Elle ne s'applique pas non plus aux ouvriers travaillant à la production d'articles de métal non destinés à l'industrie de la construction.

3. Elle ne s'applique pas non plus à l'usinage en atelier des meubles et accessoires de cuisine de restaurants, d'hôtels et d'institutions.

o) Le terme « poseur de latte métallique » désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire la préparation et le posage de toute latte métallique et de toute latte de composition sur murs et plafonds de métal, y compris la planche de composition sur plafonds de métal seulement. »

4° L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Québec, les districts électoraux de Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Mégantic, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska ainsi que la cité de Rivière-du-Loup et les municipalités de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup et de Saint-Antonin du comté de Rivière-du-Loup.

Aux fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone I: a) Les cités de Québec, Lévis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy, y compris la Cité Universitaire, et Giffard et les villes de Château-d'Eau, Québec-Ouest, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, Les Saules et les municipalités de Saint-Romuald-d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévis, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, Orsainville, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac Saint-Charles, Saint-Émile, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Notre-Dame-des-Anges, La Petite Rivière, Saint-Michel-Archange, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Beauport-Ouest, Boischatel, l'Ange-Gardien, la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus (Québec), Saint-Nicolas, Saint-Nicolas-Sud, Château-Richer, Sainte-Anne-de-Beaupré, Beaupré et l'Ile d'Orléans.

b) La cité de Thetford-Mines, la ville de Black-Lake et les municipalités d'East-Broughton, Saint-Pierre-de-Broughton, Robertsonville, Sacré-Coeur-de-Marie, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Rivière-Blanche (Thetford-Sud) Coleraine, Saint-Adrien-d'Irlande et Saint-Ferdinand.

c) La présente zone comprend aussi tout le territoire appartenant au Gouvernement Fédéral, ordinairement dénommé « Le Camp Valcartier », comprenant la section militaire et la section des arsenaux, et situé dans les limites des districts électoraux de Québec et de Portneuf.

Zone II: La cité de Rivière-du-Loup et la municipalité de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup. Les municipalités suivantes du comté de Charlevoix: La Malbaie, Pointe-au-Pic, Cap-à-l'Aigle, Clermont, Saint-Étienne-de-la-Malbaie et un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone III: Le territoire non compris dans les deux (2) zones précédentes.

5° Le paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Taux de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous mentionnés:

Exemption: 1. The present definition shall not apply to sheet metal workers working in shops doing mass production.

2. It shall neither apply to employees engaged in the production of metal articles not used in the construction industry.

3. Neither shall it apply to the fabrication in shops of kitchen metal furniture and accessories for restaurants, hotels and institutions.

o) The term "metal lather" means any employee competent to make the preparation and laying of metal or composition lath on metal walls and ceilings, including composition boards on metal ceilings only."

4. Article III is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of Quebec, the electoral districts of Quebec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Levis, Lotbinière, Dorchester, Megantic, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, as well as the city of Rivière-du-Loup and the municipalities of Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup and Saint-Antonin of the county of Rivière-du-Loup.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: a) The cities of Quebec, Levis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy, including the University Center, and Giffard and the towns of Château-d'Eau, Quebec-West, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, Les Saules and the municipalities of St-Romuald-d'Etchemin, St-Télesphore, Charny, St-David-de-l'Auberivière, St-Louis-de-Pintendre, St-Jean-Chrysostome, St-Joseph-de-la-Pointe-Levis, St-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, Orsainville, Charlesbourg-East, Charlesbourg-West, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac St-Charles, St-Émile, St-Dunstan - du - Lac - Beauport, Notre - Dame-des-Anges, La Petite Rivière, St-Michel-Archange, Ste - Thérèse - de - Lisieux, Beauport - West, Boischatel, L'Ange-Gardien, the parish of Sacré-Coeur-de-Jésus (Quebec), St-Nicolas, St-Nicolas-South, Château-Richer, Ste-Anne-de-Beaupré, Beaupré and the Island of Orleans.

b) The city of Thetford Mines, the town of Black Lake, and the municipalities of East-Broughton, St-Pierre-de-Broughton, Robertsonville, Sacré-Coeur-de-Marie, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Rivière Blanche (Thetford-Sud), Coleraine, Saint-Adrien-d'Irlande et Saint-Ferdinand.

c) The present zone comprises also the entire territory belonging to the Federal Government generally called "Valcartier Camp", including the military section and the arsenals section, and situated within the limits of the electoral districts of Quebec and Portneuf.

Zone II: The city of Rivière-du-Loup and the municipality of St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup. The following municipalities of Charlevoix county: La Malbaie, Pointe-au-Pic, Cap-à-l'Aigle, Clermont, Saint-Étienne-de-la-Malbaie and a radius of two (2) miles from their limits.

Zone III: The territory not included in the two (2) preceding zones.

5. Paragraph "*a*" of article IV is replaced by the following:

"IV. *Rates of wages: a*) The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates*											
	Zone I				*Zone II*				*Zone III*			
		1/5/64	1/8/64	1/8/65		1/5/64	1/8/64	1/8/65		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	$ 2.50	$ 2.55	$ 2.70	$ 2.85	$ 2.25	$ 2.30	$ 2.45	$ 2.60	$ 2.15	$ 2.20	$ 2.35	$ 2.50
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.30	2.35	2.50	2.65	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	2.20	2.25	2.40	2.55	2.10	2.15	2.30	2.45	2.00	2.05	2.20	2.35
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.30	2.35	2.50	2.65	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40
Foreur ou dynamiteur — Drill operator or blaster	2.15	2.20	2.35	2.50	2.00	2.05	2.20	2.35	1.90	1.95	2.10	2.25
Gratteur, sableur et polisseur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, sander and polisher, hand or machine	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method: Chef d'équipe — Chief operator	2.30	2.35	2.50	2.65	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	2.20	2.25	2.40	2.55	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Aide — Helper	1.90	1.95	2.10	2.25	1.75	1.80	1.95	2.10	1.65	1.70	1.85	2.00
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	2.20	2.25	2.40	2.55	2.10	2.15	2.30	2.45	2.00	2.05	2.20	2.35
Manoeuvre ou journalier, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Common worker or labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.90	1.95	2.10	2.25	1.75	1.80	1.95	2.10	1.65	1.70	1.85	2.00
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary and portable)	2.25	2.30	2.45	2.60	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	2.30	2.35	2.50	2.65	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40
Peintre — Painter	2.20	2.25	2.40	2.55	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	2.10	2.15	2.30	2.45								
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry)	2.15	2.20	2.35	2.50	2.00	2.05	2.20	2.35	1.90	1.95	2.10	2.25
Premier semestre — First six months	2.05	2.10	2.25	2.40	1.90	1.95	2.10	2.25	1.85	1.90	2.05	2.20
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo polisher (wet)	2.10	2.15	2.30	2.45	1.95	2.00	2.15	2.30	1.85	1.90	2.05	2.20
Premier semestre — First six months	2.00	2.05	2.20	2.35	1.85	1.90	2.05	2.20	1.80	1.85	2.00	2.15
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	2.20	2.25	2.40	2.55	2.10	2.15	2.30	2.45	2.00	2.05	2.20	2.35
Poseur de lattes (bois ou métal — Lather (wood or metal)	2.15	2.20	2.35	2.50	2.00	2.05	2.20	2.35	1.90	1.95	2.10	2.25

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates*											
	Zone I				*Zone II*				*Zone III*			
		1/5/64	1/8/64	1/8/65		1/5/64	1/8/64	1/8/65		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	$ 2.25	$ 2.30	$ 2.45	$ 2.60	$ 2.10	$ 2.15	$ 2.30	$ 2.45	$ 2.00	$ 2.05	$ 2.20	$ 2.35
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	2.15	2.20	2.35	2.50								
Poseur de tuile et marbre — Tile and marble layer	2.30	2.35	2.50	2.65	2.15	2.20	2.35	2.50	2.05	2.10	2.25	2.40
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	2.20	2.25	2.40	2.55								
Préposé aux grues, chèvres et monte-charge non actionnés par la vapeur — Crane, derrick and elevator (not steam driven)	2.15	2.20	2.35	2.50	1.95	2.00	2.15	2.30	1.85	1.90	2.05	2.20
Préposé aux grues, chèvres et monte-charge actionnés par la vapeur — Crane, derrick and elevator operator (steam driven)	2.25	2.30	2.45	2.60	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	2.15	2.20	2.35	2.50	1.95	2.00	2.15	2.30	1.85	1.90	2.05	2.20
Préposé aux malaxeurs de 20 chevaux et plus — Mixer operator (20 HP or more)	2.15	2.20	2.35	2.50	1.95	2.00	2.15	2.30	1.85	1.90	2.05	2.20
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator	2.15	2.20	2.35	2.50	1.95	2.00	2.15	2.30	1.85	1.90	2.05	2.20
Préposé aux pelles mécaniques et tracteurs — Shovel and tractor operator	2.25	2.30	2.45	2.60	2.05	2.10	2.25	2.40	1.95	2.00	2.15	2.30
Tailleur de pierre sur chantier — Stone cutter on the job	2.50	2.55	2.70	2.85	2.25	2.30	2.45	2.60	2.15	2.20	2.35	2.50
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fêtes) 72 heures par semaine — Watchman on the job (night and day, Sunday and holidays) 72 hours per week	1.60	1.65	1.80	1.95	1.60	1.65	1.80	1.95	1.55	1.60	1.75	1.90
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction (Zone 1 seulement) l'heure — Truck driver employed directly by contractors of the construction industry (Zone 1 only) per hour	1.60	1.65	1.80	1.95								
par semaine — per week	73.50	75.60	78.00	84.00								

6° L'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Durée du travail: a*) Dans la zone I, les heures de travail sont de huit heures et demie (8½) par jour réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au jeudi inclusivement, et de huit (8) heures par jour entre 7 a.m. et 6 p.m. le vendredi, le tout constituant une durée maximum de quarante-deux (42) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

b) A compter du 1er août 1964, dans la zone I les heures de travail seront de huit (8) heures par jour réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout constituant une durée maximum de quarante (40) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

c) Dans la zone II, les heures de travail sont de neuf (9) heures par jour, à condition que le total des heures au taux régulier n'excède pas quarante-cinq (45) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

d) A compter du 1er août 1964, dans la zone II, les heures de travail seront de neuf (9) heures par jour du lundi au jeudi inclusivement et de huit (8) heures le vendredi, à condition que le total des heures au taux régulier n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

e) Dans la zone III, les heures de travail sont de neuf (9) heures par jour à condition que le total des heures au taux régulier n'excède pas quarante-huit (48) heures par semaine.

f) Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède pas huit heures et demie (8½) ou huit (8) heures ou neuf (9) heures par jour selon le cas.

Une prime additionnelle de $0.10 l'heure doit être accordée aux travailleurs appelés à travailler sur l'équipe de minuit à 8 a.m.

g) Pour les chauffeurs de camion employés directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures et la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures.

h) Toutefois, les travaux de construction de rues, de routes, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de ponts, de quais, de pistes d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain sont assujettis à une semaine maximum de cinquante-cinq (55) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail. Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles qu'après cette semaine de cinquante-cinq (55) heures. »

7° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI:

« Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires quotidiennes ou hebdomadaires spécifiées à l'article V, est considéré comme du travail supplémentaire.»

8° L'article VII est remplacé par le suivant:

« VII. Tout travail urgent, qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour, plus une prime additionnelle de $0.10 l'heure, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé. Tel travail demeure cependant sujet aux limites d'heures fixées à l'article V. »

9° Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article VIII:

« Tout employeur ne doit pas garder plus qu'une semaine de calendrier sur la paie de ses salariés.

Tout salarié renvoyé sur un chantier doit recevoir sur le champ tout salaire qui lui est dû et l'employeur doit de même lui remettre son

6. Article V is replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) In zone I, there shall be eight and one half (8½) hours of work per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., from Monday to Thursday inclusive, and eight (8) hours per day between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., on Friday, making a maximum duration of forty-two (42) hours per week. Therefore, no time shall be worked on Saturday.

b) From August 1, 1964, in zone I, there shall be eight (8) hours of work per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive, making a maximum duration of forty (40) hours per week. Therefore, no time shall be worked on Saturday.

c) In zone II, the standard duration of work shall consist of nine (9) hours per day provided the total number of hours at regular rates does not exceed forty-five (45) per week. Therefore, no time shall be worked on Saturday.

d) From August 1, 1964, in zone II, there shall be nine (9) hours per day from Monday to Thursay inclusive and eight (8) hours on Friday, provided the total number of hours at regular rates does not exceed forty-four (44) hours. Therefore, no time shall be worked on Saturday.

e) In zone III, the working hours shall consist of nine (9) hours per day, providing the total number of hours at straight time does not exceed forty-eight (48) hours per week.

f) If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed according to the needs of the concern provided the daily duration of labour of a shift does not exceed eight and one half (8½), eight (8) or nine (9) hours, as the case may be.

An additional premium of $0.10 per hour shall be granted to employees called to work on the night shift, from midnight to 8:00 a.m.

g) For truck drivers employed directly by contractors of the construction industry, the regular work day shall consist of nine (9) hours and the standard work week shall consist of fifty-four (54) hours.

h) However, the construction of streets, highways, roads, water and sewer systems, bridges, wharves, take-off and landing fields and ground levelling operations are subject to a maximum work week of fifty-five (55) hours, without daily limit of the duration of work. Overtime rates are requirable only for work done in excess of that 55-hour week."

7. The following sub-paragraph is added to article VI:

"All time worked in excess of the regular hours or outside the hourly, daily or weekly limits of hours specified in article V shall be considered as overtime."

8. Article VII is replaced by the following:

"VII. Any urgent work which cannot be performed during the day may be done in other periods of the day, at regular day rates, plus an additional premium of $0.10 per hour, provided the Parity Committee be notified; however, such work is subject to the limits of hours fixed in article V."

9. The following sub-paragraphs are added to article VIII:

"No employer shall hold back more than one calendar week's pay in employees wages.

Every employee who is dismissed from a job shall receive at once all wages due to him; the employer shall also give him his unemployment

livret d'assurance-chômage à son bureau dans la juridiction territoriale du décret dans les soixante-douze (72) heures de son renvoi. »

10° L'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. *Vacances payées:* Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire. »

11° Le sous-paragraphe 6 du paragraphe « *j* » de l'article XI est remplacé par le suivant et le sous-paragraphe 6 actuel devient le sous-paragraphe 7:

« 6. *Apprenti latteur:* Un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre. »

12° Le paragraphe « *k* » de l'article XI est remplacé par le suivant:

« *k*) *Taux de salaires des apprentis:* Les taux horaires minima de salaires des apprentis ci-après énumérés sont les suivants:

insurance booklet at his office in the territorial jurisdiction of the decree within the seventy-two (72) hours following his dismissal."

10. Article IX is replaced by the following:

"IX. *Vacation with pay:* All construction workers are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every worker is entitled to 4% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages."

11. Sub-paragraph 6 of paragraph "*j*" of article XI is replaced by the following and the actual sub-paragraph 6 shall become sub-paragraph 7:

"6. *Apprentice lather:* One (1) apprentice to three (3) journeymen or fraction thereof."

12. Paragraph "*k*" of article XI is replaced by the following:

"*k*) *Wage rates of apprentices:* The hourly minimum rates of wages of the apprentices hereafter enumerated shall be as follows:

	Salaires horaires *Hourly rates*			
Métiers Trades:		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer:				
1ère année — 1st year	$ 1.10	$ 1.15	$ 1.30	$ 1.45
2ème année — 2nd year	1.40	1.45	1.60	1.75
3ème année — 3rd year	1.65	1.70	1.85	2.00
Charpentier-menuisier, peintre — Carpenter-joiner, painter:				
1ère année — 1st year	1.05	1.10	1.25	1.40
2ème année — 2nd year	1.25	1.30	1.45	1.60
3ème année — 3rd year	1.45	1.50	1.65	1.80
Poseur de tuile, marbre et terrazzo, finisseur de ciment, mécanicien en isolement d'amiante — Tile, marble and terrazzo layer, Cement finisher, Asbestos insulation mechanic:				
1ère année — 1st year	1.05	1.10	1.25	1.40
2ème année — 2nd year	1.25	1.30	1.45	1.60
3ème année — 3rd year	1.45	1.50	1.65	1.80
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:				
1ère année — 1st year	1.05	1.10	1.25	1.40
2ème année — 2nd year	1.20	1.25	1.40	1.55
3ème année — 3rd year	1.35	1.40	1.55	1.70
4ème année — 4th year	1.45	1.50	1.65	1.80
Jointoyeur et poseur d'acier d'armature (18 mois) — Joint pointer and reinforcing steel erector (18 months)	1.90	1.95	2.10	2.25"

13° Le paragraphe « *l* » de l'article XI est biffé.

13. Paragraph "*l*" of article XI is deleted.

14° Le texte entre parenthèse apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article XII est remplacé par le texte suivant « (sauf le territoire décrit au paragraphe « *b* » de l'article III) ».

14. All the words between parenthesis in paragraph "*a*" of article XII are replaced by the following (except the territory described in paragraph "*b*" of article III).:

15° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article XIII sont remplacés par les suivants:

« *b*) Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés, si un salarié doit voyager pendant les heures régulières de travail, il doit recevoir paiement pour huit (8) heures, huit (8½) heures et demie ou neuf (9) heures par jour, selon le cas, de façon à ce que son déplacement ne lui occasionne pas de perte de temps.

c) Le temps de déplacement d'un salarié requis par son employeur pour se rendre au lieu d'un chantier le dimanche, un jour de fête ou un jour chômé, doit être rémunéré au taux régulier de salaire jusqu'à concurrence de huit (8) heures, huit (8½) heures et demie, ou neuf (9) heures par jour selon le cas. »

15. Paragraphs "*b*" and "*c*" of article XIII are replaced by the following:

"*b*) In the case of operations carried out in distant places, if the employee has to travel during the standard working hours, he shall receive payment for eight (8), eight hours and a half (8½) or nine (9) hours per day, as the case may be, so that his travelling entails no loss of time.

c) Travelling time of employees required by their employer to go to a job on Sunday, on a holiday or on a day which is not worked, shall be paid straight time for eight (8) hours, eight hours and a half (8½) or nine (9) hours per day as the case may be."

16° Le paragraphe « *b* » de l'article XIV est remplacé par le suivant:

« *b*) *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

16. Paragraph "*b*" of article XIV is replaced by the following:

"*b*) *Minimum wages:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Par semaine — Per week			
Métiers — Trades:		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker):				
Zone I	$80.00	$82.00	$86.00	$90.00
Zone II	75.00	77.00	81.00	85.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker):				
Zone I	68.00	70.00	74.00	78.00
Zone II	66.00	68.00	72.00	76.00"

17° Le paragraphe « *c* » de l'article XIV est remplacé par le suivant:

« *c) Durée du travail:* Dans la zone I, la durée du travail est de quarante-deux (42) heures par semaine sans limitation journalière.

Dans la zone I, à compter du 1er août 1964, la durée du travail sera de quarante (40) heures par semaine sans limitation journalière.

Dans la zone II, la durée du travail est de quarante-cinq (45) heures par semaine sans limitation journalière.

Dans la zone II, à compter du 1er août 1964, la durée du travail sera de quarante-quatre (44) heures par semaine sans limitation journalière.

Dans la zone III, la durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation journalière. »

18° Les paragraphes « *d* » et « *e* » suivants sont ajoutés à l'article XV:

« *d) Bien-Être:—Hygiène:* L'employeur devra aménager un endroit convenable pour permettre à ses salariés de prendre leur repas si la situation l'exige. Également, il devra fournir les accessoires nécessaires pour une chambre de toilette.

Tout chantier de construction, de réparation et de démolition devra avoir à un endroit propice le nécessaire pour les premiers soins.

e) Outils: L'employeur s'engage à fournir à ses salariés tous les outils motorisés. Il ne devra exiger de ses salariés que des outils manuels. »

19° L'article XV-A suivant est ajouté:

« XV-A. *Fonds de sécurité sociale: a)* Les parties conviennent de mettre en application, à compter du 1er mai 1964, un plan de sécurité sociale contributoire à raison de $0.05 l'heure payés par l'employé et $0.05 l'heure payés par l'employeur.

b) Un comité formé d'un nombre égal de représentants de la partie contractante patronale et de représentants de la partie contractante ouvrière sera formé dans le plus bref délai possible afin d'étudier toutes les modalités de ce plan de sécurité sociale. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction.

c) Les parties conviennent également de proposer des amendements au décret numéro 419 relativement à ce fonds de sécurité sociale si ce dernier pouvait être mis en application avant le 1er mai 1964. »

20° Les articles 4, 5 et 6 de la section « B » (Industrie du métal d'ornementation et d'utilité de la construction) sont remplacés par les suivants:

« 4. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

17. Paragraph "*c*" of article XIV is replaced by the following:

"*c) Duration of work:* In zone I, the duration of work shall be forty-two (42) hours per week without daily limitation.

In zone I, from August 1, 1964, the duration of work shall be forty (40) hours per week, without daily limitation.

In zone II, the duration of work shall be forty-five (45) hours per week, without daily limitation.

In zone II, from August 1, 1964, the duration of work shall be forty-four (44) hours per week, without daily limitation.

In zone III, the duration of work shall be forty-eight (48) hours per week, without daily limitation."

18. The following paragraphs "*d*" and "*e*" are added to article XV:

"*d) Welfare—Hygiene:* If necessary, the employer shall set up a place or room where employees shall take their meals. Alcol he shall supply the necessary accessories for a toilet room.

On every construction, repair and demolition job, there shall be a first aid kit kept in a convenient place.

e) Tools: The employer shall supply all power tools which his employees may require. His employees will only be required to supply manual tools."

19. The following article XV-A will be added:

"XV-A. *Social security fund: a)* The parties agree to enforce, from May 1, 1964, a contriburoty social security plan under which the employees' assessment shall be $0.05 per hour and the employer's, $0.05.

b) A committee consisting of an equal number of representatives of the contracting party of the first part and representatives of the contracting party of the second part shall be formed as soon as possible in order to determine the conditions of such social security plan. The said committee shall have the right to employ all the staff it may need in the carrying out of its duties.

c) The parties also agree to petition for amendments to decree No. 419 in connection with this social security fund, should such fund be enforced before May 1, 1964."

20. Articles 4, 5 and 6 of Part "B" (Construction Ornemental and Utility Metal Industry) are replaced by the following.

"4. *Minimum wages:* The minimum wage rates shall be as follows:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates*			
		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith:				
Zone I	$ 2.20	$ 2.25	$ 2.40	$ 2.55
Zone II	2.10	2.15	2.30	2.45
Zone III	2.00	2.05	2.20	2.35
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (1 year):				
Zone I	2.10	2.15	2.30	2.45
Zone II	2.00	2.05	2.20	2.35
Zone III	1.90	1.95	2.10	2.25
Manoeuvre ou journalier — Common worker or labourer:				
Zone I	1.90	1.95	2.10	2.25
Zone II	1.75	1.80	1.95	2.10
Zone III	1.65	1.70	1.85	2.00
5. *Apprenti — Apprentice:*				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith:				
1ère année — 1st year	1.05	1.10	1.25	1.40
2ème année — 2nd year	1.20	1.25	1.40	1.55
3ème année — 3rd year	1.35	1.40	1.55	1.70
4ème année — 4th year	1.45	1.50	1.65	1.80

6. *Nombre d'apprentis:* Le nombre d'apprentis ne doit pas être supérieur à un (1) par trois (3) compagnons mécaniciens ou forgerons ou fraction de ce nombre.

Dans la zone III, le prorata entre compagnons et apprentis travaillant à l'atelier ne s'applique pas. »

21° Les articles 2, 3, et 5 de la section « F » (Couvreurs de planchers) sont remplacés par les suivants:

« 2. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates*			
		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Couvreur de plancher — Floor covering layer:				
Zone I	$ 2.05	$ 2.10	$ 2.25	$ 2.40
Zone II	1.90	1.95	2.10	2.25
Zone III	1.80	1.85	2.00	2.15
Journalier, camionneur, (y compris celui qui prépare les chantiers et l'homme d'entrepôt) — Common worker, truck driver (including the man who readies the jobs and warehouseman:				
Zone I	1.90	1.95	2.10	2.25
Zone II	1.75	1.80	1.95	2.10
Zone III	1.65	1.70	1.85	2.00
Apprenti — Apprentice:				
1ère année — 1st year	1.10	1.15	1.30	1.45
2ème année — 2nd year	1.30	1.35	1.50	1.65
3ème année — 3rd year	1.50	1.55	1.70	1.85

3. *Durée du travail:* a) Dans la zone I, les heures de travail sont de huit heures et demie (8½) par jour réparties entre 7 a.m. et 7 p.m. du lundi au jeudi inclusivement et de huit (8) heures le vendredi, le tout constituant une durée maximum de quarante-deux (42) heures par semaine. Il n'y a aucun travail le samedi.

b) A compter du 1er août 1964, dans la zone I, les heures de travail seront de huit (8) heures par jour réparties entre 7 a.m. et 7 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout constituant une durée maximum de quarante (40) heures par semaine. Il n'y a aucun travail le samedi.

c) Dans les zones II et III, la durée du travail est celle déterminée dans le décret général. »

« 5. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1966. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties ne donne avis à l'autre de son intention de l'amender ou de l'abroger dans un délai de pas plus de soixante (60) jours et de pas moins de trente (30) jours avant le 1er février de chaque année. »

22° L'article XVIII est remplacé par le suivant:

« XVIII. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1156
Section « D »

Québec, 12 juillet 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

6. *Number of apprentices:* There shall not be more than one (1) apprentice to three (3) journeymen mechanics of blacksmiths or fraction thereof.

In zone III, there shall be no prorata of apprentices in the shop."

21. Articles 2, 3 and 5 of Section "F" (Floor covering layers) are replaced by the following:

"2. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as flollows:

Trades:	*Hourly rates*			
		1/5/64	1/8/64	1/8/65
Floor covering layer:				
Zone I	$ 2.05	$ 2.10	$ 2.25	$ 2.40
Zone II	1.90	1.95	2.10	2.25
Zone III	1.80	1.85	2.00	2.15
Common worker, truck driver (including the man who readies the jobs and warehouseman:				
Zone I	1.90	1.95	2.10	2.25
Zone II	1.75	1.80	1.95	2.10
Zone III	1.65	1.70	1.85	2.00
Apprentice:				
1st year	1.10	1.15	1.30	1.45
2nd year	1.30	1.35	1.50	1.65
3rd year	1.50	1.55	1.70	1.85

3. *Duration of labour:* a) In zone I, the work day shall consist of eight hours and one half (8½) distributed between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. from Monday to Thursday inclusive, and of eight (8) hours on Friday, making a maximum of forty-two (42) hours per week. There is no work on Saturday.

b) From August 1, 1964, in zone I, the work day shall consist of eight (8) hours distributed between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. from Monday to Friday inclusive, making a maximum of forty (40) hours per week. There is no work on Saturday.

c) In zones II and III the duration of work shall be as established in the general decree."

"5. *Duration:* The present Part shall remain in force until Frebruary 28, 1966. Thereafter, it shall renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other of its intention to amend or delete the said Part within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to February 1 of each year."

22. Article XVIII is replaced by the following:

"XVIII. *Duration of the decree:* The present decree, as amended, remains in force until February 28, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other, in writing, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 28 of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1156
Section "D"

Quebec, July 12, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications à la Section VII (Industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section VII (Industrie du marbre) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960, et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil des modifications à ladite Section VII:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juin 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section VII (Industrie du Marbre) dudit décret, numéro 2203, soit modifiée comme suit:

1. L'article II est remplacé par le suivant: « II. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima s'établissent comme suit:

CONCERNING amendments to Section VII (Marble industry) of the decree relating to the building materials industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Section VII (Marble industry) of the decree number 2203 of december 6, 1960 and amendments, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said Section VII:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 8, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour:

THAT the said section VII (Marble industry) of the said decree number 2203, be amended as follows:

1. Article II is replaced by the following: "II. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

Métiers — Trades:	*Taux horaires — Hourly rates*				
		1/9/63	1/1/64	1/4/64	1/4/65
Tailleur de marbre à la main — Hand cutter	$ 2.54	$ 2.60	$ 2.65	$ 2.70	$ 2.80
Apprenti tailleur de marbre—Apprentice marble cutter:					
1ère année — 1st year	1.80	1.86	1.91	1.96	2.06
2e année — 2nd year	2.00	2.06	2.11	2.16	2.26
3e année — 3rd year	2.16	2.22	2.27	2.32	2.42
4e année — 4th year	2.34	2.40	2.45	2.50	2.60
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant — Carborundum machine operator (or diamond)	2.48	2.54	2.59	2.64	2.74
Coupeur à la machine avec scie à carborundum ou scie à diamant — Machine cutter with carborundum saw or diamond saw	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant — Apprentice carborundum machine operator (or diamond):					
1er semestre — 1st six months	1.80	1.86	1.91	1.96	2.06
2e semestre — 2nd six months	2.00	2.06	2.11	2.16	2.26
3e semestre — 3rd six months	2.27	2.33	2.38	2.43	2.53
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Apprenti polisseur — Polisher apprentice:					
1er semestre — 1st six months	1.90	1.96	2.01	2.06	2.16
Après six mois — After six months	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Mouleur de terrazzo — Terrazzo caster	2.48	2.54	2.59	2.64	2.74
Préposé au compresseur — Compressorman	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Ajusteur de scie — Saw setter (on frame)	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Aide et manoeuvre — Helper and labourer	1.80	1.86	1.91	1.96	2.06
Préposé au fonctionnement des chassis à scier — Sawyerman on gang saws or frame:					
1er semestre — 1st six months	1.90	1.96	2.01	2.06	2.16
Après six mois — After six months	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Polisseur de face — Bed rubber face	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Polisseur de bouts — Bed rubber end	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Préposé aux grues — Craneman	2.32	2.38	2.43	2.48	2.58
Gardien (par semaine) — Watchamn (per week)	69.00	71.40	73.40	75.40	79.40

Les taux de salaires des tailleurs et poseurs de marbre régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits lorsque ces salariés sont requis de travailler dans l'atelier temporairement.

Les taux de salaires actuellement payés aux apprentis, s'ils sont supérieurs à ceux prévus ci-haut, ne doivent pas être réduits.

Wage rates of marble cutters and setters governed by the decree relating to the construction trades shall not be reduced when such employees have to work temporarily in the shop.

If rates actually paid to apprentices are higher than those herein mentioned, they shall not be reduced.

Une rémunération additionnelle de $0.25 l'heure doit être payée, en plus du taux de salaire régulier, à tout ouvrier qui fournit des outils mécanisés sur le chantier. »

2. L'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Travail supplémentaire: a)* Tout employeur ou artisan qui désire exécu ter ou faire exécuter du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au Comité con-joint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la livraisonde tel avis incombe à celui qui le donne.

b) Tout travail supplémentaire, i.e. celui qui est exécuté en supplément du nombre d'heures régulières de travail doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

c) Tout travail supplémentaire exécuté entre 10 p.m. et 7 a.m. doit être payé à raison de salaire double, excepté dans le cas de l'équipe de nuit tel que prévu à l'article V.

d) Jours non-ouvrable: Aucun employeur n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par la présente section, le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, le jour de Noël, le samedi et le dimanche, ces jours n'étant pas considérés comme ouvrables.

Si la Saint-Jean-Baptiste ou la Confédération (Jour du Canada) surviennent un samedi ou un dimanche, le congé sera observé le lundi suivant immédiatement la fête, lequel sera alors considéré comme jour non-ouvrable.

Tout travail exécuté un jour non-ouvrable doit être rénuméré au taux de salaire double.

e) Congés payés: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le Vendredi-Saint et le jour d'Actions de Grâces sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces congés est calculée sur la base de 2% du salaire gagné par le salarié et doit être ajoutée chaque semaine à tel salaire.

Toutefois lorsque la célébration d'une fête légale est fixée par proclamation du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, selon le cas ce jour de fête doit être chômé à la date ainsi fixée.

f) Toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette loi, désire exécuter des travaux un jour non ouvrable, à titre d'artisan ou autre est sujette aux prescriptions du présent article. »

3. L'article XIII est remplacé par le suivant:

« XIII. *Vacances payées:* Deux semaines de vacances payées doivent être données à tous les salariés qui ont été à l'emploi continuel du même employeur pendant une période d'un an. Toutefois, tous les salariés qui ont été au service du même employeur pour une période de moins d'un an ont droit à 4% des salaires gagnés durant leur période d'emploi.

Période de vacances: La semaine commençant le deuxième lundi de juillet et la période entre Noël et le Premier Jour de l'an inclusivement seront considérées comme les périodes durant lesquelles les vacances payées doivent être données. Tout travail exécuté pendant ces périodes doit être remunéré au taux de salaire double.

Tout employeur qui fait travailler ses employés pendant ces périodes doit se conformer aux donditions énumérées au paragraphe « *a* » de l'article IV. »

4. L'article XVI est remplacé par le suivant:

« XVI. *Durée:* La présente section amendée demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1966. »

DONAT TANGUAY,
3548-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

An additional remuneration of $0.25 per hour shall be paid, in excess of the regular wage rate, to all employees who supply power tools on the job."

2. Article IV is replaced by the following:

"IV. *Overtime work: a)* Every employer or artisan who wishes to work or cause overtime to be worked shall first obtain the authorization of the Joint Committee mentioning the hour and place where the work shall be performed. The onus of proof of the delivery of such notice shall lie upon the one who gives it.

b) Overtime, i. e. the work done in excess of the standard hours shall be paid at the rate of time and a half.

c) All time worked between 10:00 p.m. and 7:00 a.m. shall be paid double time, except in the case of the night shift, as provided in article V.

d) Non-working days: No employer shall have the right to work or cause work to be executed on operations subjected to the present section, on New Year's Day, Good Friday, Saint-John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Saturday and Sunday, these days not being considered as working days.

If St. John the Baptist Day or Confederation Day (Canada Day) fall on a Saturday or on a Sunday, the holiday shall be observed the Monday immediately following the holiday itself which shall then be considered as a non-working day.

All work executed on a non-working day shall be remunerated at the rate of double time.

e) Holidays: St. John the Baptiste Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are observed as holidays with pay. The remuneration for the above mentioned holidays shall be calculated at 2% of the wages earned by the employees which shall be added each week to the employee's pay.

However, the days proclaimed by the Federal or Provincial Governments, as the case may be, for the celebration of a statutory holiday, shall be observed as holidays.

f) Any person who is not an employer under the terms of the Act and who wishes to execute work on a non-working day, in the capacity of artisan or in another capacity, is subject to the provisions of the present article."

3. Article XIII is replaced by the following:

"XIII. *Vacations with pay:* A tow weeks'-vacation with pay shall be granted to all employees who have been in the employ of the same employer during a period of one year. However, employees who have been in the employ of the same employer for a period of less than one year shall be entitled to 4% of the wages earned during their period of employment.

Vacation period: The week beginning with the second Monday of July and the period between Christmas Day and New Year's Day inclusive shall be considered as the periods where holidays with pay shall be given. All time worked during such periods shall be remunerated at the rate of double time.

Every employer wishing to work during such periods shall abide by the conditions enumerated in paragraph "*a*" of article IV."

4. Article XVI is replaced by the following:

"XVI. *Duration:* The present section, as amended, remains in force until April 1, 1966".

DONAT TANGUAY,
3548-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 1056

Québec, le 25 juin 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la Loi de l'impôt sur les corporations (11 Geo. VI, chapitre 33), le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, sur la recommandation du ministre, à changer ou modifier les impôts prévus par ladite loi;

ATTENDU QUE les compagnies qui ne prennent pas dans leurs livres la totalité de l'allocation à l'égard des immobilisations permises par la loi montrent, par contre, une provision ou réserve pour impôts futurs, laquelle provision est un montant équivalant à l'impôt sur la différence entre l'allocation à l'égard des immobilisations permise et celle montrée aux états financiers;

ATTENDU QU'il n'y a pas lieu de comprendre dans le « capital versé » cette provision pour impôts futurs ou ces crédits différés qui en résultent;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

QUE la provision pour impôts futurs et les crédits différés qui en résultent soient exclus du calcul du « capital versé » relativement à la taxe basée sur le capital exigible le ou après le premier juillet 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3533-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber
Number 1056

Quebec, June 25, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

WHEREAS under section 32 of the Corporation Tax Act (11 Geo. VI, chapter 33) the Lieutenant-Governor in Council is authorized, upon the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes provided by the said act;

WHEREAS companies which do not record in their books the total capital cost allowance authorized by the act show, on the other hand, a provision or reserve for future taxes, which provision is an amount equivalent to the tax on the difference between the capital cost allowance allowed and that shown on the financial statements;

WHEREAS it is not advisable to include in the "paid-up capital" the provision for future taxes or deferred credits resulting therefrom;

WHEREFORE, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue;

THAT the provision for future taxes and the deferred credits resulting therefrom be excluded from the computation of the "paid-up capital" concerning the tax measured on the capital payable on or after the first of July 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3533-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Associations coopératives

La Coopérative de Consommation Concordia

(*Loi des Associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « La Coopérative de Consommation Concordia », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives.

Donné à Québec, le 12 juillet 1963.
Le Sous secrétaire de la province,
3518 RAYMOND DOUVILLE.

Placements Immobiliers Coopératifs, association coopérative

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Placements Immobiliers Coopératifs » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Placements Immobiliers Coopératifs, association coopérative ».

Donné à Québec, le 15 juillet 1963.
Le Sous-secrétaire de la province,
3553-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

La Coopérative de Consommation Concordia

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "La Coopérative de Consommation Concordia", to cease to be governed by the Cooperative Syndicates Act of Quebec, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act.

Given at Quebec July 12, 1963.
RAYMOND DOUVILLE,
3518 *Assistant Secretary of the Province.*

Placements Immobiliers Coopératifs, association coopérative

Notice is given that the Honourable Secretary of the Province has approved the application of the cooperative syndicate "Placements Immobiliers Coopératifs", to cease to be governed by the Cooperative Act of Quebec, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act under the name of "Placements Immobiliers Coopératifs, association coopérative".

Given at Quebec, July 15, 1963.
RAYMOND DOUVILLE,
3553 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis divers

Le Collège des médicins et chirurgiens de la province de Québec

Le docteur George C. Hori a comparu devant le comité de discipline, les 23 et 24 mai et les

Miscellaneous notices

The College of Physicians and Surgeons of the province of Quebec

On May 23 and 24 and on June 4 and 5, 1962, Doctor George C. Hori appeared before the

4 et 5 juin 1962, pour répondre à neuf chefs d'accusation. Ledit conseil a rendu les décisions suivantes:

Cause No 1: suspension de cinq ans; cause No 2: suspension de dix ans; cause No 3: suspension de cinq ans; cause No 4: suspension de dix ans; cause No 5: suspension de dix ans; cause No 6: suspension d'un an; cause No 7: suspension de cinq ans; cause No 8: suspension de dix ans; cause No 9: suspension de vingt ans.

Le comité d'appel du Collège a confirmé, le 14 mai 1963, les décisions du comité de discipline.

Le Registraire,
3487-o GÉRALD LASALLE, M.D.

Council on Discipline in connection with nine charges brought against him. The decisions of the Council were as follows:

Case No. 1: five year suspension; case No. 2: ten year suspension; case No. 3: five year suspension; case No. 4: ten year suspension; case No. 5: ten year suspension; case No. 6: one year suspension; case No. 7: five year suspension; case No. 8: ten year suspension; case No. 9: twenty year suspension.

On May 14, 1963, the Appeal Committee confirmed the decisions of the Council on Discipline.

GÉRALD LASALLE, M.D,
3487-o *Registrar.*

L'École d'opérateurs de machineries lourdes Enr'g.

Avis est par les présentes donné, que le Ministre de la Jeunesse refuse de renouveler le permis d'école professionnelle privée qui est expiré le 30 juin 1963, de «L'École d'opérateurs de machineries lourdes Enr'g. », conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des écoles professionnelles privées, statuts refondus 1941, chapitre 64 et amendements.

Le Sous-ministre de la Jeunesse,
3534-o JOSEPH-L. PAGÉ.

L'École d'opérateurs de machineries lourdes Enr'g.

Notice is hereby given that the Minister of Youth has refused to renew the permit for a private trade-school which expired on June 30, 1963, of "L'École d'opérateurs de machineries lourdes Enr'g.", pursuant to the provisions of section 6 of the private Trade-schools Act, Revised Statutes 1941, chapter 64 and amendments.

JOSEPH-L. PAGÉ,
3534 *Deputy minister of Youth.*

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 juillet 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

7 Loi de l'hôtellerie.

15 Loi électorale de Québec.

27 Loi pour contrôler l'utilisation des subventions du gouvernement.

45 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

55 Loi modifiant la Loi des cités et villes.

56 Loi modifiant le Code municipal.

57 Loi des monuments historiques.

61 Loi du financement des investissements universitaires 1963.

62 Loi pour collaborer à la célébration du centenaire de la Confédération au Canada.

64 Loi modifiant la Loi de la municipalisation de l'électricité.

67 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

68 Loi modifiant la Loi des produits agricoles.

148 Loi constituant en corporation la ville de Vaudreuil.

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE CONCIL CHAMBER

Québec, 10th of July 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Admistrator was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

7 Hotels Act.

15 Quebec Election Act.

27 An Act to control the use of government grants.

45 An Act to amend the Retail Sales Tax Act.

55 An Act to amend the Cities and Towns Act.

56 An Act to amend the Municipal Code.

57 Historic Monuments Act.

61 University Investments Financing Act 1963.

62 An Act to collaborate in the observance of the Centennial of Confederation in Canada.

64 An Act to amend the Electricity Municipalization Act.

67 An Act to amend the Quebec Companies Act.

68 An Act to amend the Agricultural Products Act.

148 An Act to incorporate the town of Vaudreuil.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province sanctionne ces bills. »

65 Loi octroyant à Sa Majesté des derniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964, et pour d'autres fins du service public.

66 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964, et pour d'autres fins du service.

À ces vills, la sanction royale a été donnée dans les terms suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province remercie ses fidèles sujets, agrée leur *benevolence* et sanctionne ces bills. »

3537-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

65 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1964, and for other purposes connected with the public service.

66 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1964, and for other purposes connected with service.

To these bills the Royal assent was signified in the following Words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Administrator thanks her loyal subjects, accepts their benevolence and assents to these bills."

3537-o

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 11 juillet 1963.

Aujourd'hui, à trois heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur l'administrateur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

46 Loi modifiant le Code de procédure civile.

47 Loi concernant l'Institution royale pour l'avancement des sciences.

63 Loi modifiant la charte d'Hydro-Québec.

69 Loi concernant les permis de taxi dans l'Ile de Montréal.

70 Loi concernant les commissions scolaires régionales.

71 Loi modifiant la Loi de la Législature et concernant la pension des membres des deux Chambres.

72 Loi modifiant la Loi des accidents du travail.

73 Loi modifiant la Loi concernant l'exposition universelle canadienne.

106 Loi concernant les chimistes professionnels.

111 Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la congrégation de Notre-Dame.

117 Loi constituant l'Hôpital Neurologique de Montréal.

119 Loi refondant la charte de Les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus.

120 Loi refondant la charte de La Compagnie des filles de la charité de saint Vincent de Paul.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 11th of July, 1963.

This day, at half past three o'clock, in the afternoon, the Honourable the Administrator proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Administrator was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

46 An Act to amend the Code of Civil Procedure.

47 An Act respecting the Royal Institution for the Advancement of Learning.

63 An Act to amend the charter of Hydro-Quebec.

69 An Act respecting licenses for taxis in the Island of Montreal.

70 An Act respecting regional school boards.

71 An Act to amend the Legislature Act and respecting the pensions of members of both Houses.

72 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.

73 An Act to amend the Act respecting the Canadian World Exhibition.

106 An Act respecting professional chemists.

111 An Act to amend the charter of Les Soeurs de la congrégation de Notre-Dame.

117 An Act to incorporate Montreal Neurological Hospital.

119 An Act to consolidate the charter of Les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus.

120 An Act to consolidate the charter of La Compagnie des filles de la charité de saint Vincent de Paul.

121 Loi constituant en corporation Les Soeurs du Sacré-Coeur de Jésus (Saint-Hubert).

136 Loi concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

137 Loi constituant en corporation Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus.

149 Loi concernant le titre de Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. à certains terrains dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal.

151 Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

152 Loi constituant en corporation Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

157 Loi des courtiers d'assurances du Québec.

162 Loi refondant la charte de Les Soeurs de Miséricorde de Montréal.

163 Loi modifiant la charte de Les Religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

164 Loi constituant en corporation la Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.

166 Loi concernant l'Hôpital Laval.

168 Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec.

175 Loi modifiant la charte de l'Hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec et constituant en corporation la Fondation Jeffery Hale.

187 Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

191 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Alexandra.

201 Loi constituant la Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur sanctionne ces bills. »

3537-o

121 An Act to incorporate The Sisters of the Sacred Heart of Jesus (Saint-Hubert).

136 An Act respecting the Protestant School Board of Greater Montreal.

137 An Act to incorporate Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus.

149 An Act respecting the title of Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. to certain lands in the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

151 An Act to incorporate l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

152 An Act to incorporate Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé.

157 Quebec Insurance Brokers Act.

162 An Act to consolidate the charter of Les Soeurs de Miséricorde de Montréal.

163 An Act to amend the charter of Les Religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

164 An Act to incorporate the Congregation of Our Lady of Good Counsel of Montreal.

166 An Act respecting l'Hôpital Laval.

168 An Act respecting The Sisters of Charity of Quebec.

175 An Act to amend the charter of Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec and to incorporate the Jeffery Hale Foundation.

187 An Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

191 An Act to amend the charter of the Alexandra Hospital.

201 An Act to incorporate The Corporation of Guidance Counsellors of Quebec.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

3537-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie C.A.C.

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie C.A.C. ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à 1441, rue St-Urbain, Montréal, dans le district électoral de Jacques-Cartier.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3521-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Chute des Passes

(*Loi des caisses d'épargnes et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse

Sawings and Credit Union

Caisse d'Économie C.A.C.

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie C.A.C.".

The head office of this savings and credit union is situated at 1441, St-Urbain Street, Montreal, in the electoral district of Jacques-Cartier.

Quebec, July 2, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

3521-o *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Chute des Passes

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the for-

d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire Chute des Passes ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Chûte des Passes, dans le district électoral de Chicoutimi.

Québec, le 8 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3538-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Notre-Dame de Stanbridge

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire Notre-Dame de Stanbridge ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Notre-Dame de Stanbridge, dans le district électoral de Missisquoi.

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3539-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de St-Placide

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de St-Placide ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à St-Placide, dans le district électoral de Deux-Montagnes.

Québec, le 21 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3540-o RAYMOND DOUVILLE.

mation of the savings and credit union "La Caisse Populaire Chute des Passes".

The head office of this savings and credit union is situated at Chûte des Passes, in the electoral district of Chicoutimi.

Quebec, July 8, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

3538 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Notre-Dame de Stanbridge

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire Notre-Dame de Stanbridge ".

The head office of this savings and credit union is situated at Notre-Dame de Stanbridge, in the electoral district of Missisquoi.

Quebec, July 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

3539 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de St-Placide

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit unions "La Caisse Populaire de St-Placide".

The head office of this savings and credit union is situated at St-Placide, in the electoral district of Two-Mountains.

Quebec, June 21, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

3540 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Geigy Chemical Corporation

Avis est donné que « Geigy Chemical Corporation » une companie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'état du Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M.W.H. Laidley, avocat, chambre 300, 455 ouest, rue Craig en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3484 27-63 — 1178/20

Company Licensed to do Business

Geigy Chemical Corporation

Notice is hereby given that "Geigy Chemical Corporation", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W.H. Laidly, advocate, of Room 300, 455 Craig Street West, in the City of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300, 455, Craig Street West, in the said City and in the judicial district of Montreal.

Given at the office ofthe Provincial Secretary, this 16th day of July 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3484-o 27-63 — 1178/20

Chartes — Abandon de

Gardale Corp.

Avis est donné que la compagnie « Gardale Corp. », constituée en corporation en vertu de

Charters — Surrender of

Gardale Corp.

Notice is hereby given that "Gardale Corp.", a corporation incorporated under the Quebec

la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal ce 10e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
LOUIS SCHREIBER.

3488

Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for permission to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal this 10th day of July, 1963.

LOUIS SCHREIBER,
Secretary.

3488-o

Peyton Corp.

Avis est donné que « Peyton Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
LOUIS SCHREIBER.

3489

Peyton Corp.

Notice is hereby given that "Peyton Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for permission to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal this 10th day of July, 1963.

LOUIS SCHREIBER,
Secretary.

3489-o

La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée

Prenez avis que « La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Ce 5 juillet 1963.

Les Procureurs de La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée,
MARCHESSAULT & ROUSSEAU.

3490-o

La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée

Take notice that "La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

This July 5, 1963.

MARCHESSAULT & ROUSSEAU,
Attorneys for La Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée.

3490

Alamo Corporation

Avis est donné que la compagnie « Alamo Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 11e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
W. G. JOULE.

3494-o

Alamo Corporation

Notice is hereby given that "Alamo Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 11th day of July, 1963.

W. G. JOULE,
Secretary.

3494-o

Peekay Realties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Peekay Realties Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juin 1963.

Le Secrétaire,
CYRIL LEWIS.

3495-o

Peekay Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Peekay Realties Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of Jun,e 1963.

CYRIL LEWIS,
Secretary.

3495-o

World Realties Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « World Realties Ltd. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Dorval, province de Québec, demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite Loi.

Signé à Montréal, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURA PHANEUF.

3509-o

World Realties Ltd.

Notice is hereby given that "World Realties Ltd.", a company duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in Dorval, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Signed at Montreal, this 10th day of July 1963.

LAURA PHANEUF,
Secretary-Treasurer.

3509-o

Iroquois Fuel Importers Limited

Avis est donné par les présentes qu'« Iroquois Fuel Importers Limited », une corporation incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce douzième jour de juillet, 1963.

Iroquois Fuel Importers Limited,
Les Procureurs,
BUCHANAN, MACGREGOR,
3519-o MCALLISTER, & EWASEW.

Iroquois Fuel Importers Limited

Notice is hereby given that "Iroquois Fuel Importers Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this twelfth day of July, 1963.

Iroquois Fuel Importers Limited,
BUCHANAN, MACGREGOR,
MCALLISTER & EWASEW,
3519-o *Solicitors.*

Keeler & Cross Ltd.

Avis est donné que « Keeler & Cross Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
3520 LENNOX T. KEELER.

Keeler & Cross Ltd.

Notice is hereby given that "Keeler & Cross Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at the city of Sherbrooke, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 10th day of July, 1963.

LENNOX T. KEELER,
3520-o *Secretary.*

Consumers' Protective Association Inc.

Avis est donné que « Consumers' Protective Association Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de ladite Loi.

Daté à Montréal, ce 9ème jour de juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
3543-o ARNOLD D'AMATO.

Consumers' Protective Association Inc.

Notice is hereby given that "Consumers' Protective Association Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th of July, 1963.

ARNOLD D'AMATO,
3543-o *Secretary-Treasurer.*

Compagnies dissoutes

Delemor Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Delemor Building Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 juin 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.
3484-o 5369-49

W. T. Greer Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie " W. T. Greer Ltd. », constituée

Companies Dissolved

Delemor Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Delemor Building Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 15, 1949.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
3484 5369-49

W. T. Greer Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "W. T. Greer Ltd.", incorporated under said Part I,

en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 19 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 18337-52

Groton Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Groton Investments Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 mai 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 11127-55

Maurice Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Maurice Fashions Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnis de Québec par lettres patentes en date du 15 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 3411-44

Paramount Agencies Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Paramount Agencies Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 novembre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 15878-52

of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 19, 1953.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
of the Province.

3484 18337-52

Groton Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter, 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Groton Investments Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 2, 1955.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary,
of the Province.

3484 11127-55

Maurice Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maurice Fashions Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters letters patent dated June 15, 1944.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
of the Province.

3484 3411-44

Paramount Agencies Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paramount Agencies Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 24, 1952.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
of the Province.

3484-o 15878-52

Philmac Sportswear (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Philmac Sportswear (1962) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes de fusion en date du 21 juin 1962.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 12728-62

Philmac Sportswear (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Philmac Sportswear (1962) Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 21, 1962.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

3484-o 12728-62

Premier Casing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Premier Casing Company », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 octobre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 6426-40

Premier Casing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Premier Casing Company", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 29, 1940.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

3484-o 6426-40

Ronar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Ronar Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 décembre 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 14018-57

Ronar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ronar Realty Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 16, 1957.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

3484 14018-57

Rouanda Rambler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Rouanda Rambler Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 décembre 1958.

Rouanda Rambler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rouanda Rambler Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 30, 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3484-o 14369-58

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3484 14369-58

Santoral Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Santoral Development Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 juin 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

3484-o 13588-59

Santoral Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Santoral Development Inc. », incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 15, 1959.

Notice is also given that from and after July 15, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 16, 1963.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

3484 13588-59

Divers
Compagnies

Delta Explosives Ltd.

Règlement No 3

concernant la modification du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Delta Explosives Ltd. » est changé de cinq (5) directeurs qu'il était auparavant à celui de sept (7) directeurs et le règlement No 1 (3) de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 4e jour de juin 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 4e jour de juin 1963 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY MATHERS.

3491-o 14630-61

Murray-McCracken Company Limited

Règlement spécial « E »

diminution du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes diminué de neuf (9) à trois (3) et l'article 1 du règlement trois est par les présentes amendé en y rayant les mot et chiffre neuf (9) et en y substituant les mot et chiffre trois (3). »

Certifié copie conforme:

Daté à la cité de Montréal, Québec, ce 13e jour de mai 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
E. H. RICHARDSON.

3496 434-30

Miscellaneous
Companies

Delta Explosives Ltd.

By-law No. 3

concerning amendment in the number of its directors

"The number of the directors of the company "Delta Explosives Ltd." is changed from five (5) directors that it was formerly to that of seven (7) directors and by-law No. 1 (3) of the company therefore amended."

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on the 4th day of June, 1963 and approved at a special general meeting of the company held on the 4th day of June, 1963 by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

JEAN-GUY MATHERS,
Secretary-Treasurer.

3491 14630-61

Murray-McCracken Company Limited

Special by-law "E"

decrease in number of directors

"The number of directors of the company is hereby decreased from nine (9) to three (3) and Article 1 of by-law three is hereby amended by deleting therefrom the word and figure nine (9) and substituting therefor the word and figure three (3)."

Certified true copy:

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 13th day of May, 1963.

(Seal) E. H. RICHARDSON,
Secretary.

3496-o 434-30

Quebec Sporting Goods, Limited
Québec Sportif, Limitée

Règlement No XV

concernant la modification du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Quebec Sporting Goods, Limited — Québec Sportif, Limitée », est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de sept (7) et les règlements Nos 11 et IV de la compagnie sont modifiés en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No XV dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 1er jour de juin 1963 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 1er jour de juin 1963 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
JEAN-LOUIS MORIN.

3510-o 41055-53

Quebec Sporting Goods, Limited
Québec Sportif, Limitée

By-law No. XV

concerning amendment in the number of directors

"The number of the directors of the company "Quebec Sporting Goods, Limited — Quebec Sportif, Limitée", is changde from three (3) that it was formerly to that of seven (7) and by-laws Nos. 11 and IV of the company are therefore amended."

Certified copy of by-law No. XV duly adopted at a meeting of the directors held on the 1st day of June, 1963 and approved at a special general meeting of the company on the 1st day of June, 1963 by the shareholders of the company holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

JEAN-LOUIS MORIN,
Secretary.

3510 41055-53

Cameo Crafts Inc.

Réglement « D »

tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires de la compagnie, le 20 juin 1963, et diminuant le nombre des directeurs de quatre à trois.

« i) Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois;

ii) Que les réglements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent. »

Copie conforme certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
MME SALLY KENDALL.

3541 2845-36

Cameo Crafts Inc.

By-law "D"

as adopted by the directors and approved by the shareholders of the company on June 20, 1963, decreasing the number of directors from four to three.

"i) The number of directors of the company be and it is hereby decreased from four to three;

ii) The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord to the foregoing."

Certified true copy.

MRS. SALLY KENDALL,
Secretary-Treasurer.

3541-o 2845-36

Sièges sociaux

Algon Équipement Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Algon Équipement Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 28 février 1963 a établi son bureau principal au numéro 231, de la Colombière Ouest, à Québec, district de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 1er jour de mars 1963.

Le Président,
ÉMILIEN MARANDA.

3485-o

Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 28 février 1963 a établi son bureau principal au numéro 949, rue St-Jean, à Québec, district de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4e jour de mars 1963.

Le Président,
RENÉ NOLIN.

3492-o

Head Offices

Algon Équipement Inc.

Notice is hereby given that the company "Algon Équipement Inc.", incorporated by letters patent dated February 28, 1963 has established its head office at number 231, de la Colombière West, at Quebec, district of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 1st day of March, 1963.

ÉMILIEN MARANDA,
President.

3485

Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.

Notice is hereby given that "Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.", incorporated by letters patent dated February 28, 1963, has established its head office at number 949, St. John St., in Quebec, district of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 4th day of March, 1963.

RENÉ NOLIN,
President.

3492

Lucien Campeau Ltée
Lucien Campeau Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lucien Campeau Ltée — Lucien Campeau Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1963 et ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 3510 est, du blvd St-Joseph.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 14e jour de juin 1963.

Le Président,
3497-o LUCIEN CAMPEAU.

Lucien Campeau Ltée
Lucien Campeau Ltd.

Notice is hereby given that "Lucien Campeau Ltée — Lucien Campeau Ltd.", company incorporated by letters patent on June 4, 1963 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 3510, St. Joseph Blvd East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of June 1963.

LUCIEN CAMPEAU,
3497-o *President.*

Chouinard & Frère Ltée
Chouinard & Bros. Ltd.

Avis est donné que: « Chouinard & Frère Ltée — Chouinard & Bros. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 17 janvier 1963 et ayant son principal siège social à Montréal, district de Montréal, Province de Québec, a établis son bureau au 2161, d'Israëli.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Président,
3498-o LAURIAN CHOUINARD.

Chouinard & Frère Ltée
Chouinard & Bros. Ltd.

Notice is hereby given that: "Chouinard & Frère Ltée — Chouinard & Bros. Ltd.", incorporated by letters patent under part I of the Quebec Companies Act, on the 17th day of January 1963, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, district of Montreal, has established its office at 2161, d'Israëli Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of January 1963.

LAURIAN CHOUINARD,
3498-o *President.*

General Hotel & Restaurant Equipment Ltd.

Avis est donné que: « General Hotel & Restaurant Equipment Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 28 mars 1963 et ayant son principal siège social à Outremont, district de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au 954, Hartland.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mars 1963.

Le Président,
3499-o GUY RASTOUL.

General Hotel & Restaurant Equipment Ltd.

Notice is hereby given that: "General Hotel & Restaurant Equipment Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 28th day of March 1963, and having its head office in the Province of Quebec, at Outremont, district of Montreal, has established its office at 954, Hartland Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of March 1963.

GUY RASTOUL,
3499-o *President.*

Levitt-Sécurité (Atlantique) Limitée

Avis est donné que la compagnie « Levitt-Sécurité (Atlantique) Limitée », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 24 avril 1963 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 4205, de l'avenue Courtrai.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce premier jour de mai 1963.

Le Président,
3500-o V. LEVITT.

Levitt-Sécurité (Atlantique) Limitée

Notice is given that the company "Levitt-Sécurité (Atlantique) Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated April 24, 1963 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 4205, Courtrai Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this first day of May, 1963.

V. LEVITT,
3500 *President.*

Northland Sportswear Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Northland Sportswear Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 6e jour de septembre 1951, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 3981, boulevard St-Laurent, a transporté son bureau à 9050, avenue du Parc.

Northland Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that "Northland Sportswear Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of September, 1951, and having its head office in the city of Montreal, at 3981, St. Lawrence Boulevard, has moved it to 9050, Park Avenue.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 13e jour de juin 1963.

Le Secrétaire,
MAX PAPERMAN.
3501

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 13th day of June, 1963.

MAX PAPERMAN,
Secretary.
3501-o

Marcel Entreprises Inc.

Règlement No 6

concernant le changement du bureau principal

« Le bureau principal de la compagnie « Marcel Entreprises Inc. » est transporté de Montréal où il était auparavant en la cité de Laval des Rapides au numéro 384, de la rue Cartier. »

Copie certifiée du règlement No 6, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le deuxième jour de juillet 1963, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le troisième jour de juillet par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions réprésentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
THÉRÈSE BOURDON.
3502-o 12931-60

Marcel Entreprises Inc.

By-law No. 6

concerning change of head office

"The head office of the company "Marcel Entreprises Inc." is transferred from Montreal where it was formerly to the city of Laval des Rapides at number 384 Cartier St.".

Certified copy of by-law No. 6, duly adopted at a meeting of the directors held on the second day of July, 1963, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the third day of July by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

THÉRÈSE BOURDON,
Secretary.
3502 12931-60

Odysse Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Odysse Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23e jour de juillet 1959, a transporté son siège social de 491, carré Victoria, en la cité de Montréal, à 760, carré Victoria, en la cité de Montréal.

Montréal, 11 juillet 1963.

Le Secrétaire,
JEAN MONET.
3503

Odysse Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Odysse Holdings Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated the 23rd day of July, 1959, has moved its head office from 491, Victoria Square in the city of Montreal to 760, Victoria Square in the city of Montreal.

Montreal, July 11, 1963.

JEAN MONET,
Secretary.
3503-o

Aurèle Racette Inc.

Avis est donné que la compagnie « Aurèle Racette Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de mai 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Gatineau a établi son bureau au numéro 360, du boulevard Maloney.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Gatineau, ce vingtième jour de juin 1963.

Le Secrétaire,
G. LAFRENIÈRE.
3504-o

Aurèle Racette Inc.

Notice is given that the company "Aurèle Racette Inc.", incorporated by letters patent dated May 15, 1963, and having its head office in the town of Gatineau, has established its office at number 360, Maloney Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Gatineau, this twentieth day of June, 1963.

G. LAFRENIÈRE,
Secretary.
3504

Stretch Fabrics of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Stretch Fabrics of Canada Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 14e jour d'août 1962, a établi son bureau à 5455, rue Iberville, en la cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 16 janvier 1963.

Le Secrétaire,
D. BIRENBAUM.
3505

Stretch Fabrics of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Stretch Fabrics of Canada Ltd.", a company incorporated by letters patent on the 14th day of August, 1962, has established its office at 5455, Iberville Street, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, January 16, 1963.

D. BIRENBAUM,
Secretary.
3505-o

Terraine Limited
Terraine Limitée

Avis est donné que la compagnie « Terraine Limited — Terraine Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes

Terraine Limited
Tarraine Limitée

Notice is hereby given that "Terraine Limited — Terraine Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 26, 1963, has moved its head office

en date du 26 mars 1963, a transporté son siège social de 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal, à 4886, avenue Victoria, en la cité de Montréal.

Montréal, P.Q., 12 juillet 1963.

Le Secrétaire,
3506 R. E. PARSONS.

L. & B. Auto Sales Ltd.

Avis est donné que la compagnie « L. & B. Auto Sales Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 18e jour de décembre 1959 et ayant son siège social en la cité de Montréal à 10195, Lajeunesse, a transporté son bureau à 9559, Lajeunesse.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 3e jour de juillet 1963.

(Sceau) *Le Président,*
3511-o ARMAND LACHAPELLE.

Avila Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Avila Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 3 octobre 1960, a transporté son siège social de 3500, rue Atwater, en la cité de Montréal à 201 est, rue St-Zotique, en la cité de Montréal.

Montréal, 12 juillet 1963.

Le Secrétaire,
3522-o G. DEL DIN.

Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, datées du 31 mars 1959, a transporté son siège social de chambre 1300, 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal, à chambre 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité.

L'Assistant-secrétaire,
3523 R. E. PARSONS.

Smelter Power Corporation

Règlement No 7

Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No 7 de « Smelter Power Corporation », que la situation du siège social de la compagnie soit changée de 244 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Smelter Power Corporation », le 26e jour de juin 1963, et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à l'assemblée annuelle et spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 26e jour de juin 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
3524 G. L. GILKER.

C.S.W. Recreational & Sports Club
Club récréatif & sportif C.S.W.

Avis est donné que « C.S.W. Recreational & Sports Club — Club récréatif & sportif C.S.W. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par let-

from 2260, 630 Dorchester Boulevard West in the city of Montreal to 4886, Victoria Avenue in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., July 12, 1963.

R. E. PARSONS,
3506-o *Secretary.*

L. & B. Auto Sales Ltd.

Notice is hereby given that "L. & B. Auto Sales Ltd.", incorporated by letters patent on the 18th day of December, 1959, and having its head office in the city of Montreal at 10195, Lajeunesse, has moved it to 9559, Lajeunesse.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of July, 1963.

(Seal) ARMAND LACHAPELLE,
3511-o *President.*

Avila Ltd.

Notice is hereby given that "Avila Ltd.", incorporated undr Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 3rd, 1960, has moved its head office from 3500, Atwater Street in the city of Montreal to 201, St-Zotique street East in the city of Montreal.

Montreal, July 12, 1963.

G. DEL DIN,
3522-o *Secretary.*

Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that "Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act bearing date March 31, 1959, has moved its head office from Suite 1300, 507 Place d'Armes in the city of Montreal to Suite 2260, 630, Dorchester Boulevard West in the said city.

R. E. PARSONS,
3523-o *Assistant-Secretary.*

Smelter Power Corporation

By-law No. 7

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 7 of "Smelter Power Corporation", that the location of the head office of the company be changed from 244, St. James Street West, Montreal, to 276, St. James Street West, Montreal.

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Smelter Power Corporation", on the 26th day of June, 1963, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at the annual and special general meeting of the shareholders of the company held on the 26th day of June, 1963.

(Seal) G. L. GILKER,
3524-o *Secretary.*

C.S.W. Recreational & Sports Club
Club récréatif & sportif C.S.W.

Notice is hereby given that "C.S.W. Recreational & Sports Club — Club récréatif & sportif C.S.W.", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated May

tres patentes en date du 17 mai 1963, a établi son siège social à 5227 est, rue Notre Dame, Montréal, Québec.

Montréal, ce 19e jour de juin 1963.

Le Président,
DONALD B. MUNRO.

3542

17 1963, has establishes its head office at 5227, Notre-Dame Street East, Montreal, Quebec.

Montreal, this 19th day of June, 1963.

DONALD B. MUNRO,
President.

3542-o

Jarry Automobile Incorporée

Réglement No 4

étant un règlement changeant l'adresse du siège social de la compagnie.

« La situation du siège social de la compagnie soit et elle est par les présentes changée de la cité de Montréal, P.Q., à la cité de Pont Viau, P.Q. »

Certifié copie conforme à Montéal, P.Q., ce 27e jour de juin 1963.

Témoin le seau corporatif.

Le Secrétaire-trésorier,
J. L. DESNOYERS.

3544 15117-60

Jarry Automobile Incorporée

By-law No. 4

being a by-law changing the head office of the company.

"The location of the head office of the company be and the same is hereby changed fron the City of Montreal, P.Q. to the City of Pon Viau, P.Q."

Certified true copy at Montreal, P.Q. this 27th day of June, 1963.

Witness the corporate seal.

J. L. DESNOYERS,
Secretary-Treasurer.

3544-o 15117-60

Louis Pagé Inc.

Avis est par les présentes donné que « Louis Pagé Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 16 avril 1963, a son principal bureau d'affaires au numéro 269, Boulevard Labelle, Rosemère, dans la province de Québec, comté de Terrebonne.

Rosemère, ce 17ième jour de juin 1963.

(Sceau) *La Secrétaire-trésorière,*
FERNANDE F. PAGÉ.

3554-o

Louis Pagé Inc.

Notice is hereby given that "Louis Pagé Inc.", a company formed under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on April 16, 1963, has its head office at number 269, Labelle Boulevard, Rosemère, in the Province of Quebec, county of Terrebonne.

Rosemère, this 17th day of June, 1963.

(Seal) FERNANDE F. PAGÉ,
Secretary-Treasurer.

3554

Ministère des Affaires municipales

Ville de Rivière des Prairies

Avis est par les présentes donné que le règlement No 2840 de la cité de Montréal décrétant l'annexion du territoire de la ville de Rivière-des-Prairies à celui de la cité de Montréal, a été approuvé par l'arrêté en conseil No 1116 du 2 juillet 1963, le tout conformément aux dispositions de l'article 52 du Bill No 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, sanctionné le 24 avril 1963. Le territoire de la ville de Rivière-des-Prairise à annexer à la cité de Montréal se compose de tous les lots du cadastre officiel de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin sud-ouest du lot 169; de là, successivement, la ligne sud-ouest, des lots 169 et 170, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière-des-Prairies; ledit axe de ladite rivière en allant vers le nord-est, passant au nord-ouest des iles cadastrées sous les numéros 176, 174, 173 et 172, continuant vers le nord-est et passant au nord de l'île cadastrée sous le numéro 177 jusqu'à une ligne originant au coin nord du lot 1-A et passant au sud-est de ladite île numéro 177; ladite ligne passant au sud-est de ladite île numéro 177 jusqu'audit coin nord du lot 1-A; la ligne est dudit lot; le côté nord du boulevard Gouin jusqu'à la ligne ouest du lot 1-A; une ligne traversant le boulevard Gouin jusqu'au coin nord du lot de subdivision 1-17; puis suivant une ligne brisée limitant vers le nord-est, l'est, le sud, le sud-ouest ou l'ouest selon les directions qu'elle prend les

Department of Municipal Affairs

Town of Rivière des Prairies

Notice is hereby given that by-law No. 2840 of the city of Montreal, enacting the annexation of the territory of the town of Rivière-des-Prairies to that of the city of Montreal, has been approved by Order in Council No. 1116, dated June 2, 1963, the whole pursuant to the provisions of section 52 of Bill No. 100 amending the charter of the city of Montreal, approved on April 24, 1963. The territory of the town of Rivière-des-Prairies to be annexed to the city of Montreal is composed of all the lots in the official cadaster of the parish of Rivière-des-Prairies and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the south-west corner of lot 169; thence, successively, the south-west line of lots 169 and 170, the latter extended as far as the center-line of Rivière-des-Prairies; the said center-line of the said river going towards the north-east and passing to the north-west of the islands registered in the cadaster under numbers 176, 174, 173 and 172, continuing towards the north-east and passing to the north on the island registered in the cadaster under number 177 as far as a line originating at the north corner of lot 1-A and passing to the south-east of said island number 177; the said line passing to the south-east of said island number 177 as far as the said north corner of lot 1-A; the east line of said lot; the north side of Gouin Blvd. as far as the west line of lot 1-A; a line crossing Gouin Blvd. as far as the north corner of lot of subdivision 1-17;

lots originaires de 1, 4 à 19, 21 à 24, 28, 29, 30, 33, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 58, 75, 76, 78, 79, 87, 88, 94, 96 à 100, 102, 104 à 108, 115, 117, 118, 119, 121, 125, 127, 128, 130, 132A, 133 à 137 140 à 144, 150, 151, 152, 159 à 164, 167, 168 et 169 jusqu'au point de départ.

Ce règlement No 2840 de la cité de Montréal entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis.

3535-o *Le Ministre des affaires municipales.*

Cité de Cowansville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1149 du 9 juillet 1963 et conformement aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 394 du conseil municipal de la ville de Cowansville, tel que modifié par une résolution en date du 14 mai 1963, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement No 394, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Dunham, comté de Missisquoi, et annexé à la cité de Cowansville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du canton de Dunham, comté de Missisquoi, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisioins présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-ouest du lot 643; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: la ligne nord des lots 643, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 475 et 474; la ligne Est des lots 474, 478 et 479, la dernière prolongée à travers un chemin public jusqu'au coin nord-est du lot 483; la ligne Est des lots 483, 484 et 487, cette ligne limitant à l'ouest un chemin public; la ligne Est des lots 488 et 489; la ligne sud des lots 489, 613 et partie de la ligne sud du lot 668 jusqu'au côté nord-est d'un chemin public; partie de la ligne sud-ouest et partie de la ligne sud du lot 668; la ligne sud des lots 669 et 670, cette ligne limitant au nord-est et au nord ledit chemin public; la ligne ouest des lots 670, 669, 668, 667, 666, 665, 663, 662 et partie de la ligne ouest du lot 659, cette ligne limitant à l'est un chemin public; partie de la ligne ouest du lot 659 et la ligne ouest des lots 658, 655, 656, 654, 653, 652, 651, 650, 644 et 643 jusqu'au point de départ; lequel territoire à être détaché de la municipalité du canton de Dunham, comté de Missisquoi, pour être annexé à la ville de Cowansville.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

3535-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Port-Alfred

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1149 du 9 juillet 1963 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 296 du conseil municipal de la ville de Port-Alfred, tel

then, following a broken line, bordering, on the north-east, east, south, south-west or west according to the directions which it takes; original lots 1, 4 to 19, 21 to 24, 28, 29, 30, 33, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 58, 75, 76, 78, 79, 87, 88, 94, 96 to 100, 102, 104 to 108, 115, 117, 118, 119, 121, 125, 127, 128, 130, 132A, 133 to 137, 140 to 144, 150, 151, 152, 159 to 164, 167, 168 and 169 as far the starting point.

This by-law No. 2840 of the city of Montreal enters into force from and after the date of the publication of the present notice.

3535 *Minister of Municipal Affairs.*

City of Cowansville

Notice is hereby given that, by order in council No. 1149 of July 9, 1963 and in accordance with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor has been pleased to approve by-law No. 394 of the municipal council of the town of Cowansville, as amended by a resolution dated May 14, 1963, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned on the said by-law No. 394, as amended, and described below, is detached from the municipality of the township of Dunham, county of Missisquoi, and annexed to the city of Cowansville.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the township of Dunham, county of Missisquoi, including, with reference to the official cadaster of the said township, lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, roads, water courses or parts thereof, enclosed in the following limits, to wit: starting from the summit of the northwest angle of lot 643; thence, successively, the following lines and demarcations: the north line of lots 643, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 475 and 474; the east line of lots 474, 478 and 479, the latter extended across a public road to the northeast corner of lot 483; the east line of lots 483, 484 and 487, this line limiting on the west of the public road; the east line of lots 488 and 489; the south line of lots 489, 613 and part of the south line of lot 668 to the northeast side of a public road; part of the southwest line and part of the south line of lot 668; the south line of lots 669 and 670, this line limiting on the northeast and on the north the said public road; the west line of lots 670, 669, 668, 667, 666, 665, 663, 662 and part of the west line of lot 659, this line limitign on the east a public road; part of the west line of lot 659 and the west line of lots 658, 655, 656, 654, 653, 652, 651, 650, 644 and 643 to the starting point; which territory to be detached from the municipality of the township of Dunham, county of Missisquoi, to be annexed to the town of Cowansville.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

3535 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Port-Alfred

Notice is hereby given that, by order in council No. 1149 of July 9, 1963, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 296 of the municipal council of the town of Port-Alfred, as amended

que modifié par une résolution en date du 2 mai 1963, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, et annexé à la ville de Port-Alfred.

Ce territoire est le suivant:

Un certain territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, canton de Bagot, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant de l'angle sud du lot 131; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: la ligne sud-ouest dudit lot 131 et son prolongement à travers la rivière à Mars jusqu'à la rive nord-ouest de ladite rivière; ladite rive nord-ouest de la susdite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 122; ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 122; partie de la ligne nord-ouest des lots 93 et 94 jusqu'à la ligne nord du lot de subdivision 94-172; partie de la ligne nord dudit lot 94-172 jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 94-56; le prolongement vers le sud de la ligne est du lot 94-56 jusqu'à la ligne sud du susdit lot 94-172; ladite ligne sud du lot 94-172 en allant vers l'est jusqu'à la ligne ouest du lot de subdivision 94-213; la dite ligne ouest dudit lot 94-213 jusqu'à la ligne séparative des lots 93 et 94; ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-ouest sur une longueur de 590′ pieds; une ligne parallèle à la ligne sud-ouest des lots de subdivision 93-123 et 93-207 traversant le lot 93; la ligne séparative des lots 92 et 93 en allant vers le nord-est jusqu'à sa rencontre avec le prolongement à travers les lots 91 et 92 de la ligne sud-ouest du lot de subdivision 90-24; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 90-24; la ligne sud-ouest des lots de subdivision 89-1, 85-2 et 84-2; la ligne séparative des lots 83 et 84 en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 320; une ligne séparant ledit lot 320 des lots 84, 85, 89, 90 et 91 et enfin la ligne sud-est des lots 127 à 131 inclusivement jusqu'au point de départ; lequel territoire à être détaché de la municipalité de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, pour être annexé à la ville de Port-Alfred.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
3535-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

by a resolution dated May 2, 1963, and to enact that, from the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, as amended, and described below is detached from the municipality of Grande-Baie, county of Chicoutimi, and annexed to the town of Port-Alfred.

This territory is the following:

A certain territory forming presently part of the municipality of Grande-Baie, county of Chicoutimi, including with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Alexis, township of Bagot, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water-courses or parts thereof enclosed in the following limits, to wit: Starting from the angle south of lot 131; thence, successively, the following lines and demarcations; the southwest line of the said lot 131 and its extension across the river at Mars up to the northwest bank of the said river; the said northwest bank of the above said river descending its course to the extension of the northeast line of lot 122; the said extension and the said northeast line of lot 122; part of the northwest line of lots 93 and 94 up to the north line of subdivision lot 94-172; part of the north line of the said lot 94-172 up to the east line of subdivision lot 94-56; the extension towards the south of the east line of lot 94-56 up to the south line of the above said lot 94-172; the said south line of lot 94-172 going towards the east as far as the west line of subdivision lot 94-213; the said west line of the said lot 94-213 up to the dividing line of lots 93 and 94; the said dividing line of lots going towards the southwest along a length of 590′ feet; a parallel line to the southwest line of subdivision lots 93-123 and 93-207 crossing lot 93; the dividing line of lots 92 and 93 going towards the northeast up to its meeting with the extension across lots 91 and 92 of the southwest line of subdivision lot 90-24; the said extension and the said southwest line of lot 90-24; the southwest line of subdivision lots 89-1, 85-2 and 84-2; the dividing line of lots 83 and 84 going towards the southwest up to the northeast line of lot 320; a line dividing the said lot 320 from lots 84, 85, 89, 90 and 91 and finally the southeast line of lots 127 to 131 inclusively to the point of departure; which territory to be detached from the municipality of Grande Baie, county of Chicoutimi, to be annexed to the town of Port-Alfred.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
3535 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Village de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 11 juillet 1963, a adopté la résolution suivante:

« Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), la corporation du village de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, ne soit plus, à compter du 1er septembre 1963, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi. »

Québec, le 15 juillet 1963.

Le Secrétaire,
3550-o ROGER DESAULNIERS.

Village of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, at its session of the 11th of July, 1963, has adopted the following resolution:

« It is resolved that, pursuant to the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), the corporation of the village of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, in the county of Temiscouata, shall not any more be considered as being in default according to Section V of the said act, as from September 1, 1963.

Quebec, July 15, 1963.

ROGER DESAULNIERS,
3550 *Secretary.*

Ministère des Finances
Assurances

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

Avis est, par les présentes, donné que « L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company », incorporée sous l'empire des dispostiions de la Loi des assurances de Québec par lettres patentes émises sous l'autorité de l'arrêté en conseil numéro 85 du 31 janvier 1957, a l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires portant son capital-actions autorisé de un million de dollars ($1,000,000) à deux millions de dollars ($2,000,000), en conformité du règlement No 12 de la compagnie, adopté le 6 mars 1963, à une assemblée de ses directeurs, et approuvé par au moins les deux tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires pésents à une assemblée générale spéciale de la compagnie, le 6 avril 1963: le capital-actions actuellement autorisé de la compagnie étant entièrement souscrit, et versé dans une proportion de vingt-cinq pour cent (25%).

Donné à Québec ce 25ième jour de juin 1963.

Signature des requérants,

Le Président,
HENRI FERRON.
Le Secrétaire,
GUILLAUME GEOFFRION.

3344-26-4-o

Avis de renouvellement de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1963 et finissant le 30 juin 1964.

Compagnies provinciales

Aluminium Fiduciaries Limited;
Bankers' Trust Company (The);
Canadian Trust Company (The);
Companie de Fiducie Nord-Amérique;
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu;
Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée;
Guardian Trust Company;
Imperial Trust Company (The);
Mercantile Trust Company;
Montreal Trust Company;
Compagnie de Fiducie Morgan (La);
Royal Trust Company (The);
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company;
Société d'Administration et de Fiducie;
Société de Fiducie du Québec;
Société Nationale de Fiducie;
Trust Général du Canada.

Compagnies extra-provinciales avec siège social dans la province

Commercial Trust Company Limited, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Prudential Trust Company Limited, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Compagnies extra-provinciales avec siège social en dehors de la province Nom et adresse de leur agent dans la province

Compagnie de Fiducie Canada Permanent Toronto General, Joseph E. Nadeau, 350 ouest, rue Notre-Dame, Montréal;

Department of Finance
Insurance

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

Notice is hereby given that "L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company", incorporated pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act under the authority of order in council number 85, dated January 31, 1957, intends to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the securing of supplementary letters patent increasing its authorized capital stock from one million dollars ($1,000,000) to two million dollars ($2,000,000) in accordance with by-law No. 12 of the company, enacted on March 6, 1963, at a meeting of its directors, and approved by the vote of at least two third (2/3) in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company, on April 6, 1963: the capital stock actually authorized of the company being fully taken up, and twenty-five per cent (25%) thereon being paid in.

Given at Quebec, this 25th day of June 1963.

Signatures of the petitioners,

HENRI FERRON,
President.
GUILLAUME GEOFFRION,
Secretary.

3344-26-4-o

Notice of Renewal of Certificate of Registration

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1963 and ending the 30th of June 1964.

Provincial companies

Aluminiun Fiduciaries Limited;
Bankers' Trust Company (The);
Canadian Trust Company (The);
North America Trust Company;
Savings and Investment Trust Company;
Montreal City and District Trustees, Limited;
Guardian Trust Company ;
Imperial Trust Company (The);
Mercantile Trust Company;
Montreal Trust Company;
Morgan Trust Company (The);
Royal Trust Company (The);
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company;
Administration and Trust Company;
Quebec Trust Company;
Société Nationale de Fiducie;
General Trust of Canada;

Extra-provincial companies with head office in the Province

Commercial Trust Company Limited, 630, Dorchester Boulevard West, Montreal.

Prudential Trust Company Limited, 427, St. James Street West, Montreal.

Extra-provincial companies with head office outside of the Province Name and address of their agent in the Province

Canada Permanent Toronto General Trust Company, Joseph E. Nadeau, 350, Notre-Dame Street West, Montréal;

Canada Trust Company (The), R.A. Treleaven, 631 ouest, boulevard Dorchester, Montréal;

Chartered Trust Company, R.G.M. Gammell, 625 ouest, boulevard Dorchester, Montréal;

Crown Trust Company, Harold F. Kerringan, 393 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Eastern Trust Company (The), I.G. Sewell, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Farmers & Merchants Trust Co., Ltd., Frederic D. Saragea, 1450 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal;

Compagnie Guaranty Trust du Canada, J.J.A. Walling, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Investors Trust Company, A.H. Hughes, 485, rue McGill, Montréal;

National Trust Company, Limited, E.H. Heeney, 225 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901, carré Victoria, Montréal;

Compagnie étrangère — Nom et adresse de son agent dans la province;

British Empire Trust Company, Limited (The), Guy Tombs, 1085, côte Beaver Hall, Montréal;

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 29 juin 1963.

Pour le Ministre des Finances
de la Province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
3493-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Canada Trust Company (The), R.A. Treleaven, 631, Dorchester Boulevard West, Montreal;

Chartered Trust Company, R.G.M. Gammell, 625, Dorchester Boulevard West, Montreal;

Crown Trust Company, Harold F. Kerringan, 393, St. James Street West, Montreal;

Eastern Trust Company (The), I.G. Sewell, 132, St. James Street West, Montreal;

Farmers & Merchants Trust Co., Ltd., Frederic D. Saragea, 1450, St. Catherine Street West, Montreal;

Guaranty Trust Company of Canada, J.J.A. Walling, 427, St. James Street West, Montreal;

Investors Trust Company, A.H. Hughes, 485, McGill Street, Montreal;

National Trust Company, Limited, E.H. Heeney, 225, St. James Street West, Montreal;

Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901, Victoria Square, Montreal;

Foreign company — Name and address of its agent in the Province;

British Empire Trust Company, Limited (The), Guy Tombs, 1085, Beaver Hall Hill, Montreal;

Given at the office of the Inspector of Trust Companies, Department of Finance, this 29th of June 1963.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
3493-o *Inspector of Trust Comanies.*

La Laurentienne,
Compagnie Mutuelle d'Assurance
The Laurentian
Mutual Assurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Laurentian Mutual Assurance Company » constituée en corporation par lettres patentes délivrées conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 299) le 3 mars 1938 et transformée en compagnie mutuelle conformément à la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 185, a changé l'adresse de son siège social du numéro 485 est, Grande-Allée au numéro 500 est, Grande-Allée, Québec.

Donné à Québec, ce 16e jour de mai 1963.

Le Secrétaire,
3514-o RENÉ LAFLAMME, LL.L.

The Laurentian
Mutual Assurance Company
La Laurentienne,
Compagnie Mutuelle d'Assurance

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "The Laurentian Mutual Assurance Company — La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance", incorporated by letters patent issued in conformity with the provisions of scetions 2 and following of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, chapter 299), on the 3rd of March 1938, and converted into a mutual company in conformity with the act 7-8 Elizabeth II, chapter 185, has changed the address of its head office from number 485, Grande-Allée East, to number 500, Grande-Allée East, Quebec.

Given at Quebec, this 16th day of May 1963.

RENÉ LAFLAMME, LL. L.,
3514-o *Secretary.*

La Mutuelle des Employés Civils,
Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie », constituée en corporation le 1er janvier 1958, par la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 166, a changé l'adresse de son siège social du numéro 29, rue Ste-Ursule, au numéro 625, rue St-Amable, Québec.

Donné à Québec, ce 3e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
3515-o J.-EDGAR MORIN.

La Mutuelle des Employés Civils,
Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie", incorporated the 1st of January 1958, by the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 166, has changed the address of its head office from number 29, Ste. Ursule Street, to number 625, St. Amable Street, Quebec.

Given at Quebec, this 3rd day of July 1963.

J.-EDGAR MORIN,
3515-o *Secretary.*

The American Road Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The American Road Insurance Company », enregis-

The American Road Insurance Company

Notice of Issue of Licence and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The American Road Insurance Company", registered under

trée sous le numéro 659, a obtenu le permis, et le certificat d'enregistrement numéro 3737, qui l'autorise, à compter du 28e jour de juin 1963, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatif au genre suivant: Automobile, à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de bleussures ou de mort accidentelle, ou à la propriété causés par la garde ou l'usage d'une automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 20000, Rotunda Drive, Dearborn, Michigan, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur W. H. Laidley, Chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal 1, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juillet 1963.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

3517-29-2-o

number 659, has obtained the license and certificate of registry number 3737, authorizing it, as from the 28th of June 1963, to undertake in the Province contracts of insurance of the following class: Automobile, excluding liability for loss or damage to persons or property caused by an automobile or the use or operation thereof.

The head office of the company is situate at 20000, Rotunda Drive, Dearborn, Michigan, United States of America.

The company has appointed Mr. W. H. Laidley, room 300, 455, Craig Street West, Montreal 1, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of July 1963.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

3517-29-2-o

Département de l'Instruction publique

Ville de Buckingham

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau, en celui de « Buckingham », dans le même comté.

Québec, le 4 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3436-28-2-o 455-63

Fabreville

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Fabreville, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la Ville de Ste-Rose, dans le même comté.

1° Partie du territoire de la commission scolaire de Fabreville, comté de Laval, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes ou futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparant le lot 307 du lot 308 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose avec la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Ste-Rose et du cadastre de la paroisse de St-Martin; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: une ligne brisée en allant vers le sud-ouest et séparant les lots 307, 306, 305, 304, 303, 302, 297, 287 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose des lots 634, 634A, 632, 631, 626, 625, 621, 620, 619, 618, 617, 616 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin; le prolongement de la ligne séparant le lot 287 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose du lot 616 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin en allant vers l'ouest à travers le chemin public jusqu'au point d'intersection de la ligne séparant le lot 282 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose du lot 615 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin avec le côté ouest dudit chemin public; une ligne brisée séparant les lots 282, 281, 271, 265, 264, 261,

Department of Education

Town of Buckingham

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Buckingham, in the county of Papineau, to that of "Buckingham", in the same county.

Quebec, July 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3436-28-2 455-63

Fabreville

Application is made to detach from the school municipality of Fabreville, in the county of Laval, the territory hereinafter described, in order to annex it, for Catholics only, to the school municipality of the town of Ste-Rose, in the same county.

1. Part of the territory of the school commission of Fabreville, county of Laval, including, with reference to the official cadaster of the parish of Ste-Rose, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the point of intersection of the line separating lot 307 from lot 308 on the Petite Côte de Ste-Rose concession, with the line separating the cadaster of the parish of Ste-Rose and the cadaster of the parish of St-Martin; thence, successively, the following lines and demarcations: a broken line going towards the southwest and separating lots, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 297, 287 in the official cadaster of the parish of Ste-Rose, from lots 634, 634A, 632, 631, 626, 625, 621, 620, 619, 618, 617, 616 in the official cadaster of the parish of St-Martin; the extension of the line separating lot 287 in the official cadaster of the parish of Ste-Rose from lot 616 in the official cadaster of the parish of St-Martin, going towards the west across the public road as far as the point of intersection of the line separating lot 282 in the official cadaster of the parish of Ste-Rose from lot 615 in the official cadaster of the parish of St-Martin, with the west side of the said public road; a broken line separating lots 282, 281, 271, 265, 264, 261,

254, 252 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose des lots 615, 614, 612, 611, 610, 609, 607, 606, 605, du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin; la ligne séparant les lots 252 et 251 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose; le prolongement de cette dernière à travers l'Autoroute jusqu'au point d'intersection avec le côté nord de l'Autoroute; une ligne brisée en allant vers le nord-ouest le long du côté nord de l'Autoroute des Laurentides à travers les lots 251, 249, 248, 247, 246, 244, 243, 241 jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant les lots 241 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose et 60 de la concession de la Côte du Nord; la ligne séparant les lots 241 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose et 60 de la concession de la Côte du Nord en allant vers le sud-ouest jusqu'au point d'intersection avec la limite ouest du lot 60 de la concession de la Côte du Nord; la limite ouest du lot 60 de la concession de la Côte du Nord en allant vers le nord jusqu'au point d'intersection avec la limite est de la route No 11; la limite est de la route No 11 en allant vers le sud jusqu'à la limite sud de l'Autoroute des Laurentides; la limite sud de l'Autoroute des Laurentides à travers le lot 236 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose et l'ancienne route No 11 jusqu'à la limite ouest du lot 242 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose; la limite ouest du lot 242 en allant vers le sud jusqu'au côté nord de l'Autoroute des Laurentides; le côté nord de l'Autoroute des Laurentides à travers l'ancienne route No 11 et les lots 236, 235 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose et la route No 11 et le lot 235 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose et le lot 67 de la concession de la Côte du Nord jusqu'à la ligne séparant les lots 67 et 68 de la concession de la Côte du Nord; une ligne brisée en allant vers le nord-ouest le long du côté nord-est de l'Autoroute des Laurentides à travers les lots 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 jusqu'au point d'intersection avec le côté est de l'Autoroute des Laurentides; le côté est de l'Autoroute des Laurentides en allant vers le nord-est à travers les lots 75 et 74 de la concession de la Côte du Nord jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Ste-Rose du cadastre du village incorporé de Ste-Rose; une ligne à travers les lots 73, 72, 70, 69, 65, 64, 63, 62 de la concession de la Côte du Nord jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Ste-Rose du cadastre du village incorporé de Ste-Rose; une ligne à travers le lot 61, la route No 11 et les lots 60, 59, 58 et 57 de la concession de la Côte du Nord jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant les lots 57 et 56 de la concession de la Côte du Nord; la ligne séparant les lots 57 et 56 de la concession de la Côte du Nord en allant vers le sud jusqu'au point d'intersection de la ligne séparant les lots 57 de la concession de la Côte du Nord du lot 247 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose; la ligne séparant 56 et 55 de la concession de la Côte du Nord des lots 247, 248, 249 de la concession de la Petite Côte de Ste-Rose; une ligne brisée séparant les lots 250, 255, 259, 258, 262, 263, 267, 268, 278, 279 des lots 249, 251, 252, 254, 260, 261, 264, 266, 269, 277, 280; le prolongement en allant vers l'est de la ligne séparant les lots 279 et 280 à travers le chemin public et le lot 288 jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant le lot 288 du lot 293; la ligne séparant les lots 288 et 293 en allant vers le nord; une ligne brisée séparant les lots 292, 298, 300, 301, 310 et 308 des lots 293, 294, 297, 302, 303, 306 et 307 jusqu'au point de départ.

254, 252 in the official cadaster of the parish of Ste-Rose from lots 615, 614, 612, 611, 610, 609, 607, 606, 605 in the official cadaster of the parish of St-Martin; the line seprating lots 252 and 251 in the official cadaster of the parish of Ste-Rose; the extension of the latter line across the autoroute as far as the point of intersection with the north side of the autoroute; a broken line going towards the northwest along the north side of the Laurentian Autoroute across lots 251, 249, 248, 247, 246, 244, 243, 241 as far as the point of intersection with the line separating lots 241 on the Petite Côté Ste-Rose concession and 60 on Côte du Nord concession; the line separating lots 241 on the Petite Côte de Ste-Rose concession and 60 on the Côte du Nord concession going towards the southwest as far as the point of intersection with the west boundary of lot 60 on the Côte du Nord concession going towards the north as far as the point of intersection with the east limit of route No. 11; the east boundary of route No. 11 going towards the south as far as the south boundary of the Laurentian Autoroute; the south boundary of the Laurentian Autoroute across lot 236 of Petite Côte de Ste-Rose concession and the old route No. 11 as far as the west limit of lot 242 of the Petite Côte de Ste-Rose concession; the west limit of lot 242 going towards the south as far as the north side of the Laurentian Autoroute; the north side of the Laurentian Autoroute across the old route No. 11 and lots 236, 235 of Petite Côte de Ste-Rose concession and route No. 11 and lot 235 of Petite Côte de Ste-Rose concession and lot 67 of Côte du Nord concession as far as the line separating lots 67 and 68 on the Côte du Nord concession; a broken line going towards the northwest along northeast side of the Laurentian Autoroute across lots 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 as far as the point of intersection with the east side of the Laurentian Autoroute; the east side of the Laurentian Autoroute going towards the northeast across lots 75 and 74 of Côte du Nord concession as far as the point of intersection with the line separating the cadaster of the parish of Ste-Rose from the cadaster of the incorporated village of Ste-Rose; a line across lots 73, 72, 70, 69, 65, 64, 63, 62 on the Côte du Nord concession as far as the point of intersection with the line separating the cadaster of the parish of Ste-Rose from the cadaster of the incorporated village of Ste-Rose; a line across lot 61, route No. 11 and lots 60, 59, 58 and 57 on the Côte du Nord concession as far as the point of intersection with the line separating lots 57 and 56 on the Côte du Nord concession; the line separating lots 57 and 56 on the Côte du Nord concession going towards the south as far as the point of intersection of the line separating lots 57 on Côte du Nord concession and 247 on Petite Côte de Ste-Rose concession; the line separating 56 and 55 on Côte du Nord concession from lots 247, 248, 249 on Petite Côte de Ste-Rose concession; a broken line separating lots 250, 255, 259, 258, 262, 263, 267, 268, 278, 279 from lots 249, 251, 252, 254, 260, 261, 264, 266, 269, 277, 280; the extension going towards the east of the line separating lots 279 and 280 across the public road and lot 288 as far as the point of intersection with the line separating lot 288 from lot 293; the line separating lots 288 and 293 going towards the north; a broken line separating lots 292, 298, 300, 301, 310 and 308 from lots 293, 294, 297, 302, 303, 306 and 307 as far as the starting point;

2° Partie du territoire de la commission scolaire de Fabreville, comté de Laval, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes ou futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières et cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la limite est de l'Autoroute des Laurentides avec la ligne de démarcation des eaux hautes ordinaires de la rivière des Mille Iles; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: la ligne de démarcation des eaux hautes ordinaires de la rivière des Mille Iles ou rive droite de ladite rivière en allant vers le nord-est jusqu'au point d'intersection avec la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Ste-Rose du cadastre du village incorporé de Ste-Rose; la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Ste-Rose du cadastre du village incorporé de Ste-Rose en allant vers le sud jusqu'au point d'intersection avec le côté nord-ouest de l'Autoroute des Laurentides; une ligne brisée limitant successivement les côtés nord-ouest, nord-est et est de l'Autoroute des Laurentides à travers les lots 74 et 75 de la concession de la Côte Nord jusqu'au point de départ.

Québec, le 4 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3437-28-2-o 1622-61

2. Part of the territory of the school commission of Fabreville, county of Laval, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Ste-Rose, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers and water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the point of intersection of the east limit of the Laurentian Autoroute with the demarcation line of the ordinary high tides of the Mille Iles River; thence, successively, the following lines and demarcations: the demarcation line of the ordinary high tides of the said River going towards the northeast as far as the point of intersection with the line separating the cadaster of the parish of Ste-Rose from the cadaster of the incorporated village of Ste-Rose; the line separating the cadaster of the parish of Ste-Rose from the cadaster of the incorporated village of Ste-Rose going towards the south as far as the point of intersection with the northwest side of the Laurentian Autoroute; a broken line bordering, successively, the northwest, northeast and east sides of the Laurentian Autoroute across lots 74 and 75 on Côte du Nord concession as far as the starting point.

Quebec, July 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3437-28-2 1622-61

St-Damien-de-Stanbridge

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, les lots 721 à 737 inclusivement du rang VIII et les lots 1069 à 1084 aussi inclusivement, tous du cadastre officiel du canton Stanbridge, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le même comté.

Québec, le 4 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3438-28-2-o 274-63

St-Damien-de-Stanbridge

Application is made to detach from the school municipality of St-Damien-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, lots 721 to 737 inclusively of range VIII and lots 1069 to 1084 also inclusively, all of the official cadastre of the township of Stanbridge, to annex them, for the Catholics only, to the school municipality of Notre-Dame-de-Stanbridge, in the same county.

Quebec, July 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3438-28-2 274-63

Paroisse de St-Germain-de-Rimouski

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Quebec, le 4 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3439-28-2-o 1932-61

Parish of St-Germain-de-Rimouski

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Germain-de-Rimouski, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

Quebec, July 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3439-28-2 1932-61

Village de Wottonville

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Wottonville, dans le comté de Wolfe, en celui de « Wotton », dans le même comté.

Québec, le 4 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3440-28-2-o 598-63

Village of Wottonville

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Wottonville, in the county of Wolfe, to that of "Wotton", in the same county.

Quebec, July 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3440-28-2 598-63

Saint-Jean-Chrysostôme No 2

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Chrysostôme

Saint-Jean-Chrysostôme No. 2

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Jean-Chrysos-

No 2, dans le comté de Châteauguay, en celui de St-Chrysostôme, dans le même comté.

Québec, le 8 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3450-28-2-o 715-63

tôme No. 2, in the county of Châteauguay, to St-Chrysostôme, in the same county.

Quebec, July 8, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3450-28-2 715-63

Ste-Thérèse « Prot. »

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire protestante de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, en celui de « Laurenvale », dans le même comté.

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3512-29-2-o 766-63

Ste-Thérèse "Prot."

Application is made to change the name of the Protestant school municipality of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne, to "Laurenvale", in the same county.

Quebec, July 9, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3512-29-2 766-63

Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, dans le comté de Mégantic, en celui de « Sacré-Coeur-de-Marie ».

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Surintendnat de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3513-29-2-o

Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford

Application is made to change the name of the school municipality of Sacré-Coeur-de-Marie, county of Megantic, into that of "Sacré-Coeur-de-Marie".

Quebec, July 9, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3513-29-2

Municipalité scolaire du village et de la paroisse de Rivière-des-Prairies

Considérant qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire de la ville de Rivière-des-Prairies à celui de la cité de Montréal par arrêté en conseil No 1116 en date du 2 juillet 1963, le tout conformément aux dispositions de l'article 52 du Bill No 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, sanctionné le 24 avril 1963;

Considérant que tout territoire annexé à la cité de Montréal tombe ipso facto pour les fins scolaires catholiques sous la juridiction de La Commission des Écoles catholiques de Montréal, en vertu des dispositions de l'article 3 du chapitre 28 de la Loi 7 George V;

Avis est par la présente donné que le territoire des municipalités scolaires du village et de la paroisse de Rivière-des-Prairies, comprenant en totalité celui de la ville de Rivière-des-Prairies, est annexé au territoire sous la juridiction de La Commission des Écoles catholiques de Montréal et que l'actif et le passif des corporations scolaires desdites municipalités scolaires sont consolidés avec l'actif et le passif de La Commission des Écoles catholiques de Montréal et ce, à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis donné par le Ministre des Affaires municipales relativement à l'annexion du territoire de la ville de Rivière-des-Prairies à celui de la cité de Montréal conformément à l'article 52 du Bill No 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, sanctionné le 24 avril 1963.

Québec, le 12 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3536-o

School municipalities of the village and of the parish of Rivière-des-Prairies

Whereas the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex the territory of the town of Rivière-des-Prairies to the city of Montreal by Order in Council No. 1116, dated July 2, 1963, the whole pursuant to the provisions of section 52 of Bill No. 100, amending the charter of the city of Montreal, sanctioned on April 24, 1963;

Whereas all territory annexed to the city of Montreal falls ipso facto, for Catholic school purposes, under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, in virtue of the provisions of section 3 of Chapter 28 of Act 7 George V;

Notice is hereby given that the territory of the school municipalities of the village and of the parish of Rivière-des-Prairies, including, in entirety, that of the town of Rivière-des-Prairies, is annexed to the territory under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission and that the assets and liabilities of the school corporations of the said school municipalities are consolidated with the assets and liabilities of the Montreal Catholic School Commission and such, from and after the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice given by the Minister of Municipal Affairs relative to the annexation of the territory of the town of Rivière-des-Prairies to that of the city of Montreal, pursuant to scetion 52 of Bill No. 100 amending the charter of the city of Montreal, sanctioned on April 24, 1963.

Quebec, July 12, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3536

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Verdun, division d'enregistrement de Montréal.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the city of Verdun, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que le lot 4764 est ajouté et les lots 4290-2, 4290-3, 4291-1, 4291-2, 4291-3-1, 4291-3, 4292-1-1, 4292-1, 4292-2-1, 4292-2, 4292-3-1, 4292-3, 4294-1, 4294-2, 4294-3, 4295-1, 4295-2, 4291, 4294 et une partie des lots 4292-4-1-1, 4292-4-1, 4292-4, 4293-11-2, 4293-11, 4293-12-2, 4293-12, 4293-12-1, 4293-13, 4293-14, 4290, 4292, 4293 et 4295 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 4764 is added and lots 4290-2, 4290-3, 4291-1, 4291-2, 4291-3-1, 4291-3, 4292-1-1, 4292-1, 4292-2-1, 4292-2, 4292-3-1, 4292-3, 4294-1, 4294-2, 4294-3, 4295-1, 4295-2, 4291, 4294 and a part o f lots 4292-4-1-1, 4292-4-1, 4292-4, 4293-11-2, 4293-11, 4293-12-2, 4293-12, 4293-12-1, 4293-13, 4293-14, 4290, 4292, 4293 and 4295 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, July 2, 1963.

FERNAND BOUTIN,
3486-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la ville de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 419-328 à 419-333, 419-366 à 419-370, 420-13 à 420-17, 420-26, 420-26-A, 420-30 à 420-35, 420-58, 420-59, la partie restante des lots 419-334, 419-346, 419-371, 419-373, 419-374, 419-393, 419-394, 420-18 à 420-25, 420-27, 420-27-A, 420-29, 420-36, 420-37, 420-44, 420-45, 420-54 à 420-56, 420-60, 420-73, 420-77, la partie restante du lot 420-57, une partie des lots 419-343, 419-365, 419-372 et le lot 419-575 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 7 juin 1963.

Le Sous-ministre,
3486-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the town of St-Léonard, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 419-328 to 419-333, 419-366 to 419-370, 420-13 to 420-17, 420-26, 420-26-A, 420-30 to 420-35, 420-58, 420-59, the remaining part of lots 419-334, 419-346, 419-371, 419-373, 419-374, 419-393, 419-394, 420-18 to 420 25, 420-27, 420-27-A, 420-29, 420-36 420-37, 420-44, 420-45, 420-54 to 420-56, 420-60, 420-73, 420-77, the remaining part of lot 420-57, a part of lots 419-343, 419-365, 419-372 and lot 419-575 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, June 7, 1963.

FERNAND BOUTIN,
3486-o *Deputy Minister.*

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité d'Ascot-Nord, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 23-D-15 et 24-C-1 rang VII sont annulés et les lots 23-D-16 et 24-C-3 rang VII sont corrigés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 5 juillet 1963.

Le Sous-ministre,
3486-o FERNAND BOUTIN.

Township of Ascot

Official cadastre of the township of Ascot, municipality of Ascot-Nord, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 23-D-15 and 24-C-1 range VII are cancelled and lots 23-D-16 and 24-C-3 range VII are corrected in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, July 5, 1963.

FERNAND BOUTIN,
3486-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Brossard, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 28-1 à 28-18, 28-24 à 28-42 et une partie des lots 28-19 à 28-23 et 28-43 à 28-46 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code Civil.

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Sous-ministre,
3486-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the town of Brossard, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 28-1 to 28-18 28-24 to 28-42 and a part of lots 28-19 to 28-23 and 28-43 to 28-46 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, July 9, 1963.

FERNAND BOUTIN,
3486-o *Deputy Minister.*

Cité de Québec, Quartier St-Roch

Cadastre officiel de la cité de Québec, quartier St-Roch, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4473, une partie de la rue Laliberté et une partie des lots 571 à 574, 574-A-2, 571-A-2, 572-1, 573-1, 574-C-1, 4473-A, 571-A-1, 571-A, 574-A, 574-B, 574-C sont annulés et les lots 4497 à 4501 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 18 juin 1963.

Le Sous-ministre,
3486-o FERNAND BOUTIN.

City of Quebec, St-Roch Ward

Official cadastre of the city of Quebec, St-Roch ward, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 4473, a part of Laliberté Street and a part of lots 571 to 574, 574-A-2, 571-A-2, 572-1, 573-1, 574-C-1, 4473-A, 571-A-1, 571-A, 574-A, 574-B, 574-C are cancelled and lots 4497 to 4501 are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, June 18, 1963.

FERNAND BOUTIN,
3486-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 348-78, 348-117, 348-140 à 348-162, 347-1-1 à 347-1-15, 347-1-17 à 347-1-21, 347-1-23 à 347-1-30 et une partie du lot 348-58 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 5 juillet 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

3486-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 348-78, 348-117, 348-140 to 348-162, 347-1-1 to 347-1-15, 347-1-17 to 347-1-21, 347-1-23 to 347-1-30 and a part of lot 348-58 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 5, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

3486-o

Paroisse de St-François de Sales

Cadastre officiel de la paroisse de St-François de Sales, municipalité de la ville de St-François, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 49-1 et 49-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 5 juillet 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

3486-o

Parish of St-François de Sales

Official cadastre of the parish of St-François de Sales, municipality of the town of St-François, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 49-1 and 49-2 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, July 5, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

3486-o

Paroisse de St-Michel de Vaudreuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, municipalité du village de Vaudreuil, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 1766-1 à 1766-13, 1766-17 à 1766-21 et une partie des lots 1766-14 à 1766-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 17 juin 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

3486-o

Parish of St-Michel de Vaudreuil

Official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, municipality of the village de Vaudreuil, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 1766-1 to 1766-13, 1766-17 to 1766-21 and a part of lots 1766-14 to 1766-16 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 17, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

3486-o

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Abord-à-Plouffe
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Lapointe, secrétaire-trésorier, 3733, 2ième Rue, Chomedey, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 5 août 1963, pour l'achat de $563,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er septembre 1963, et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 22 mai 1963 — $563,000 — telle que modifiée — construction d'une école de 15 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — $563,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1964	x $51,500
1er septembre 1965	x 54,500
1er septembre 1966	x 57,500
1er septembre 1967	x 61,000

Tenders

The school commissioners for the municipality of l'Abord-à-Plouffe
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, secretary-treasurer, 3733, 2nd Street, Chomedey, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 5, 1963, for the purchase of an issue of $563,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of l'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 22, 1963 — $563,000 — as amended — construction of a 15-class school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — $563,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1964	x $51,500
September 1, 1965	x 54,500
September 1, 1966	x 57,500
September 1, 1967	x 61,000

1er septembre 1968	x $65,000
1er septembre 1969	12,000
1er septembre 1970	12,500
1er septembre 1971	13,000
1er septembre 1972	14,000
1er septembre 1973	15,000
1er septembre 1974	16,000
1er septembre 1975	16,500
1er septembre 1976	17,500
1er septembre 1977	18,500
1er septembre 1978	20,000
1er septembre 1979	21,000
1er septembre 1980	22,500
1er septembre 1981	23,500
1er septembre 1982	25,000
1er septembre 1983	26,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $285,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $57,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chomedey, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 5 août 1963 à 8 heures du soir, 3733, 2ième Rue, Chomedey, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 16 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LAPOINTE.

3733, 2ième Rue,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Téléphone: 681-5393. 3551-o

September 1, 1968	x $65,000
September 1, 1969	12,000
September 1, 1970	12,500
September 1, 1971	13,000
September 1, 1972	14,000
September 1, 1973	15,000
September 1, 1974	16,000
September 1, 1975	16,500
September 1, 1976	17,500
September 1, 1977	18,500
September 1, 1978	20,000
September 1, 1979	21,000
September 1, 1980	22,500
September 1, 1981	23,500
September 1, 1982	25,000
September 1, 1983	26,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $285,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $57,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chomedey, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, August 5, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at 3733, 2nd Street, Chomedey, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), July 16, 1963.

L. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

3733, 2nd Street,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Telephone: 681-5393. 3551

Cité d'Alma
Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo Dion, assistant-secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue St-Joseph, Alma, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 3 heures p.m., mardi, le 6 août 1963, pour l'achat de $482,000 d'obligations de la cité d'Alma, comté de Lac St-Jean, datées du 1er septembre 1963 et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er

City of Alma
County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roméo Dion, assistant secretary-treasurer, City Hall, St-Joseph Street, Alma, county of Lake St. John, until 3:00 o'clock p.m., Tuesday, August 6, 1963, for the purchase of an issue of $482,000 of bonds for the city of Alma, county of Lake St. John, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each

septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 272 — $482,000 — consolidation des déficits accumulés.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — —$482,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1964	$14,000
1er septembre 1965	15,000
1er septembre 1966	16,000
1er septembre 1967	17,000
1er septembre 1968	18,000
1er septembre 1969	19,000
1er septembre 1970	20,000
1er septembre 1971	21,000
1er septembre 1972	22,000
1er septembre 1973	23,000
1er septembre 1974	24,000
1er septembre 1975	25,000
1er septembre 1976	26,000
1er septembre 1977	27,000
1er septembre 1978	28,000
1er septembre 1979	30,000
1er septembre 1980	32,000
1er septembre 1981	33,000
1er septembre 1982	35,000
1er septembre 1983	37,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma, comté de Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 6 août 1963 à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, rue St-Joseph, Alma, comté de Lac St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma, (Comté de Lac St-Jean), ce 17 juillet 1963.

L'Assistant-secrétaire-trésorier,
ROMÉO DION.

Hôtel de Ville, rue St-Joseph,
Alma, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: NO-2-6501. 3555-o

Cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Montplaisir, greffier, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de

year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 272 — $482,000 — consolidation of accumulated deficits.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — $482,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1964	$14,000
September 1, 1965	15,000
September 1, 1966	16,000
September 1, 1967	17,000
September 1, 1968	18,000
September 1, 1969	19,000
September 1, 1970	20,000
September 1, 1971	21,000
September 1, 1972	22,000
September 1, 1973	23,000
September 1, 1974	24,000
September 1, 1975	25,000
September 1, 1976	26,000
September 1, 1977	27,000
September 1, 1978	28,000
September 1, 1979	30,000
September 1, 1980	32,000
September 1, 1981	33,000
September 1, 1982	35,000
September 1, 1983	37,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, August 6, 1963, at 3:00 o'clock p.m., in the City Hall, St-Joseph, Street, Alma, county of Lake St. John.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma, (County of Lake St. John), July 17, 1963.

ROMÉO DION,
Assistant Secretary-Treasurer.

City Hall, St-Joseph Street,
Alma, (Lake St. John), P.Q.
Telephone: NO-2-6501. 3555

City of Drummondville
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Montplaisir, city clerk, City Hall, 415 Lindsay St., Drummondville, county of Drummond, until 8:00

Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 5 août 1963, pour l'achat de $1,417,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er septembre 1963 et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 317 — $85,500 — renouvellement d'emprunt; 500 — $46,000 — achat de terrains et divers travaux publics; 561 — $210,000 — fins industrielles; 568 — $80,000 — fins industrielles; 578 — $200,000 — construction d'un Aréna; 585 — $300,000 — fins industrielles; 592 — $42,000 — achat d'un camion-incendie; 625 — $25,000 — fins industrielles; 626 — $113,500 — aréna municipal; 628 — $315,000 — aréna municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — $1,417,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1964	$42,000
1er septembre 1965	44,000
1er septembre 1966	47,000
1er septembre 1967	53,000
1er septembre 1968	56,000
1er septembre 1969	59,000
1er septembre 1970	60,000
1er septembre 1971	67,000
1er septembre 1972	69,000
1er septembre 1973	73,000
1er septembre 1974	71,000
1er septembre 1975	74,000
1er septembre 1976	79,000
1er septembre 1977	83,000
1er septembre 1978	87,000
1er septembre 1979	83,000
1er septembre 1980	86,000
1er septembre 1981	89,000
1er septembre 1982	96,000
1er septembre 1983	99,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 août 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

o'clock p.m. Monday, August 5, 1963, for the purchase of an issue of $1,417,000 of bonds for the city of Drummondville, county of Drummondville, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 317 — $85,000 — loan renewal; 500 — $46,000 — purchase of lots and various public works; 561 — $210,000 — industrial purposes; 568 — $80,000 — industrial purposes; 578 — $200,000 — construction of an arena; 585 — $300,000 — industrial purposes; 592 — $42,000 — purchase of a fire truck; 625 — $25,000 — industrial purposes; 626 — $113,500 — municipal arena; 628 — $315,000 — municipal arena.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — $1,417,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1964	$42,000
September 1, 1965	44,000
September 1, 1966	47,000
September 1, 1967	53,000
September 1, 1968	56,000
September 1, 1969	59,000
September 1, 1970	60,000
September 1, 1971	67,000
September 1, 1972	69,000
September 1, 1973	73,000
September 1, 1974	71,000
September 1, 1975	74,000
September 1, 1976	79,000
September 1, 1977	83,000
September 1, 1978	87,000
September 1, 1979	83,000
September 1, 1980	86,000
September 1, 1981	89,000
September 1, 1982	96,000
September 1, 1983	99,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as t the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 5, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 415 Lindsay St., Drummondville, county of Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 17 juillet 1963.

Le Greffier,
GASTON MONTPLAISIR.

Hôtel de Ville,
415, rue Lindsay, C. P. 398,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Téléphone: GR-2-3333. 3556-o

Paroisse de La Présentation
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Jacques Giasson, secrétaire-trésorier, La Présentation, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 5 août 1963, pour l'achat de $81,000 d'obligations de la paroisse de La Présentation, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er septembre 1963, et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 212 — $81,000 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — $81,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1964	$1,000
1er septembre 1965	1,000
1er septembre 1966	1,000
1re septembre 1967	1,000
1er septembre 1968	1,500
1er septembre 1969	1,500
1er septembre 1970	1,500
1er septembre 1971	1,500
1er septembre 1972	1,500
1er septembre 1973	2,000
1er septembre 1974	2,000
1er septembre 1975	2,000
1er septembre 1976	2,000
1er septembre 1977	2,000
1er septembre 1978	2,500
1er septembre 1979	2,500
1er septembre 1980	2,500
1er septembre 1981	3,000
1er septembre 1982	3,000
1er septembre 1983	46,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Drummondville, (County of Drummond), July 17, 1963.

GASTON MONTPLAISIR,
City Clerk.

City Hall,
415 Lindsay St., P.O.B. 398,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Telephone: GR-2-3333. 3556

Parish of La Présentation
County of St. Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Jacques Giasson, secretary-treasurer, La Présentation, county of St. Hyacinthe, until 8:30 o'clock p.m., Monday, August 5, 1963, for the purchase of an issue of $81,000 of bonds for the parish of La Présentation, county of St. Hyacinthe, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 212 — $81,000 — works in aqueduct

For adjudication purposes only, interest shal. be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — $81,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1964	$1,000
September 1, 1965	1,000
September 1, 1966	1,000
September 1, 1967	1,000
September 1, 1968	1,500
September 1, 1969	1,500
September 1, 1970	1,500
September 1, 1971	1,500
September 1, 1972	1,500
September 1, 1973	2,000
September 1, 1974	2,000
September 1, 1975	2,000
September 1, 1976	2,000
September 1, 1977	2,000
September 1, 1978	2,500
September 1, 1979	2,500
September 1, 1980	2,500
September 1, 1981	3,000
September 1, 1982	3,000
September 1, 1983	46,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 août 1963 à 8.30 heures du soir, au sous-sol du Couvent de La Présentation, La Présentation, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Présentation, (Comté de St-Hyacinthe), ce 17 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-JACQUES GIASSON.

La Présentation, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 796-3264. 3557-o

Municipalité de Notre-Dame
Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Jeannine Thiffault, secrétaire-trésorière, 955, rue Stedman, Notre-Dame, comté de Laprairie, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 6 août 1963, pour l'achat de $60,000 d'obligations de la municipalité de Notre-Dame, comté de Laprairie, datées du 1er septembre 1963 et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 22 — 2ième et dernière tranche de $60,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — $60,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1964	$ 1,000
1er septembre 1965	1,000
1er septembre 1966	1,000
1er septembre 1967	1,000
1er septembre 1968	1,000
1er septembre 1969	1,000
1er septembre 1970	1,000
1er septembre 1971	1,000
1er septembre 1972	1,000
1er septembre 1973	1,000
1er septembre 1974	1,000
1er septembre 1975	1,000
1er septembre 1976	1,000
1er septembre 1977	1,000
1er septembre 1978	2,000
1er septembre 1979	2,000
1er septembre 1980	2,000
1er septembre 1981	2,000
1er septembre 1982	2,000
1er septembre 1983	36,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie, comté de Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, August 5, 1963, at 8:30 o'clock p.m., in the basement of La Présentation Convent, La Présentation, county of St. Hyacinthe.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Présentation, (County of St. Hyacinthe), July 17, 1963.

J.-JACQUES GIASSON,
Secretary-Treasurer.

La Présentation, (St. Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 796-3264. 3557

Municipality of Notre-Dame
County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Jeannine Thiffault, secretary-treasurer, 955 Stedman St., Notre-Dame, county of Laprairie, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 6, 1963, for the purchase of an issue of $60,000 of bonds for the municipality of Notre-Dame, county of Laprairie, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 22 — 2nd and last instalment of $60,000 — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — $60,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1964	$ 1,000
September 1, 1965	1,000
September 1, 1966	1,000
September 1, 1967	1,000
September 1, 1968	1,000
September 1, 1969	1,000
September 1, 1970	1,000
September 1, 1971	1,000
September 1, 1972	1,000
September 1, 1973	1,000
September 1, 1974	1,000
September 1, 1975	1,000
September 1, 1976	1,000
September 1, 1977	1,000
September 1, 1978	2,000
September 1, 1979	2,000
September 1, 1980	2,000
September 1, 1981	2,000
September 1, 1982	2,000
September 1, 1983	36,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Prairie, county of Laprairie.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 6 août 1963 à 8 heures du soir, en l'École St-Michel, Notre-Dame, comté de Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame, (Comté de Laprairie), ce 17 juillet 1963.

La Secrétaire-trésorière,
MME JEANNINE THIFFAULT.

955, rue Stedman,
Notre-Dame, (Laprairie), P.Q.
Téléphone: OR-6-2747. 3558-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 6, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Michel School, Notre-Dame, county of Laprairie.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame, (County of Laprairie), July 17, 1963.

MRS. JEANNINE THIFFAULT,
Secretary-Treasurer.

955 Stedman St.,
Notre-Dame, (Laprairie), P.Q.
Telephone: OR-6-2747. 3558

Syndicat professionnel

Association des Patrons-Cordonniers du Québec

(*Loi des syndicats profesisonnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Patrons-Cordonniers du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 8 juillet 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3516-o RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicate

Association des Patrons-Cordonniers du Québec

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Patrons-Cordonniers du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on July 8, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, July 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
3516 *Assistant Secretary of the Province.*

Ventes — Loi de faillite

Léon Ouellet & Fernand Nadeau

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 90-F, dans l'affaire de la faillite de: Léon Ouellet & Fernand Nadeau, boulangers, faisant affaires ensemble à Sully, comté de Témiscouata sous la raison sociale de « Boulangerie Ouellet & Nadeau Enr. » débiteurs;

Avis est par les présentes donné que MERCREDI le SEPTIÈME (7ème) jour d'AOÛT 1963 à TROIS (3) heures de l'après-midi sera vendu par encan public, à la porte de l'église de Sully, comté de Témiscouata, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain ou emplacement mesurant une largeur de cent pieds sur le chemin public, sur une profondeur de cent cinquante pieds, borné au nord-est au chemin public, au sud-est à Charles Michaud, au sud-ouest à Henri Labrecque et au nord-ouest à Sévère Théberge, lequel terrain fait partie du lot numéro trente-six-D (P. de 36-D) du cadastre officiel du canton d'Estcourt, dans le Troisième Rang, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance

Â la réserve des droits appartenant à Québec Power Company pour le passage de sa ligne de transmission électrique, suivant servitude enregistrée sous le numéro 100,565. »

Le tout sans machinerie, outillage ou accessoire.

Sales — Bankruptcy Act

Léon Ouellet & Fernand Nadeau

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court (in bankruptcy) No. 90-F, in the matter of bankruptcy of: Léon Ouellet & Fernand Nadeau, bakers, carrying on business together at Sully, county of Témiscouata, under the style of "Boulangerie Ouellet & Nadeau Enr." debtors;

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH (7th) day of AUGUST, 1963, at THREE (3) o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the church door of Sully, county of Temiscouata, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A lot of land or emplacement measuring a width of one hundred feet on the public road, by a depth of one hundred and fifty feet, bounded on the northeast by the public road, on the southeast, by Charles Michaud, on the southwest, by Henri Labrecque and on the northwest, by Sévère Théberge, which lot of land forms part of lot number thirty-six-D (pt. of 36-D) on the official cadaster of the township of Estcourt, in the Third Range, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

With the reserve of the rights belonging to the Quebec Power Company for the passing of its electric power line in accordance with servitude registered under number 100,565."

The whole without machinery, equipment or accessory.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant:

Québec, 2 juillet 1963.

Les Syndics

RENÉ LEFAIVRE, & BENOIT SYLVAIN,
111, Côte de la Montagne, 54, de la Cathédrale,
Québec. Rimouski.

3402-27-2-o

Dolorès Bélanger

Canada province de Québec district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 6955-F, dans l'affaire de la faillite de: Dame Dolorès Bélanger, épouse en séparation de biens de Robert Blouin, propriétaire de Place Dauphine, à St-Jean Ile d'Orléans comté de Montmorency, P.Q., débiteur..

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI le VINGT et UNIÈME jour d'AOÛT 1963 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, seront vendus par encan public, sur les lieux, à Place Dauphine, St-Jean Ile d'Orléans, P.Q., les immeubles ci-après décrits, savoir:

a) Un lot originaire numéro soixante-seize (76-ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean, Ile d'Orléans, sise entre de chemin public et le fleuve St-Laurent, bornée au nord-ouest au chemin public, au sud-est au fleuvre St-Laurent, au nord-est à François Pouliot ou représentants et au sud-ouest à Jean-Paul Gosselin ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) Mobilier et équipement, literie, lingerie etc.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujets aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiment: argent comptant.

Québec, 10 juillet 1963.

Le Syndic,
PAUL GINGRAS.

425 Est, Boul. Charest,
Québec, P.Q. 3507-29-2-o

Robert Blouin

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (en matière de faillite) No 6956-F. dans l'affaire de la faillite de: Robert Blouin, domicilié à 1060 Raymond Casgrain, appt 9, cité et district de Québec, débiteur.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents and church distributions which may exist as well as subject to the active and passive servitudes which may exist.

Deeds and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the Civil Code of Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of payment: cash.

Quebec, July 2, 1963.

RENÉ LEFAIVRE, & BENOIT SYLVAIN,
111 Mountain Hill, 54 de la Cathédrale,
Quebec. Rimouski.

Trustees

3402-27-2

Dolorès Bélanger

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (in bankruptcy), No. 6955-F; in the matter of bankruptcy of Dame Dolorès Bélanger, wife separate as to property of Robert Blouin, proprietor of Place Dauphine at St-Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, P.Q., debtor.

Notice of sale

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1963, at HALF past TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, on the site of Place Dauphine, St-Jean, Island of Orleans, P.Q., the immoveables hereinafter described, to wit:

a) An original lot number seventy-six (P. 76) in the official cadaster for the parish of St-Jean, Island of Orleans, situated between the public road and the St. Lawrence River, bounded on the north-west by the public road, on the south-east by the St. Lawrence River, on the north-east by the land belonging to François Pouliot, or representatives, and on the south-west by that belonging to Jean-Paul Gosselin or representatives, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

b) Furniture and equipment, bedding, lingerie, etc.

These immoveables will be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents and Church apportionments which may exist as well as to active and passive servitudes which may exist.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, July 10, 1963.

PAUL GINGRAS,
Trustee.

425, Charest Blvd. East,
Quebec, P.Q. 3507-29-2

Robert Blouin

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, (in bandruptcy) No. 6956-F, in the matter of bankruptcy of Robert Blouin, domiciled at 1060 Raymond Casgrain, Apt 9 city and district of Quebec, debtor.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT 1963 à DEUX heures TRENTE de l'après-midi, seront vendus par encan public, a Place Dauphine, St-Jean Ile d'Orléans, P.Q., les immeubles ci-après décrits, savoir:

a) Un terrain faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195-ptie) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Jean, Ile d'Orléans, mesurant (mesure anglaise) cent cinq pieds (105′) de largeur par environ deux cent vingt pieds (220′) de profondeur, sans aucune garantie quelconque quant à la profondeur, et borné comme suit: en avant vers le sud par le chemin public, en arrière vers le nord par le terrain tel que clos actuellement et appartenant maintenant à la Succession Georges Larue, d'un côté vers l'ouest par John Farnell (même lot cadastral) et de l'autre côté vers l'est à Hubert Turcotte ou représentants, avec le droit de passage à perpétuité pour les débiteurs, leurs hoirs et ayants-cause, et ce tant à pieds qu'en voiture, aux fins d'atteindre la grève et vice-versa sur l'emplacement appartenant à Omer Blouin ou représentants, situé sur le côté sud du chemin public et vis-à-vis du terrain du présent débiteur, soit la partie ci-dessus décrite dudit lot cent quatre-vingt-quinze (195-ptie) du susdit cadastre, ledit chemin à être utilisé par les débiteurs comme susdit, étant situé au bout du gros mur de ciment qui s'y trouve actuellement et faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-seize (196-ptie) du susdit cadastre pour ladite paroisse de St-Jean Ile d'Orléans, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

b) Ameublement, mobilier ustensiles etc.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujets aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, 10 juillet 1963.

Le Syndic,
PAUL GINGRAS.

425 Est Boul. Charest,
Québec, P.Q. 3508-29-2-o

Notice of sale

Notice is hereby given that: THURSDAY, AUGUST TWENTY-ONE, 1963 at TWO THIRTY o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at Place Dauphine, St-Jean, Island of Orleans, P.Q., the immoveables hereinafter described, to wit:

a) A lot of land forming part of lot number one hundred and ninety-five (195-Pt.) of the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of St-Jean, Island of Orleans, measuring (English measure) one hundred and five feet (105′) in width by about two hundred and twenty feet (220′) in depth, without any guarantee whatsoever as to depth, and bounded as follows: in front on the south, by the public road, in rear on the north by the land as presently fenced in and belonging now to thee estate of George Larue, on one side on the west, by John Farnell (same cadastral lot) and on the other side on the east by Hubert Turcotte or representatives, with the right of way in perpetuity for the debtors, their heirs and ayants-cause, and this as much afoot as by carriage, in order to reach the beach and vice-versa on the emplacement belonging to Omer Blouin or representatives, situated on the south side of the public road and vice-versa of lot of the present debtor, that is the part above described of the said lot one hundred and ninety-five (195-Pt.) of the above said cadaster, the said road to be used by the debtors as above mentioned, being situated at the end of the big cement wall which is actually there and forming part of lot number one hundred and ninety-six (196-Pt.) of the above mentioned cadaster for the said parish of St-Jean, Island of Orleans, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

b) Furnishings, household furniture, utensils, etc.

These immoveables shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and church distribution which may exist as well as subject to the active and passive servitudes which may exist.

Deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to section 716, 717 and 719-A of the Civil Code of Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of payment: cash.

Quebec, July 10, 1963.

PAUL GINGRAS,
Trustee.

425 Blvd. Charest, East,
Quebec, P.Q. 3508-29-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause 12944. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et in-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case 12944. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporated,

corporé, ayant son siège social à Québec, (demandeur) saisissant, *vs* RAYNALD POIRIER, cultivateur, domicilié à Roquemaure, Abitibi-Ouest, (défendeur) saisi.

Le lot primitif numéro seize (16) rang un (1) canton Roquemaure, comté d'Abitibi-Ouest, correspondant au lot connu et désigné au cadastre officiel de ce canton, sous le numéro seize (16) dudit rang un (1) le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Roquemaure, comté d'Abitibi-Ouest, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Amos, ce 18 juin 1963.

Le Shérif d'Abitibi,
R. COSSETTE.

3310-26-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause: V-4977. { ANDRÉ MICHAUD, la localité dite Rivière Héva, canton de Malartic district d'Abitibi, demandeur saisissant, *vs* GÉRARD CHIASSON, de la ville de Montréal, district de Montréal, P.Q., défendeur saisi.

Les droits acquis sur le lot de terre connu et désigné aux plans de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cadillac comté d'Abitibi est, sous le numéro de lot cinquante-cinq (55) rang dix (10) canton Cadillac, le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Rivière Héva, comté d'Abitibi est, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1963 à ONZE heures de l'avant-midi.

Amos, ce 18 juin 1963.

Le Shérif d'Abitibi,
R. COSSETTE.

3324-26-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 13070. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant-saisissant; *vs* LAURENT PAQUETTE, cultivateur, domicilié à Macamic, comté d'Abitibi-ouest, défendeur-intime-saisi.

« Les lots connus et désignés comme étant les lots numéros dix-sept (17), rang deux (2), dix-sept-A et dix-sept B (17-A et 17-B), dix-huit-A et dix-huit-B (18-A et 18-B), rang trois (3), au cadastre officiel du canton Royal-Rousillon, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Jean l'Évangéliste, de Macamic, comté d'Abitibi-ouest, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1963, à ONZE heure de l'avant-midi.

Amos, ce 21 juin 1963.

Le Shérif d'Abitibi,
R. COSSETTE.

3325-26-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause No 12924. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, CORPS POLITIQUE

---

having its head office in Quebec, (plaintiff) seizing creditor, *vs* RAYNALD POIRIER, farmer, domiciled at Roquemaure, Abitibi-West, (defendant) seized.

Original lot number sixteen (16), range one (1), township of Roquemaure, county of Abitibi-West, corresponding to the lot known and designated in the official cadaster of this township, under number sixteen (16) on said range one (1); the whole with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne de Roquemaure, county of Abitibi-West, on the THIRTIETH day of JULY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Amos, June 18, 1963.

R. COSSETTE,
Sheriff of Abitibi.

3310-26-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case: V-4977. { ANDRÉ MICHAUD, the locality called Rivière Héva, township of Malartic, district of Abitibi, seizing plaintiff *vs* GÉRARD CHIASSON, of the city of Montreal, district of Montreal, P.Q., seized defendant.

The rights acquired on the lot of land known and designated on the plans of reference of the official cadastre for the township of Cadillac, county of Abitibi East, under the lot number fifty-five, (55) range ten (10), township of Cadillac, the whole with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Paul de Rivière Héva, county of Abitibi East, the THIRTY-FIRST day of JULY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, June 18, 1963.

R. COSSETTE,
Sheriff of Abitibi.

3324-26-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 13070. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner-seizing; *vs* LAURENT PAQUETTE, farmer domiciled at Macamic, county of Abitibi West, defendant-respondent-seized.

"Lots known and designated as being lots numbers seventeen (17), range two (2), seventeen-A and seventeen-B (17-A and 17-B), eighteen-A and eighteen-B (18-A and 18-B), range three (3), in the official cadastre of the township of Royal-Rousillon, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Jean l'Évangéliste de Macamic, county of Abitibi West, the SIXTH day of AUGUST, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, June 21, 1963.

R. COSSETTE,
Sheriff of Abitibi.

3325-26-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. 12924. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate,

ET INCORPORÉ, ayant son siège social à Québec (demandeur - requérant - saisissant), *vs* PAUL-ÉMILE PARÉ, cultivateur de La Sarre, comté Abitibi ouest (défendeur - intimé - saisi).

« Le lot numéro trente-deux (32) rang huit (8), canton La Sarre tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton sous les numéros trente-deux-A et trente-deux-B (32A et 32B), dit rang (8), dit canton le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances; ainsi que:

« Le lot trente-sept (37) du rang huit (8) du canton La Sarre tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-André de LaSarre, comté Abitibi ouest, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
R. COSSETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, ce 21 juin 1963. 3326-26-2-o

having its head office in Quebec, (plaintiff-petitioner-seizing creditor), *vs* PAUL-ÉMILE PARÉ, farmer, of LaSarre, county of Abitibi-West (defendant-respondent-seized).

"Lot number thirty-two (32), range eight (8), township of LaSarre, as described in the official cadaster for the said township under numbers thirty-two-A and thirty-two-B (32-A and 32-B), said range eight (8), said township, the whole with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies; as well as:

"Lot thirty-seven (37) on range eight (8) in the township of LaSarre, as described in the official cadaster for the said township, with the buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-André de LaSarre, county of Abitibi-West, on the SIXTH day of AUGUST, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

R. COSSETTE,
Sheriff of Abitibi.

Sheriff's Office,
Amos, June 21, 1963. 3326-26-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 14713. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-CLÉMENT DE MELOCHEVILLE, comté de Beauharnois, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Melocheville, comté et district de Beauharnois, *vs* ANTONIO ALLARD, de Melocheville, district de Beauharnois.

À savoir: « Un emplacement connu et désigné sous le numéro 334, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, dans les limites de la municipalité de Melocheville, avec une maison dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Melocheville, comté de Beauharnois, dit district, le PREMIER jour d'AOÛT 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, Qué., 18 juin 1963. 3318-26-2-o
[Première insertion, le 29 juin 1963]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 14713. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-CLÉMENT DE MELOCHEVILLE, county of Beauharnois, body legally incorporated, having its head office in Melocheville, county and district of Beauharnois, *vs* ANTONIO ALLARD, of Melocheville, district of Beauharnois.

To wit: "An emplacement known and designated under number 334, in the official plan and book of reference of the parish of St-Clément, in the limits of the municipality of Melocheville, with a house thereon constructed."

To be sold at the parochial church door of Melocheville, county of Beauharnois, said district, on the FIRST day of AUGUST, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, Que., June 18, 1963. 3318-26-2
[First insertion, June 29, 1963]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 12323. NORMAND LAGUE, demandeur, *vs* PAUL ANDRÉ FONTAINE, défendeur.

« Un terrain désigné comme étant une partie du lot numéro trente-trois (Pt. 33) du cadastre officiel de la ville de Farnham, à être mesuré à une distance de trente-six pieds et deux pouces (36'2") de la ligne ouest dudit lot, sur la rue principale, et à une distance de trente-quatre pieds (34') à l'extrémité sud, à partir de la ligne ouest dudit lot, mesurant trente-deux pieds deux pouces (32'2") de largeur à l'extrémité sud, par deux cent vingt-huit (228') pieds de longueur,

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 12323. NORMAND LAGUE plaintiff, *vs* PAUL ANDRÉ FONTAINE, defendant.

"A lot of land designated as being a part of lot No. thirty-three (p. 33) of the official cadaster of the town of Farnham, to be measured from a distance of thirty-six feet and two inches, (36'2") from a line being, the western boundary of said lot, Main street, and from a distance of thirty-four feet (34'), at the southern end, beginning at the western boundary of said lot, measuring thirty-two feet and two inches (32'2") in width at the southern end, by two hundred and twenty-

mesure anglaise, plus ou moins, avec la maison dessus érigée, circonstances et dépendances. »

« Borné tel emplacement vers le nord, par la rue principale, vers l'ouest vers le sud et vers l'est par parties dudit lot trente-trois (pt. 33) »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église St-Romuald de Farnham, MARDI le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, PAUL ST. MARTIN.
Sweetsburg, P.Q. ce 12 juillet 1963. 3525-29-2-o

eight feet(228') in length, English measure more or less, with a dwelling house, circumstances and dependencies erected thereon. "

"Bounded such emplacement, northward by Main street, and westward, southward and eastward by parts of said lot thirty-three (pt. 33).'

To be sold en bloc at the church door of St-Romuald of Farnham, on TUESDAY the TWENTIETH day of AUGUST 1963, at TWO o'clock in the after-noon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,
Court House, *Sheriff.*
Sweetsburg, P.Q. July 12 1963. 3525-29-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 29,648. { LA CIE INDUSTRIELLE DE CHICOUTIMI LTÉE, corporation légalement constituée, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Chicoutimi, au numéro 79, de la rue Racine Ouest, à Chicoutimi, dit district, demanderesse; *vs* LAURENT SIMARD, fils de Wellie, entrepreneur, ayant demeuré à Port-Alfred, au numéro 111, de la rue Mathieu, district de Chicoutimi et maintenant de domicile inconnu, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé à Chicoutimi, formé du lot soixante-dix-trente-deux (70-32) du rang sud-ouest du chemin Sydenham du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le PREMIER jour du mois d'AOÛT 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, 21 juin 1963. 3347-26-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 29,648. { LA CIE INDUSTRIELLE DE CHICOUTIMI LTÉE, corporation legally incorporated, having head office for its business affairs in the city of Chicoutimi, at number 79 Racine St., West, at Chicoutimi, said district, plaintiff; *vs* LAURENT SIMARD, son of Wellie, contractor, having resided at Port-Alfred, at number 111, Mathieu St., district of Chicoutimi and presently of unknown address, defendant.

"A lot of land or emplacement situated at Chicoutimi, formed of lot seventy-thirty-two (70-32) on the southwest range of Sydenham Road of the township of Chicoutimi, on the official cadaster of the parish of Chicoutimi, with buildings there on erected, circumstances and dependencies."

To be sold at my office at the Court House of Chicoutimi, on the FIRST day of the month of AUGUST, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Chicoutimi, June 21, 1963. 3347-26-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonnis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 28,643. { MARIE GEORGES MARIN, faisant affaires sous la raison sociale de « Victor Radio Service Enr. », de St-Anne des Monts, district de Gaspé, demandeur, *vs* ALBERT LEBREUX, résidant à St-Joachin de Tourelle, district de Gaspé, défendeur.

« Partie du lot 9 rang un (1) Canton Tourelle, d'une superficie d'environ ¼ d'acre. Borné au sud par le bas de la Côte, à l'est par Antoine Cloutier, au nord par le Fleuve St-Laurent et à l'ouest par Wilfrid Therrien, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachin de Tourelle, Comté et district de Gaspé, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, ce 10 juin 1963. 3526-29-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonnis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, No. 28,643. { MARIE GEORGES MARIN, carrying on business under the style of « Victor Radio Service Enr. », of Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, plaintiff, *vs* ALBERT LEBREUX, residing at St-Joachin de Tourelle, district of Gaspé, defendant.

Part of lot 9 range one (1) Township of Tourelle of an area of about ¼ acre. Bounded on the south by the lower part of the Hill, on the East, by Antoine Cloutier, on the North, by the St-Lawrence River, and on the West, by Wilfrid Therrien, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Joachin de Tourelle, county of and district of Gaspé, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Percé, Juily 10, 1963. 3526-29-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 6916. { EDOUARD SERGERIE, domicilié à Cap-Chat, comté et district de Gaspé, demandeur, *vs* MARCEL PELCHAT, domicilié à Cap-Chat, comté et district de Gaspé, défendeur.

« Partie du lot 68-1-7 du rang 1 Canton Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap-Chat, comté et district de Gaspé, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 10 juillet 1963. 3527-29-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 6916. { EDOUARD SERGERIE, domiciled at Cap-Chat, county and district of Gaspé, plaintiff; *vs* MARCEL PELCHAT, domiciled at Cap-Chat, county and district of Gaspé, defendant.

Part of lot 68-1-7 of range 1 township Cap-Chat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Cap-Chat, county of and district of Gaspé, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, July 10, 1963. 3527-29-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 3368. { AMYOT READY MIX CO. LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Hull, demanderesse, *vs* ALEX LIBERTY, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, défendeur.

« Un immeuble ayant front sur le Petit Lac Poisson Blanc, connu et désigné comme étant partie du lot numéro sept (ptie 7), rang six du Canton de Hincks, comté de Gatineau, province de Québec, au cadastre officiel dudit canton, mesurant deux cent soixante-cinq pieds (265′) de largeur, ayant front sur le Petit Lac Poisson Blanc dans la ligne ouest, sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125′) et le tout borné comme suit: vers le nord par la propriété de Edward Mercier ou représentants, vers l'est et le sud par le résidu du même lot propriété du vendeur et vers l'ouest par ledit Petit Lac Poisson Blanc. La ligne nord où une clôture existe actuellement est située à environ cent pieds (100′) de la ligne de division entre les lots six et sept des mêmes rang et canton. Avec droit de passage à pieds, en voiture ou autrement dans un chemin actuellement existant à travers les lots numéros sept, huit et neuf des mêmes rang et canton pour communiquer de l'emplacement présentement vendu au chemin public en commun avec tous autres intéressés, servitude perpétuelle étant créée à cette fin en faveur de l'immeuble ci-dessus décrit, fond dominant. »

À distraire immeuble vendu à Octave Dussiaume, à savoir:

« Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot numéro sept (ptie 7), rang six du canton de Hincks, comté de Gatineau, province de Québec, au cadastre officiel dudit canton, mesurant cent trente-deux pieds et cinq dixième dans les lignes est et ouest, la ligne ouest ayant front sur le Petit Lac Poisson Blanc, par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125′) et le tout borné comme suit: vers le nord par la propriété de Edward Mercier ou représentants, vers l'est par partie du même lot, propriété de Antoine Lemens ou représentants, vers le sud par partie du même lot, propriété du vendeur et vers l'ouest par ledit Petit Lac Poisson Blanc.

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 3368. { AMYOT READY MIX CO. LTD., body politic and corporate, having its head office in the city and district of Hull, plaintiff; *vs* ALEX LIBERTY, of the city of Ottawa, Province of Ontario, defendant.

"An immoveable having frontage on Petit Lac Poisson Blanc, known and designated as being part of lot number seven (P. 7), range six in the township of Hincks, county of Gatineau, province of Quebec, in the official cadaster of said township, measuring two hundred and sixty-five feet (265′) in width, having frontage on Petit Lac Poisson Blanc on its west line, by a depth of one hundred and twenty-five feet (125′) and the whole bounded as follows: on the north by the property of Edward Mercier or representatives, on the east and on the south by the remainder of the same lot, the property of the vendor, and on the west by the said Petit Lac Poisson Blanc. The north line, where a fence presently exists, is situated at approximately one hundred feet (100′) from the division line between lots six and seven on the same range and in the same township. With right of way on foot, in vehicle or otherwise on a road presently existing across lots number seven, eight and nine on the same range and in the same township in order to communicate from the emplacement presently sold to the public road, in common with all other interested parties, a perpetual servitude having been created for this purpose in favour of the immoveable described above, dominant land."

To be withdrawn is the immoveable sold to Octave Dussiaume, to wit:

"An immoveable known and designated as being part of lot number seven (P. 7), range six in the township of Hincks, county of Gatineau, Province of Quebec, in the official cadaster of the said township, measuring one hundred and thirty-two feet and five-tenths on its east and west lines, the west line having frontage on Petit Lac Poisson Blanc, by a depth of one hundred and twenty-five feet (125′), and the whole bounded as follows: on the north by the property of Edward Mercier, or representatives, on the east by part of the same lot, property of Antoine Lemens or representatives, on the south by part of the same lot, property of the vendor

Avec droit de passage en faveur de l'immeuble présentement vendu pour véhicules ou autrement, permettant à l'acquéreur de communiquer du chemin public au terrain ci-dessus décrit avec tous autres intéressés, servitude perpétuelle étant créée à cette fin.

Pour être vendu le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT, 1963, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église Très-Saint-Nom-de-Marie, au Lac Ste-Marie.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 2 juillet, 1963.

3545-29-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 2541. { LA CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON DE HULL PARTIE EST, corporation agissant en vertu du Code municipal de la province de Québec et ayant son siège social dans le district de Hull, demanderesse, *vs* JOSEPH LEGROS, homme d'affaires, demeurant et résidant dans Hull-Est, district de Hull, défendeur.

« Un immeuble situé dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant formée d'une partie du lot trois « A » (Ptie. 3A) dans le 6e rang au livre de renvoi officiel du canton de Hull et ledit emplacement mesurant 85 pieds ayant front sur le chemin public sur toute la profondeur sud entre le chemin public susdit et la rivière Gatineau, borné comme suit:

En front par le chemin public susdit; en arrière par la rivière Gatineau; au nord-ouest par autre partie de servitude; au sud-est par autre partie du même lot, propriété de Roland Chénier, tel que décrit dans un acte de vente exécuté devant Me. Pierre Desrosiers, notaire, le 31 mai, 1957, sous le No 10,535 de ses minutes et dont copie dûment enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, sous le No 42,342.

L'emplacement consiste dans les 85 pieds sud-ouest, dont la propriété du vendeur, telle qu'acquise d'Alexandre St. Jacques, au terme d'un acte de vente exécuté devant Me Henri Desrosiers, notaire, le 19 avril, 1949, sous le No 38,800 de ses minutes et dont copie dûment enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, sous le No 22,270, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Alexandre à Limbour, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT, 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 2 juillet, 1963.

3546-29-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 2541. { THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE DISTRICT OF HULL, the EASTERN PART, corporation acting under the Municipal Code of the Province of Quebec and having its head office in the district of Hull, plaintiff, *vs* JOSEPH LEGROS, businessman, living and residing in Hull-East, district of Hull, defendant.

"An immoveable situated in the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, consisting all this property known and designated as being formed of a part of lot three "A" (Pt. 3A) in the 6th range, in the official book of reference of the township of Hull, and the said emplacement measuring 85 feet having frontage on the public road along the whole of the southern between the public road above mentioned and the Gatineau River; bounded as follows:

In front by the above mentioned road; in rear, by the Gatineau River; on the northwest by the other part of the servitude; on the southeast, by another part of the same lot, property of Roland Chénier, as described in a deed of sale executed before Me Pierre Desrosiers, notary, on May 31, 1957, under No. 10,535, in his Minutes copy of which is duly registered at the office of the registration division of Gatineau, at Maniwaki, under No. 42,342.

The emplacement consists in the 85 feet southwest, property of the vendor, as acquired from Alexandre St-Jacques, according to the terms of a deed of sale executed before Me Henri Desrosiers, notary, on April 19, 1949, under No. 38,800 of his Minutes and copy of which is duly registered at the office of the registration division of Gatineau, at Maniwaki, under No. 22,270, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St. Alexandre at Limbour, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
July 2, 1963.

3546-29-2

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 16661. { GÉRARD GAGNÉ, demandeur, *vs* JEAN-YVES BARON & DONAT BARON.

1° Un morceau de terre située dans le troisième rang du canton d'Halifax, en la paroisse de St-Jean-Baptiste Vianney, contenant douze acres

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 16661. { GÉRARD GAGNÉ, plaintiff *vs* JEAN-YVES BARON & DONAT BARON.

1. A piece of land situated in the third range of the township of Halifax, in the parish of St-Jean-Baptiste Vianney, containing twelve acres

en superficie, plus ou moins, connu et désigné au cadastre du canton d'Halifax, pour la paroisse St-Ferdinand, comme étant le lot numéro cent onze (111).

2° Une terre située au deuxième rang du canton d'Halifax connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand d'Halifax sous le numéro soixante-dix (70) avec maison, grange, écurie, mais avec réserve pour Albert Lemieux de sa maison et ses dépendances et de la partie de terrain réservée par lui et bornée comme suit: en front, au nord-est, au chemin de front, en arrière, au sud-ouest, à une ligne à vingt pieds des bâtisses réservées, au nord, ouest, à la clôture actuelle non loin de la maison et des bâtisses et de l'autre côté, à dix pieds au sud-est du chemin ou entrée d'Albert Lemieux sur une profondeur à angle droit avec le chemin de front jusqu'à en gagnant vers le sud-ouest à la ligne de vingt-pieds en arrière des bâtisses.

3° Une terre située dans le deuxième rang du canton d'Halifax en la paroisse St-Jean-Baptiste Vianney, contenant soixante-quatre acres en superficie connue et désignée comme étant le lot soixante-neuf (69) au cadastre de St-Fernand, mais avec réserve en faveur de J. Albert Lemieux du droit de coupe de bois mou (sapin et épinette, pour un an, à compter du vingt-quatre septembre 1956 et réserve d'un droit de passage, à pieds et en voiture pour sortir le bois coupé pendant tout ce temps.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Jean-Vianney, district de Mégantic, MARDI, le VINGT-SEPT AOÛT, 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

Bureau du Shérif,
13 juillet 1963.

3547-29-2-o

in area, more or less, known and designated on the cadaster of the township of Halifax, for the parish of St-Ferdinand, as being lot number one hundred and eleven (111).

2. A farm situated in the second range of the township of Halifax, known and designated on the official cadaster of the parish of St-Ferdinand d'Halifax, under the number seventy (70) with house, barn, stable, but with reserve for Albert Lemieux of his house and his dependencies and of the part of the lot reserved by him and bounded as follows: in front, on the northeast, by the front Road, in rear, on the southwest, by a line of twenty feet of the buildings reserved, on the north, west, by the present fence not far from the house and buildings and on the other side, ten feet southeast of the road or Albert Lemieux entrance along a depth at a straight angle with the front road going as far as the southwest at the twenty-foot line in read of buildings.

3. A farm situated in the second range of the township of Halifax in the parish St-Jean-Baptiste Vianney, containing sixty-four acres in area known and designated as being lot sixty-nine (69) on the cadaster of St-Ferdinand, but with reserve in favour of J. Albert Lemieux for the right of the wood-cut of soft wood (fir and spruce), for one year, as from September twenty-fourth, 1956 and the reserve of a right-of-way, a foot and by carriage to take out the wood cut during the whole of this period.

To be sold at the church door of the parish of St-Jean-Vianney, district of Megantic, TUESDAY, AUGUST TWENTY-SEVENTH, 1963 at TEN o'clock in the forenoon.

DENIS GUENETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
July 13, 1963.

3547-29-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 2754. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* M. WELLY RHEAULT, cultivateur domicilié à St-Grégoire, comté et district de Nicolet, défendeur, et M. LAURENT LANGEVIN, ès-qualité de syndic à la faillite dudit Welly Rheault, mis-en-cause.

« Une terre en la paroisse de St-Grégoire, dans le rang du Haut du Village, étant le lot numéro deux cent dix-neuf (219) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Grégoire, avec maison et dépendances dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Grégoire, le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTONIO BLONDIN.

Bureau du Shérif,
Nicolet, 12 juillet 1963.

3528-29-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2754. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* Mr. WELLY RHEAULT, farmer, domiciled at St-Grégoire, county and district of Nicolet, defendant, and Mr. LAURENT LANGEVIN, es-qualité of trustee in the bankruptcy of the said Welly Rheault, mis-en-cause.

"A farm in the parish of St-Grégoire, in the range of "Haut du Village", being lot number two hundred and nineteen (219) of the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of St-Grégoire, with house and dependencies, thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Grégoire, on the TWENTIETH day of AUGUST 1963 at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, July 12, 1963.

3528-29-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 604795. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, une corpo-

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 604795. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation

ration légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* JEAN THIBODEAU, courtier en valeurs, de la municipalité de Beloeil, districts de Montréal et de Richelieu, défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de Beloeil sur l'avenue du Vallon, mesurant soixante pieds (60.0′) de largeur en front dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingts pieds (80.0′) en arrière dans sa ligne sud-est, par cent cinq pieds (105.0′) de profondeur dans la ligne nord-est et cent quatre pieds et cinq dixièmes de pieds (104.5′) dans sa ligne sud-ouest, contenant en superficie sept mille deux cent quarante-six pieds carrés (7,246.0′) le tout mesures anglaises et précises, et connu comme étant la subdivision, No 72 du lot originaire (128-72) du cadastre officiel de la paroisse de St.-Mathieu de Beloeil avec maison dessus construite. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Mathieu de Beloeil, comté de Verchères, district de Richelieu, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1963, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 8 juillet, 1963.

3529-29-2-o

legally constituted, having its principal place of business in the city of Ottawa, province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN THIBODEAU, stock broker, of the municipality of Beloeil, districts of Montreal and Richelieu, defendant.

"An emplacement situated in the parish of Beloeil on du Vallon Avenue, measuring sixty feet (60.0′) in width fronting its north-west line, eighty feet (80.0′) in the rear in its south-east line, by one hundred and five feet (105.0′) in depth in the north-east line and one hundred and four feet and five tenths (104.5′) in its south-west line, containing in area seven thousand two hundred and forty-six square feet (7,246.0′) in whole English measures and precise, and known as being subdivision No. 72 of original lot (128-72) of the official cadastre of the parish of St.-Mathieu de Beloeil with house thereon constructed."

To be sold at the Church door of St. Mathieu de Beloeil, county of Verchères, district of Richelieu, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1963, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, July 8, 1963.

3529-29-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 586-886. { SUPERIOR HOUSING & INVESTMENT CORPORATION et ELMOR INVESTMENT, demandeur; *vs* J. YVON PARADIS, défendeur; et MARC ANGERS et CAMILLE GEORGET, syndics.

« Le lot sept cent seize (716), rang deux (2) sur le cadastre officiel et le livre de renvoi du villafe des Sept-Iles, canton Letellier; avec bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 468, rue Franquelin, Sept-Iles; tel que le tout existe sous réserve aucune de la part du défendeur. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Sept-Iles, comté de Duplessis, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 12 juillet 1963.

3531-29-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 586-886. { SUPERIOR HOUSING & INVESTMENT CORPORATION and ELMOR INVESTMENT, plaintiff; *vs* J. YVON PARADI, defendant, and MARC ANGERS and CAMILLE GEORGET, trustees.

"Lot seven hundred and sixteen (716), range two (2) in the official cadaster and book of reference for the village of Sept-Iles, township of Letellier, with buildings thereon erected, bearing civic number 468, Franquelin St., Sept-Iles, the whole as it exists under no reserve on the part of the defendant."

To be sold at the parochial church door of St-Joseph de Sept-Iles, county of Duplessis, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, July 12, 1963.

3531-29-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska
District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, No 17079. { J. R. PLOURDE LTÉE, corporation légalement constituée, ayant place d'affaires à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur; *vs* PHILIPPE McCULLOGH, résidant à Wotton, comté de Wolfe, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

« Un certain terrain faisant partie du lot numéro vingt-neuf-A-deux (P. 29A-2), du rang quatre du canton de Wotton, ayant soixante pieds de largeur en front par cent vingt pieds

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska
District of St-Francis, Sherbrooke

Superior Court, No. 17079. { J. R. PLOURDE LTÉE, corporation legally constituted having place of business at Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff; *vs* PHILIPPE McCULLOGH, residing at Wotton, county of Wolfe, district of St-Francis, defandant.

As belonging to the said defendant:

"A certain piece of ground being part of lot number twenty-nine-A-two (P. 29A-2) of range four of the township of Wotton, having sixty feet in width in front by one hundred and twenty

(120) de profondeur, compris dans les bornes suivantes: en front une rue, du côté nord-est le terrain de Raymond Turcotte, en arrière le terrain de la commission scolaire, du côté sud-ouest le terrain de Maurice Champoux. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Hippolyte, Wotton, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, district de St-François,
ce 20 juin 1963. 3311-26-2-o
Première insertion, le 29 juin 1963

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, No 22,208. EUGÈNE BÉLANGER, garagiste, domicilié en la cité de Magog, district de Saint-François, faisant affaire sous les nom et raison sociale de « Bélanger Garage », au même endroit, demandeur, *vs* NOËL DUPUIS, résidant à Notre-Dame des Bois, district de Saint-François, défendeur.

« Le lot vingt-cinq (25) rang six (6) pour le canton de Chesham, avec bâtisses ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame Des Bois (Chesham), le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, le 12 juillet 1963. 3530-29-2-o
[Première insertion, le 20 juillet 1963.]

---

feet (120) in depth, comprised within the following bounds: in front a street, on the north-east side the property of Raymond Turcotte, in rear the property of the school commission, on the south-west side the property of Maurice Champoux. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of St-Hippolyte, Wotton, on the THIRTIETH day of JULY, 1963, at TEN oc'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, district of St-Francis,
this June 20, 1963. 3311-26-2-o
[First insertion, June the 29, 1963]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis, Sherbrooke

Superior Court, No. 22,208. EUGÈNE BÉLANGER, garageman, domiciled in the city of Magog, district of St-Francis, doing business under the firm name and style of "Bélanger Garage", at the same place, plaintiff, *vs* NOËL DUPUIS, residing at Notre-Dame Des Bois, district of St-Francis, defendant.

"Lot twenty-five (25), range six (6) for the township of Chesham, with buildings."

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame Des Bois, (Chesham), the TWENTIETH day of AUGUST 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, July the 12, 1963. 3530-29-2-o
[First insertion, the 20 of July 1963.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 35671. NORMANDIE ENTERPRISES INC., corps politique légalement constitué, ayant son siège social en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* LES IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC., corps politique légalement constitué ayant son siège social en les cité et district de Montréal et une place d'affaires à Piedmont, district de Terrebonne, défenderesse.

Avis de vente

En la possession de la défenderesse, l'immeuble ci-après désigné;

Une terre située sur le rang de la Côte Double autrefois Côte Dalhousie, en la municipalité de la paroisse de St Jérôme, comté de Terrebonne, connue et désignée sous le numéro quatre cent soixante-neuf (No 469) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérôme, contenant d'après le cadastre un arpent trois perches et neuf pieds de front sur vingt et un arpents et deux perches de profondeur, formant en superficie vingt-huit arpents et soixante-deux perches, sans bâtisse.

Sujet ledit immeuble à un droit de coupe de bois en faveur de Jacques Nadon, réservé aux termes d'un acte enregistré sous le No 236,680.

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de la Salette, Rivière à Gagnon, paroisse

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 35671. NORMANDIE ENTERPRISES INC., body politic legally incorporated, having its head office in the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* LES IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC., body politic legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, and a place of business in Piedmont, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

In the possession of the defendant, the immoveable hereinafter designated:

A farm situated on Côte Double Range, formerly Côte Dalhousie, in the municipality of the parish of St-Jérôme, county of Terrebonne, known and designated under number four hundred and sixty-nine (No. 469) in the official plan and book of reference for the parish of St-Jérôme, measuring, according to the cadaster, one arpent three rods and nine feet in front by twenty-one arpents and two rods in depth, having an area of twenty-eight arpents and sixty-two rods, without buildings.

The said immoveable is subject to the right to cut timber in favour of Jacques Nadon, reserved in the terms of a deed registered under No. 236,680.

To be sold at the church door of Notre-Dame-de-la-Salette, Rivière à Gagnon, parish of St-

St-Jérôme, MERCREDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
11 juillet 1963.

3532-29-2-o

Jérôme, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
July 11, 1963.

3532-29-2

Ventes pour taxes

Cité de Pont-Viau

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Bernard Langevin, secrétaire-trésorier de la cité de Pont-Viau, que la propriété ci-dessous désignées sera vendue à l'enchère à, l'Hôtel de Ville de Pont-Viau, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour (21) d'AOÛT mil neuf cent soixante-trois (1963) à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Pont-Viau

Public notice is hereby given by the undersigned, Bernard Langevin, secretary-treasurer of the city of Pont-Viau, that the property hereinafter described will be sold by auction at the City Hall, of the city of Pont-Viau, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day (21) of AUGUST, nineteen hundred and sixty-three (1963) at TEN (10:00) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal taxes, plus interests and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Cadastre — Cadastral	Subdivision
Mme-Mrs Amanda Lahaie, épouse séparée de corps et de biens de-wife separate as to bed and board of M.-Mr. Hans Walter	11	11.

Une partie du lot No onze (11), subdivision du lot originaire No onze (11), du cadastre de la paroisse de St-Vincent de Paul, division d'enregistrement du comté de Laval, en la cité de Pont-Viau, avec bâtisses dessus érigées, de forme rectangulaire, bornée en front vers le nord-ouest par le Boulevard Lévesque, vers le nord-est par une autre partie du lot No 11-11, vers le sud-est par une autre partie du lot No 11-11, vers le sud-ouest, par une partie du lot No 5-7 et par le lot No 5-1, mesurant quarante (40) pieds de largeur, en front sur le Boulevard Lévesque, quarante pieds et cinq dixième de pied (40.5′) de largeur, à l'arrière vers le sud-est, par une profondeur de cent dix pieds et cinq dixième de pied (110.5′) au nord-est et cent dix (110.00′) pieds au sud-ouest, contenant une superficie de quatre mille quatre cent dix pieds carrés, mesure anglaise (4,410 p.c. m.a.).

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés audit immeuble.

Part of lot No. eleven (11), subdivision of original lot No. eleven (11) of the cadastre of the parish of St. Vincent de Paul, registration division of Laval County, in the city of Pont-Viau, with buildings thereon erected of rectangular form, bounded in front towards the northwest by Levesque Boulevard, towards the northeast by another lot No. 11-11, towards the southeast by another part of lot No. 11-11, towards the southwest by a part of lot No. 5-7 and by the lot No. 5-1, measuring forty feet (40) in width in front of Levesque Boulevard, forty feet and five tenths of a foot (40.5) in width in the back on the southeast by one hundred and ten feet and five tenshs of a foot (110.5′) in depth on the northeast and one hundred and ten feet (110.00′) in depth on the southwest and containing an area of four thousand four hundred and ten square feet, English measure (4,410 s.f. e.m.).

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said property.

Donné en la cité de Pont-Viau, ce quatrième (4) jour de juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD LANGEVIN.

3432-28-2-o 669-1761

Given at the city of Pont-Viau, this fourth (4) day of July, 1963.

BERNARD LANGEVIN,
Secretary-Treasurer.

3432-28-2-o 669-1761

Cité des Trois-Rivières

Avis public est par le présent donné que le TREIZIÈME jour du mois d'AOÛT mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel-de-Ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes consolidées et les versements sur trottoirs permanents non exigibles, savoir:

1° « Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, connu et désigne comme étant le lot numéro deux cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro vingt-cinq (25-215)

City of Trois-Rivières

Public notice is here by given that on the THIRTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-tree, at TEN o'clock in the forenoon, in the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and tenements hereinafter designated will be sold as being encum bered by taxes which have not been payed in the six months after the notice of the deposit of the roll, as required by law; certain of these immoveables will be sold subject to charge for the adjudicator to pay the consolidated taxes and payments not due on permanent sidewalks, to wit:

1. "An emplacement situated in the City of Trois-Rivières, known and designated as being lot number two hundred and fifteen of the official subdivision of lot number twenty-five (25-215) in

du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances, comme appartenant à André Parent; »

2° Un emplacement de forme irrégulière du lot No 1576 du cadastre de la Cite de Trois-Rivières. Borné vers le nord par une autre partie du 1576, vers l'est par le No 1572, vers le sud par une autre partie du 1576 et vers l'ouest par 2225, propriété du C.P.R.; mesurant approximativement 41.2′ dans la ligne nord; 114′ dans la ligne est; 9′ dans la ligne sud et 129′ dans la ligne ouest formant une superficie de 2,675 piesd carrés, mesure anglaise, tel qu'indiqué entouré en couleur bleue sur le plant No 25-1 des dossiers du bureau de l'Ingénieur de la Cité et avec bâtisses dessus construites, comme appartenant aux héritiers de Dame J. Baptiste Garceau. »

Assistant-Greffier de la Cité.
ROBERT CORBEIL.

Hôtel-de-Ville,
Trois-Rivières,
le 16 juillet 1963. 3559-29-2

the official cadaster of the City of Trois-Rivières, with a two-dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to André Parent;"

"An emplacement irregular in shape of lot No. 1576 in the cadaster of the City of Trois-Rivières, bounded on the north by another part of 1576, on the east by No. 1572, on the south by another part of 1576 and on the west by 2225, property of the C.P.R.; measuring, approximately, 41.2′ on its north line, 114′ on its east line, 9′ on its south line and 129′ on its west line, having an area of 2,675 square feet, English measure, as indicated bound in blue on the plan No. 25-1 in the files in the office of the City Engineer and with the buildings thereon constructed, as belonging to the heirs of Dame J. Bapiste Garceau."

ROBERT CORBEIL,
Assistant City-Clerk.

City Hall,
Trois-Rivières,
Juily 16, 1963. 3559-29-2

INDEX No 29

ACTION — ***ACTION***
en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Ciubotaru *vs* Rappaport 3372

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1056 – Loi de l'impôt sur les corporations (*Capital versé*) 3393
1056 – Corporation Tax Act (*Paid-up capital*) 3393
1156-A — Construction, Montréal 3372
1156-B – Construction, Sorel 3373
1156-C – Construction, Montréal 3377
1156-D – Matériaux de construction, Province 3390
1156-D — Building materials, Province 3390
1157-A – Construction, Québec 3382
1157-B – Boîte de carton, Montréal 3374
1157-B – Paper box, Montreal 3374
1163 – Ouverture au piquetage de certains terrains dans le canton Falardeau *et al* 3376
1163 – Opening to the staking of certain lots in the township of Falardeau *et al* 3376

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Coopérative de Consommation Concordia (La) (*Appr.*) 3393
Placements Immobiliers Coopératifs, association coopérative (*Appr.*) 3393

AVIS — ***NOTICES***

Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (Le) (*Susp.*) 3393
College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec (The) (*Susp.*) 3393
École d'opérateurs de machineries lourdes Enr'g (L') (*Perm. ref.*) 3394

BILLS — ***BILLS***

Sanctioned 3394
Sanctionnés 3394

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit union***

Caisse d'Économie C.A.C. (*Form.*) 3396
Caisse Populaire Chute des Passes (La) (*Form.*) 3396
Caisse Populaire Notre-Dame de Stanbridge (La) – (*Form.*) 3397
Caisse Populaire de St-Placide (La) – (*Form.*) 3397

COMPAGNIES — ***COMPANIES***
Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***
Autorisée à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Geigy Chemical Corporation 3997

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Alamo Corporation 3398
Compagnie de Construction des Mille Iles Limitée (La) 3398
Consumers' Protective Association Inc. 3399
Gardale Corp 3397
Iroquois Fuel Importers Limited 3399
Keeler & Cross Ltd. 3399
Peekay Realties Ltd. 3398
Peyton Corp. 3398
World Realties Ltd. 3398

Dissoutes — ***Dissolved***

Delemor Buildings Limited 3399
Greer (W.T.) Ltd. 3399
Groton Investments Limited 3400
Maurice Fashions Inc. 3400
Paramount Agencies Corp. 3400
Philmac Sportswear (1962) Ltd. 3401
Premier Casing Company 3401

Dissoutes (*suite*) — ***Dissolved*** (*continued*)

Ronar Realty Corp. ... 3401
Rouanda Rambler Inc. ... 3401
Santoral Development Inc. ... 3402

Divers — ***Miscellaneous***

Cameo Crafts Inc. (*Dir.*) ... 3403
Delta Explosives Ltd. (*Dir.*) ... 3402
Murray-McCracken Company Limited (*Dir.*) ... 3402
Pagé (Louis) Inc. ... 3407
Québec Sportif, Limitée (*Dir.*) ... 3403
Quebec Sporting Goods, Limited (*Dir.*) 3403

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Ahuntsic Florist Inc. ... 3339
Association de Loisirs Bleury (1963) Inc. (L') ... 3334
Bertrand (Pierre) Ltd. ... 3335
Bertrand (Pierre) Ltée ... 3335
Béton Minville Inc. ... 3335
Binette (Théo) Inc. ... 3335
Cascade Charcoal Company ... 3336
Château du Parc Compagnie Limitée ... 3336
Cimetière Baptiste de St-Georges ... 3336
Compagnie P.N.R. Ltée (La) ... 3337
Delisle Ltd ... 3337
Delisle Ltée ... 3337
Distributions Alimentaires L'Équipe Ltée (Les) ... 3338
Émond Inc. ... 3338
Entreprises Guy Inc. ... 3339
Équipe Food Distributors Ltd. (L') ... 3338
Exclusive Pleating Co., Ltd. ... 3339
Fleuriste Ahuntsic Inc. ... 3339
Fontainebleau Institute Inc. ... 3342
Footgolf Playground Inc. ... 3340
Gagné (A.) Construction Ltée ... 3340
Gigi Furniture Ltd. ... 3348
Giguère (P.E.) Inc. ... 3340
Globex Inc. ... 3341
Hétu Inc. ... 3341
Immeubles Laurier Inc. (Les) ... 3341
Impex (Québec) Inc. ... 3342
Institut Fontainebleau Inc. ... 3342
Island Holdings Inc. ... 3342
Jardin de Tracy Inc. ... 3343
Jobin (F.) & Fils Inc. ... 3343
Key Mortgage Corporation Ltd. ... 3344
Kitchen Designers Ltd. ... 3344
Laiterie Lamothe & Frère Ltée ... 3344
Laprairie Linoleum Ltée ... 3345
Legault & Masse Limited ... 3345
Legault & Masse Limitée ... 3345
Liftall Limited ... 3345
Loisirs Notre-Dame de Bonsecours de Ville de Brossard ... 3346
Louber Development Ltd. ... 3346
Gilbert Mandeville & Fils Ltée ... 3346
Manoir des Vieilles Forges Inc. (Le) ... 3347
Mastro (Mike) Barber Shop, Inc. ... 3347
Metropolitan Auto Parts Limited ... 3348
Meubles Gigi Ltée ... 3348
Mode Fabrics Ltd. ... 3348
Montclair Paving Inc. ... 3351
Montreal Platefab Ltd. ... 3349
Bruno Morel Inc. ... 3349
Murphy Cartage Inc. ... 3349
Musicorama Inc. ... 3350
Noel Paving Inc. ... 3351
Noval Construction Limitée ... 3350
Pacific Motors Specialty Ltd. ... 3350
Pavage Montclair Inc. ... 3351
Pavage Noel Inc. ... 3351
Pavillon Lacroix Inc. (Le) ... 3351
Placements Le Portage, Ltée (Les) ... 3352
Placements Memphremagog Inc. ... 3352
Produits Niko Inc. ... 3352
Provincial Refrigeration Inc. ... 3354
Psychological Research Services Inc. ... 3356
Publicité Rendez-Vous Ltée ... 3353
Quenneville (G. A.) Footwear Inc. ... 3353
Quill-O-Rama Ltée ... 3353
Racine (Victor) Inc. ... 3354
Réfrigération Provinciale Inc. ... 3354
Rendez-vous Advertising Ltd. ... 3353
Rodier Amusement Inc. ... 3355
Roux & Bergeron Inc. ... 3355
Roy (Eugène) (Division de la Ferme), Ltée ... 3355
Sept-Iles Drive Yourself Inc. ... 3356
Services de Recherches Psychologiques Inc. ... 3356
Silko Inc. ... 3356
Société des Infirmières Visiteuses du Diocèse de St-Jean de Québec Inc. ... 3357
Société des Voyages Inc. (La) ... 3357
Société Financière Le Portage, Ltée (La) 3357
Taverne Alberta Ltée ... 3358
Tourbière Théberge, Inc. (La) ... 3358
Transport A. T. Inc. ... 3358

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Académie de Quilles Carol Inc. ... 3359
Ajustement Universel Inc. ... 3371
Armorique Co. Ltée ... 3359
Association des Manufacturiers de Produits de Béton du Québec (L') ... 3359
Belding Butterfly Ltd. ... 3360
Bétons Richelieu Inc. ... 3360
Bezanson & Davies Ltd. ... 3360
Blue Bonnets Raceway Inc. ... 3360
Brahm (L.A.) & Company Ltd. ... 3361
Brown (George) Cartage Inc. ... 3361
Calcites du Québec Ltée (Les) ... 3361
Caron Ltd. ... 3361
Caron Ltée ... 3361
Central Public Service Investment Corporation ... 3361
Clarke Place Investments Inc. ... 3362
Club Le Pionnier Inc. ... 3362
Compagnie Singer du Canada Ltée (La) 3370
Corporation Foncière de Montréal (La) 3362
Despatis, (Antoine), Limitée ... 3362
Domestic Converters Corporation ... 3363
Électrolier Corporation ... 3363
Farr Company Manufacturing Ltd. ... 3363
Flora Construction Ltée ... 3363
Food Services Ltd. ... 3364
Franced Inc. ... 3364
Frankel Structural Steel Limited ... 3364
Gagnon, (Cyprien), Ltée ... 3364
Great Britain and Canada Investment Corporation ... 3364
Greenshields Corporation Limited (The) 3365
Habib (K) Limited ... 3365
Habib (K) Limitée ... 3365
Hôtel Motel Seigneurie Inc. ... 3365
Immeubles Ste-Thérèse en Haut Inc. ... 3369
Irving Realties Company Ltd. ... 3370
Jaco Limited ... 3365
Kenilworth Investments Corporation ... 3366
Kenilworth Investments Corporation ... 3366
Longueuil Meat Exporting Company Limited ... 3366
Longueuil Meat Exporting Company Limited ... 3367
Mon-Mart Discount Department Stores Inc. ... 3367
Moreau Automobile Limitée ... 3367
Murray Hill Limousine Service Limited 3367

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Myrand Limitée 3368
O'Bryan Furs Incorporated 3368
Place St-Germain Inc. (La) 3368
Ports d'Escale (Québce) Limitée 3368
Ports of Call (Quebec) Limited 3368
Publicité Services Ltée 3369
Publicity Services Ltd. 3369
Richelieu Ready-Mix Inc. 3360
Riviera Cabana Club Inc. (La) 3369
Ruthsam Investments Corporation 3369
Ste. Thérèse en Haut Realties Inc. 3369
Singer Company of Canada Ltd. 3370
Société Immobilière Irving Ltée (La) 3370
Stansbury, Gill, Payan & Shanks Ltd. 3370
Surrey Shops Ltd. 3370
Tétreault (Jean-Guy) Ltée 3371
Tremblay (Louis) Inc. 3371
Trinité Construction Inc. 3371
Universal Adjustment Inc. 3371
Yannakis Bros, Inc. 3372
Yannakis Frères Inc. 3372

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Algon Équipement Inc. 3403
Avila Ltd. 3406
Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc. 3406
C.S.W. Recreational & Sports Club 3406
Campeau (Lucien) Ltd. 3404
Campeau (Lucien) Ltée 3404
Chouinard & Bros. Ltd. 3404
Chouinard & Frère Ltée 3404
Club récréatif & sportif C.S.W. 3406
General Hotel & Restaurant Equipment Ltd. 3404
Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc. 3403
Jarry Automobile Incorporée 3407
L. & B. Auto Sales Ltd. 3406
Levitt-Sécurité (Atlantique) Limitée 3404
Marcel Entreprises Inc. 3405
Northland Sportswear Ltd. 3404
Odysse Holdings Ltd. 3405
Racette (Aurèle) Inc. 3405
Smelter Power Corporation 3406
Stretch Fabrics of Canada Ltd. 3405
Terraine Limited 3405
Terraine Limitée 3405

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Cowansville, cité – city (*Annex*) 3408
Port-Alfred, ville – town (*Annex*) 3408
Rivière des Prairies (*Annex*) 3407
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, village (*Plus en défaut – No longer in default*) 3409

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

American Road Insurance Company (The) 3411
Assurance-Vie du St-Laurent (L') 3410
Laurentian Mutual Assurance Company (The) 3411
Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance 3411
Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie (La) 3411
Renewal of certificates 3410
Renouvellement des certificats 3410
St. Lawrence Life Assurance Company. 3410

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Buckingham, ville – town (*Dem.– Appl.*) 3412
Fabreville (*Dem.– Appl.*) 3412
Rivière-des-Prairies, village et/and par. (*Annex.*) 3415
Sacré - Coeur - de - Marie - de - Thetford (*Dem. – Appl.*) 3415
St-Damien-de-Stanbridge (*Dem.–Appl.*) 3414
St-Germain-de-Rimouski, par. (*Dem.–Appl.*) 3414
Ste-Thérèse « Prot. » (*Dem. – Appl.*) .. 3415
Saint-Jean-Chrysostôme No 2 (*Dem.–Appl.*) 3414
Wottonville, village (*Dem.– Appl.*) 3414

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Ascot, canton – township 3416
Laprairie de la Magdeleine, par. 3416
Montréal, par. 3415
Québec, cité – city, St-Roch, quartier – ward 3416
St-Bruno, par. 3417
St-François de Sales, par. 3417
St-Michel de Vaudreuil, par. 3417
Sault-au-Récollet, par. 3416

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Alma, cité – city 3418
Drummondville, cité – city 3419
L'Abord-à-Plouffe, c.s. – s.c. 3417
La Présentation, par. 3421
Notre-Dame, munic. 3422

SYNDICAT professionnel — ***SYNDICATE Professional***

Association des Patrons – Cordonniers du Québec (*Const. – Inc.*) 3423

VENTES — ***SALES***

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Bélanger, Dolorès 3424
Blouin, Robert 3424
Ouellet (Léon) & Fernand Nadeau 3423

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Michaud *vs* Chiasson 3426
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Paquette 3426
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Paré 3426
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Poirier 3425
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Paquette 3426
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Paré 3426
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Poirier 3425

Beauharnois — ***Beauharnois***

St-Clément de Melocheville, c.s.– s.c. *vs* Allard 3427

Bedford — ***Bedford***

Lague *vs* Fontaine 3427

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Cie Industrielle de Chicoutimi Ltée (La) *vs* Simard 3428

Gaspé *Gaspé*

Marin *vs* Lebreux 3428
Sergerie *vs* Pelchat 3429

Hull *Hull*

Amyot Ready Mix Co. Ltd. *vs* Liberty. 3429
Hull, Eastern Part, munic. township *vs* Legros 3430
Hull, Partie Est, munic. canton *vs* Legros 3430

Mégantic *Mégantic*

Gagné *vs* Baron *et al* 3430

Nicolet *Nicolet*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rheault 3431
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Rheault 3431

Richelieu *Richelieu*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Rheault 3431
Société Centrale d'Hypothèques et de Logement *vs* Thibodeau 3431

Saguenay *Saguenay*

Superior Housing & Investment Corporation *et al vs* Paradis *et al* 3432

Saint-François *Saint Francis*

Bélanger *vs* Dupuis 3433
Plourde (J.R.) Ltée *vs* McCullogh 3432

Terrebonne *Terrebonne*

Normandie Enterprises Inc. *vs* Les Immeubles Giguère Realties Inc. 3433

Taxes *Taxes*

Pont-Viau, cité – city 3434
Trois-Rivières, cité – city 3434

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.